

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

RAPPORT SUR LE RECUEIL DES DONNÉES DE RÉFÉRENCE ET DE PERFORMANCE POUR L'INITIATIVE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA DÉMOCRATIE (EDDI)

Rapport final
Contrat No. HNE-I-00-00-00278-00

Préparé par :

L.T.Associates, Inc.

- W. Philip Boyle, *Chef d'équipe*
- Lamine Kane
- Waly Faye
- *Enquêteurs ANAFA*

Préparé pour :

AID/ Sénégal

Juin 2002

Sommaire exécutif

Mandat

Un peu plus d'un an après le lancement de l'Initiative Education pour le Développement et la Démocratie (EDDI) au Sénégal, le bureau d'études L.T. Associates de Washington et son partenaire sénégalais, l'ONG Association nationale pour l'Alphabétisation et la Formation des Adultes (ANAFa) ont entrepris une enquête pour recueillir des données de base et de référence sur la progression de l'ensemble du Programme EDDI, à la demande de l'AID/Sénégal. Les 17 indicateurs auxquels ces données correspondent font partie du Plan de suivi de la performance d'EDDI. En plus de ces données de performance, il a été prévu de vérifier le niveau de satisfaction des différents groupe-cibles à l'égard du Programme, à savoir: les comités de gestion d'école, les associations des parents d'élèves, les enseignants, les élèves, et les parents dans la communauté.

Méthodologie

L'enquête a couvert l'ensemble des 30 écoles primaires et des 4 centres d'enseignement technique féminins du Programme EDDI dans 4 régions: Dakar, Louga, Diourbel, et Fatick. Neuf questionnaires ont été utilisés pour recueillir les données nécessaires dans les écoles et les centres féminins, et auprès des groupes-cibles.

L'enquête a duré un peu moins de deux mois, du 18 février au 9 avril 2002. L'équipe principale comprenait un chef d'équipe, un sociologue, et un expert en enquêtes et traitement de données statistiques. Pour mener à bien le travail de terrain, trois sous-équipes de 8 enquêteurs chacune ont été organisées. Ces équipes ont fait la collecte des données en l'espace de trois semaines, une première semaine à Dakar, puis deux semaines dans les trois régions de l'intérieur.

Les principaux outils de collecte étaient les questionnaires. Dans le cas des comités de gestion, des associations des parents d'élèves, des élèves des Cours Moyen 1 et 2, des équipes pédagogiques des centres techniques, et des étudiantes de ces centres, les questionnaires étaient conçus pour les entretiens en groupes (*focus groups*). Dans le cas des parents au sein des ménages (concessions), des enseignants des écoles primaires, et des directeurs d'école et de centre technique, les questionnaires étaient modifiés et adaptés aux entretiens individuels.

Conclusions et recommandations

1/- Un exercice de suivi, qui concerne 30 écoles primaires et 4 centres d'enseignement technique, peut être mené à bien pendant environ deux mois avec des moyens financiers identiques à ceux de cette année.

2/- Le recueil des données dans les 12 écoles et le Centre d'enseignement technique féminin de Dakar ne demande pas beaucoup de temps ni de personnel; c'est surtout l'enquête dans les régions de l'intérieur qui en exige beaucoup plus d'effort. Pour cette année, il a fallu mobiliser 25 personnes, organisées en trois équipes pour un travail à effectuer simultanément et rapidement en deux semaines. Ce nombre d'enquêteurs pourrait être réduit à l'avenir dans la

mesure où la période de collecte de données serait allongée ou le nombre de ménages enquêtés réduit à un échantillon.

3/- Le calcul du Taux Brut d'Accès (TBA) aux écoles rurales d'EDDI (15 sur 30) a nécessité un recensement complet des enfants de 7-8 ans dans les ménages susceptibles de les envoyer dans les écoles du Programme EDDI. Ce recensement a permis d'identifier les ménages concernés par les écoles. Ceci permettra d'enquêter auprès des mêmes ménages dans les futurs exercices de suivi.

4/- Il ne serait pas nécessaire, à l'avenir, de mener une enquête exhaustive auprès de tous les ménages, mais plutôt d'entreprendre une enquête basée sur un échantillon choisi de manière aléatoire. Cet échantillon pourrait consister en un tiers ou un quart des 2.053 ménages enquêtés en 2002, et de ce fait réduire les coûts en termes de temps et de personnel.

5/- Il y a bon nombre d'enfants de 6 ans dans les classes du Cours d'Initiation (CI); ce qui rend plus difficile le calcul du TBA exact des filles ou des garçons en première année. Dans les 15 écoles rurales d'EDDI, il y a une moyenne de 15% d'enfants de 6 ans dans les CI. Toutefois, une grande variation existe entre les taux des différentes écoles, allant de 0% à 85%.

6/- L'incertitude concernant l'âge exact des enfants en milieu rural rend difficile le calcul du TBA, qui s'établit à environ 26% pour les filles et 25% pour les garçons en 2002. D'une manière générale, les enfants en milieu rural sénégalais entre 6 et 8 ans n'ont pas reçu de bulletin de naissance; ce qui amène les parents et les directeurs d'école à des estimations d'âge souvent erronées.

7/- Le calcul du TBA ne peut être qu'approximatif, étant donné le nombre d'enfants âgés de 6 ans dans les classes de CI et l'âge incertain de la majorité des enfants en âge d'aller à l'école. En tout cas, le Programme EDDI semble avoir promu un accès des filles à l'école aussi important que celui des garçons, sinon un peu plus. En effectuant une correction à la sous-estimation du taux réel pour les enfants de 6 ans, le TBA des filles en milieu rural devrait se situer autour de 41%.

8/- Un autre indicateur obtenu, qui permet une comparaison avec l'actuel TBA, est le pourcentage des filles de 15 ans en milieu rural ayant fréquenté l'école ou ayant eu une formation quelconque. Il s'est avéré que 41% des filles de 15 ans ont reçu quelque formation, bien que seules 18% d'entre elles aient mis les pieds à l'école primaire. Par ce moyen on peut établir une comparaison approximative entre le TBA des filles en milieu rural il y a 8 ans, quand elles avaient 7 ans (18%), et le TBA des filles d'aujourd'hui (26%). Si l'on suppose que le même pourcentage d'enfants de 6 ans était présent à cette période, le TBA aurait été de 33% il y a 8 ans comparé au taux de 41% d'aujourd'hui.

9/- L'indicateur qui mesure la participation à la vie de l'école des entités locales révèle que les deux entités en question (les comités de gestion d'école et les associations des parents d'élèves) sont sensiblement les mêmes. Par conséquent, le comptage du total de leurs activités a amené à une grande sur-estimation du nombre d'actions locales en faveur de l'école. A l'avenir il sera préférable de ne compter que les actions des comités de gestion. Pour cette année, le nombre d'actions entreprises par ces comités s'élève à environ une action par école et par semaine depuis le début de l'année scolaire jusqu'au passage de l'équipe des enquêteurs en mars 2002.

10/- L'attitude des parents vis à vis de l'éducation de leurs filles a été estimée par une série de 5 questions dans l'enquête ménage. 97% des parents rencontrés disaient qu'ils étaient généralement favorables à envoyer leurs enfants à l'école. Toutefois, en cas de problèmes financiers, 73% de ces parents préféreraient retirer la fille et laisser le garçon continuer ses études.

11/- En ce qui concerne la satisfaction à l'égard des services fournis par le Programme EDDI, les parents sont relativement satisfaits, bien qu'un tiers d'entre eux disait qu'ils n'étaient pas conscients de l'existence du Projet JOG (agence d'exécution du Programme EDDI) dans leur école. Leur connaissance du Projet varie en fonction de la distance qui sépare leur domicile de l'école.

12/- Quant au nombre d'écoles qui répondent aux standards minima de qualité, seuls 60% (18 sur 30) des écoles d'EDDI satisfont à tous les 4 éléments de l'indicateur.

13/- En ce qui concerne la sensibilité des enseignants à la dimension genre, il y a une différence significative entre la formation des enseignants en genre et l'utilisation de cette formation sous forme d'actions sensibles au genre. Bien que la grande majorité des enseignants ait reçu une formation en genre (96%) et qu'ils se disent sensibles aux questions de genre dans leurs écoles (95%), un pourcentage bien plus bas (51%) utilise une grille d'observation ou a tenu une réunion communautaire sur le genre.

14/- Quant à la question d'accès aux fournitures scolaires, il semble que la grande majorité des fournitures est arrivée dans les classes des écoles du Programme EDDI. Néanmoins, un petit pourcentage d'enseignants (3%) déclare ne pas avoir reçu leur provision de fournitures.

15/- Pour ce qui concerne les modules à la vie active, l'usage de ces modules paraît très variable, tant dans les écoles primaires que dans les centres d'enseignement technique féminins. Le nombre utilisé va de 0 à 4 selon l'école, et de 1 à 4 dans les centres.

16/- En ce qui concerne certains autres indicateurs spécifiques aux centres de formation technique féminins, l'enquête a révélé ce qui suit : (a) les revenus générés par ces centres durant l'année scolaire 2000-2001 était de 761.699 FCFA ; (b) tous les 4 centres ont des services sanitaires fonctionnels ; (c) le nombre d'étudiantes par machine à coudre était 2,1 ; et (d) le nombre d'enseignants ayant suivi les cours sur les nouvelles technologies était 26.

17/- Par contre, en ce qui concerne l'indicateur sur les standards minima de qualité dans ces centres qui comporte entre autres le nombre de stages en dernière année, aucun centre ne paraît actuellement les satisfaire pleinement. A part le Centre de Pikine qui déclare 13 stages pour l'année 2001-2002, les autres centres techniques ne citent aucun stage, ni pour l'année 2000-2001, ni pour la première partie de l'année 2001-2002.

18/- En ce qui concerne la satisfaction des groupes cibles, tous les groupes cibles paraissent relativement satisfaits des services du Projet JOG, et donc, du Programme EDDI. Les indices de satisfaction calculés indiquent une satisfaction générale vis-à-vis de chacun des services principaux du Programme, avec un taux de satisfaction global de plus de 2,0 ; ce qui signifie un niveau de satisfaction peu plus que la moyenne.

Remarques générales

1/- L'enquête effectuée dans le cadre de cet exercice de suivi de 2002 n'avait pas pour but d'évaluer le Programme EDDI ou le Projet JOG, son agence d'exécution. Elle constituait plutôt une manière de documenter et de suivre les changements intervenus au niveau des écoles et des centres de formation technique féminins et d'apprécier le niveau de satisfaction des parties prenantes principales à l'égard des services fournis. Les informations collectées permettront de constituer une base de données de référence pour suivre les progrès du Programme d'EDDI au moyen d'un ensemble de 17 indicateurs. La tâche principale de cette enquête était d'établir les valeurs actuelles de ces indicateurs. En même temps, la satisfaction et l'appréciation de certains groupes-cibles devaient être relevées pour servir de retro-information pour les responsables du Programme.

2/- En ce qui concerne les possibilités de générer des tableaux croisés et des corrélations statistiques, en particulier pour mettre en exergue les éléments du Programme EDDI qui ont influé le plus le Taux Brut de Scolarisation, la participation des comités de gestion d'école, l'attitude des parents vis-à-vis de la scolarisation des filles, ou la satisfaction des groupes-cibles, il faudrait utiliser des instruments d'investigation beaucoup plus sensibles que ceux employés dans cette enquête.

3/- Une enquête rapide telle que celle qui vient d'être menée ne peut pas déterminer le pourcentage d'élèves ayant accès à un complément entier de fournitures scolaires de base. La raison principale est qu'actuellement dans chaque école visitée, les fournitures sont gardées au niveau de chaque salle de classe sous forme de banque de petit matériel qui sert à compléter les fournitures apportées par les élèves. Pour pouvoir apprécier le taux de couverture de tous les élèves, il faudrait recourir à un comptage beaucoup plus détaillé, au cours duquel les besoins totaux des élèves dans chaque classe pourraient être comparés à la banque de fournitures de cette classe.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Sommaire exécutif	2
Table des matières	6
Liste des Sigles	8
I. Introduction	9
II. Méthodologie de l'Enquête de suivi de 2002.....	10
III. Indicateurs du Plan de suivi et d'évaluation de la performance.....	12
IV. Participation et Satisfaction des Groupes-cibles	36
V. Conclusions	58
 Annexes :	
<u>Annexe A</u> : Mandat de l'enquête (en anglais).....	2
<u>Annexe B</u> : Plan de suivi de la performance d'EDDI (en anglais)	8
<u>Annexe C</u> : Liste des écoles rurales et des villages polarisés	18
<u>Annexe D</u> : Sites géographiques des écoles et centres	23
<u>Annexe E</u> : Guide méthodologique	24
<u>Annexe F</u> : Les outils de collecte de données	37
<u>Annexe G</u> : Bibliographie	61
<u>Annexe H</u> : Observations sur l'Enquête de suivi de 2002	63
 Tableaux :	
Tableau 3.1. : Proportion des filles de 7-8 ans inscrites pour la première fois au cours d'initiation.....	13
Tableau 3.2. : Proportion des garçons de 7-8 ans inscrits pour la première fois au cours d'initiation.....	14
Tableau 3.3. : Proportion des enfants de 6 ans parmi les élèves nouvellement inscrits au cours d'initiation.....	15
Tableau 3.4. : Proportion des filles de 15 ans exposées à une formation	16
Tableau 3.5. : Nombre d'actions entreprises par les entités locales	17
Tableau 3.6. : Pourcentage des parents favorables à l'éducation de leurs filles	20
Tableau 3.7. : Nombre d'écoles satisfaisant les standards minima	22
Tableau 3.8. : Nombre d'enseignants utilisant une approche genre	23
Tableau 3.9. : Nombre d'enseignants utilisant une grille d'observation ou tenant des réunions communautaires sur le genre	24
Tableau 3.10. : Nombre d'enseignants formés en genre	25
Tableau 3.11. : Nombre d'écoles avec des services sanitaires fonctionnels	27
Tableau 3.12. : Pourcentage des enseignants ayant reçu les fournitures de base	28

Tableau 3.13. : Nombre de modules à la vie active utilisés	30
Tableau 3.14. : Montant des revenus générés au centres de formation technique féminins..	31
Tableau 3.15. : Nombre de centres satisfaisant les standards de qualité minima	32
Tableau 3.16. : Nombre de centres techniques avec des services sanitaires fonctionnels ...	33
Tableau 3.17. : Ratio des machines à coudre fonctionnelles au nombre d'élèves en dernière année de la section de couture	33
Tableau 3.18. : Nombre de modules à la vie active enseignés dans les centres tec.....	34
Tableau 3.19. : Nombre de stages reçus par élève	34
Tableau 3.20. : Nombre d'enseignants formés dans les nouvelles technologies.....	35
Tableau 3.21. : Récapitulatif des indicateurs d'EDDI.....	35
Tableau 4.1. : Participation des CGE à la vie de l'école.....	38
Tableau 4.2. : Niveau de satisfaction des CGE	41
Tableau 4.3. : Niveaux de satisfaction des CGE par école.....	43
Tableau 4.4. : Participation des APE à la vie de l'école	44
Tableau 4.5. : Niveau de satisfaction des APE	46
Tableau 4.6. : Niveau de satisfaction des APE par école	47
Tableau 4.7. : Satisfaction des élèves	49
Tableau 4.8. : Niveau de satisfaction des élèves des CM 1 et CM 2	50
Tableau 4.9. : Niveau de satisfaction des enseignants	54
Tableau 4.10. : Niveau de satisfaction des enseignants de la construction/réhabilitation par région.....	55
Tableau 4.11. : Niveau de satisfaction des enseignants des fournitures scolaires par région	55
Tableau 4.12. : Niveau de satisfaction des enseignants avec la formation des CGE	55
Tableau 4.13. : Niveau de satisfaction des enseignants avec la formation à la vie active .	55
Tableau 4.14. : Satisfaction des parents	56

Liste des Sigles

ANAF	Association nationale pour l'alphabétisation et la formation des adultes
APE	Association des Parents d'élèves
CAII	Creative Associates International, Inc.
CETEF	Centre d'enseignement technique féminin
CGE	Comité de gestion d'école
CRETEF	Centre régional d'enseignement technique féminin
EDDI	Initiative de l'Éducation pour le Développement et la Démocratie
GIE	Groupement d'intérêt économique
IDEN	Inspection départementale d'éducation nationale
JOG	Jeunes Filles Orientées à Gérer l'Avenir du Sénégal
ONG	Organisation non gouvernementale
PMP	Performance Monitoring and Évaluation Plan
PSE	Plan de suivi et d'évaluation de la performance (PMP)
RI	Résultat intermédiaire
RIC	Résultat intermédiaire clé
OSP	Objectif spécial
USAID	United States Agency for International Development

I.- INTRODUCTION

Un peu plus d'un an après le lancement du programme d'appui à l'éducation des filles dans le cadre de l'Initiative Éducation pour le Développement et la Démocratie (EDDI) au Sénégal, le bureau d'études L.T. Associates, Inc. de Washington et son partenaire sénégalais ANAFA ont entrepris une enquête pour recueillir des données de base et de référence sur la progression du Programme d'EDDI, à la demande de l'AID/Sénégal. A part les 17 indicateurs de performance auxquels ces données correspondent, il a été prévu de vérifier le niveau de satisfaction des différents groupements à l'égard des services fournis par le Programme. Le mandat de l'étude est présenté dans l'Annexe A.

A.- L'Initiative EDDI et le Projet JOG

L'Initiative Éducation pour le Développement et la Démocratie (EDDI) de AID a pour objectif de relever le niveau et la qualité d'éducation en Afrique, afin de mieux intégrer celle-ci à l'économie globale. Au Sénégal, EDDI cherche à appuyer la participation et le maintien des filles dans le système éducatif de base. A cette fin, le Projet JOG/Sénégal a été lancé en Décembre 2000 pour une durée de deux ans.

Le Projet JOG (Jeunes Filles Orientées à Gérer l'Avenir du Sénégal) est exécuté par un bureau d'études américain (Creative Associates International) et deux ONG sénégalaises (TOSTAN et ADEF/Afrique). JOG vise à améliorer l'environnement scolaire et à mobiliser les communautés locales autour de 30 écoles primaires et de 4 centres d'enseignement technique féminins dans quatre régions: Diourbel, Fatick, Louga, et la zone péri-urbaine de Dakar.

JOG poursuit son objectif d'améliorer l'environnement scolaire des jeunes filles à travers les activités: (1) de réhabilitation des salles de classes et de construction des latrines; (2) d'approvisionnement en fournitures scolaires; (3) d'appui à la formation en genre des enseignants; et (4) d'introduction de la formation à la vie active.

En vue de mobiliser les communautés locales autour des 30 écoles primaires, JOG a entrepris la mise en place et la formation en gestion de Comités de gestion d'école (CGE), comprenant des enseignants, des parents d'élèves et d'autres acteurs clés de la communauté. Ces comités ont pour fonction la gestion de la banque de fournitures scolaires de l'école, ainsi que les ressources qu'elle engendre. En plus de cela, le CGE aide à la résolution des problèmes de l'école.

Afin de stimuler la participation communautaire, des cours de formation en éducation à la vie active ont été dispensés aux adolescents scolarisés et non-scolarisés et à des adultes, en langues nationales. Entre autres objectifs, ces formations se proposent de créer une nouvelle vision auprès de la population locale sur les relations entre l'école et la communauté.

A une plus grande échelle, le Projet JOG a entrepris à la rentrée 2001 une campagne de mobilisation sociale en vue de promouvoir les inscriptions de jeunes filles au Cours d'Initiation (1^{ère} année de l'élémentaire).

B.- Suivi du progrès de l'Initiative EDDI

Afin de suivre l'état d'avancement du Projet JOG, et de là du Programme d'EDDI, l'AID/Sénégal a élaboré un groupe de 17 indicateurs qui doivent rendre compte des progrès réalisés dans les 34 écoles, avec trois résultats intermédiaires-clés et un objectif spécial pour l'éducation. Les résultats intermédiaires visent à l'accroissement de l'appui des parents et des collectivités locales à l'école ainsi que l'amélioration de l'environnement scolaire dans les écoles et centres d'enseignement technique féminins. L'objectif spécial, les résultats intermédiaires clés, et leurs indicateurs sont détaillés dans un Plan de suivi et d'évaluation de la performance d'EDDI (voir Annexe B - PMP en anglais).

Outre la production d'une base de données permettant le suivi des 17 indicateurs et l'état d'avancement de bon nombre d'entre eux, la présente étude cherche à préciser le niveau de satisfaction des groupes visés par les services fournis par le Projet JOG, à savoir: élèves, enseignants, parents, Associations des Parents d'élèves, et Comités de gestion d'école.

En ce qui concerne les possibilités de générer des tableaux croisés et des corrélations statistiques, notamment pour cerner les éléments du Programme EDDI qui ont influé le plus sur le Taux Brut de Scolarisation, la participation des Comités de gestion d'école, l'attitude des parents vis à vis de la scolarisation des filles, ou la satisfaction des groupes-cibles, il aurait fallu utiliser des instruments beaucoup plus sensibles que ceux employés dans cette enquête. Ceci n'a pas été l'objectif de la présente étude (voir mandat de l'étude en Annexe A).

Comme il a été dit précédemment, cette enquête (dénommée l'Enquête de 2002) avait pour but la collecte des données pouvant constituer une base de référence pour suivre les progrès du Programme EDDI au moyen d'un groupe de 17 indicateurs. La tâche principale de cette étude était d'établir les valeurs actuelles de ses indicateurs. En même temps, la satisfaction et l'appréciation de certains groupes-cibles associés aux écoles et centres devaient être relevées pour servir de rétro-information aux responsables du Programme.

II.- MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE DE 2002

L'Enquête de 2002 s'est déroulée entre le 18 février et le 9 avril 2002. Menée par le bureau d'études L.T. Associates (Washington, D.C.) avec comme sous-traitante l'ONG sénégalaise ANAFA, l'étude a été effectuée par une équipe principale de 3 personnes et un groupe de 22 enquêteurs. Les étapes de cette étude ont été :

18 - 22 février :	Étude documentaire et réunions avec l'équipe du Projet JOG et l'USAID.
23 février - 3 mars :	Préparation de la méthodologie et des outils de collecte.
4 - 5 mars :	Pré-test des outils de collecte.
6 - 11 mars :	Collecte de données dans la région de Dakar.
12 - 24 mars :	Collecte de données dans les régions de Louga, Diourbel, Fatick.
25 mars -5 avril :	Saisie et traitement des données collectées.
6 - 9 avril :	Rédaction du Rapport 2002 et du Guide méthodologique.

A.- Préparation de la méthodologie et des outils de collecte

La première étape de l'Enquête 2002 a comporté une étude documentaire, un processus de familiarisation avec l'Initiative EDDI et le Projet JOG, et diverses rencontres avec l'Équipe EDDI de l'AID/Sénégal et les partenaires chargés d'exécuter le projet JOB, en particulier avec le bureau d'études Créative Associates International.

Pendant cette période les détails de la méthodologie de l'étude ont été arrêtés, les 9 questionnaires élaborés, et les enquêteurs choisis et formés. A la suite de l'approbation de la méthodologie et des outils de collecte par l'AID/Sénégal, l'équipe LTA est passée à l'étape du pré-test.

B.- Pré-test des outils de collecte

Le pré-test des 9 outils de collecte s'est déroulé le 4 mars à Mbeuth dans la région de Dakar. Le questionnaire de l'enquête ménage a été particulièrement testé, car l'étude dépendait en grande mesure de la possibilité de recenser tous les enfants de 7-8 ans vivant dans un rayon de 5 kilomètres autour des 15 écoles rurales d'EDDI. En réalité, ce questionnaire contient 4 parties distinctes: (i) recensement des garçons et filles de 7 et 8 ans; (ii) recensement des filles de 15 ans et leur niveau d'éducation; (iii) étude de l'attitude des parents envers l'éducation de leurs enfants; et (iv) appréciation de la connaissance, participation, et satisfaction de ces parents vis-à-vis des services du Projet JOG.

Suite à l'examen des résultats recueillis de l'enquête ménage et ceux des autres questionnaires utilisés auprès de l'école et des enseignants, les

questionnaires ont subi quelques changements. Ceci a surtout concerné les questions sur la satisfaction, par l'introduction de plus de spécificité dans les éléments d'appréciation.

C.- Étape de collecte de données dans la région de Dakar

Entre le 6 et le 11 mars, un groupe de 5 enquêteurs plus les 3 membres de l'équipe principale de LTA, ont mené l'enquête dans les 12 écoles primaires et le centre d'enseignement technique féminin (CETEF) de la zone péri-urbaine de Dakar. Tous les questionnaires ont été utilisés, sauf celui de l'enquête ménage (réservé aux écoles rurales).

D.- Etape de collecte de données dans les régions de Louga, Diourbel, et Fatick

Le soir du 11 mars (dernier jour de collecte à Dakar) 3 équipes composées de 8 personnes par équipe (7 enquêteurs plus un chef de sous-équipe) sont parties sur le terrain où elles sont restées jusqu'au 24 mars (14 jours). Un total de 3 centres techniques (un centre dans chaque région) et 18 écoles primaires ont été visités et enquêtés par ces équipes. Autour des 15 écoles rurales, l'enquête ménage a couvert quelque 1,980 concessions. Le taux de refus de réponse a été minime (quelques cas seulement), alors que la qualité des questionnaires remplis s'est avérée de haut niveau (moins de 1 pourcent de rejet).

E.- Saisie et traitement des données collectées

Avant le retour des 3 équipes des régions rurales, une partie des données de la première semaine (celles de Diourbel et Fatick) a été acheminée vers Dakar pour être saisie au côté de celles de la région de Dakar. Avec le retour définitif des enquêteurs des régions, le reste des données a été livré à l'équipe chargée de la saisie, du traitement et de l'analyse préliminaire des données.

F.- Rédaction du Rapport et du Guide méthodologique

Les derniers jours de l'étude ont été consacrés à la rédaction de 2 rapports: le Rapport de Suivi 2002, ayant trait aux résultats de l'Enquête 2002; et un Guide méthodologique, servant de base de départ pour de nouvelles campagnes de collecte de données dans l'avenir.

Le Rapport de Suivi 2002 contient surtout les mesures et valeurs des 17 indicateurs du Plan de suivi et d'évaluation d'EDDI (PSE), mais aussi une analyse de la participation réelle des groupes-cibles (élèves, enseignants, parents, APEs, et CGEs) et du niveau de satisfaction de ces groupes à l'égard des services du Projet JOB. Le rapport contient aussi une annexe (Annexe H) portant sur les leçons apprises sur le terrain, lors du déroulement de la collecte de données.

Le Guide méthodologique reprend la méthodologie utilisée cette année par l'équipe LTA, tout en s'inspirant des leçons apprises sur le terrain. Il représente ainsi l'exemple d'une méthodologie qui a bien fonctionné en 2002, mais qui pourrait être améliorée à certains égards pour son utilisation dans l'avenir. La plus importante parmi les suggestions d'amélioration, est la proposition de mener une enquête auprès d'un échantillon de ménages dans de futures tournées de collecte au lieu d'un recensement exhaustif de toutes les concessions dans un rayon de 5 kilomètres autour des écoles primaires. Un échantillon du tiers, voire du quart, des concessions (ménages) serait parfaitement fiable statistiquement parlant, et dégagerait des économies en personnel et en coûts.

III.- INDICATEURS DU PLAN DE SUIVI ET D'EVALUATION DE LA PERFORMANCE

NB : Dans les tableaux qui suivent, presque tous les pourcentages calculés sont arrondis. Ceci a fait que certains tableaux ont des pourcentages qui ne s'additionnent pas exactement à 100%.

A.- Résultats et indicateurs visant les 30 écoles primaires

Objectif Spécial : Éducation de base et techniques améliorées pour les filles dans les villages cibles et leurs voisinages (dans un rayon de 5 kilomètres).

Il est à noter que le calcul des Indicateurs 1, 2, et 4 a impliqué l'identification et le contact direct avec toutes les concessions situées dans les villages polarisés par les écoles d'EDDI. En dehors de la région de Dakar, il y a trois écoles -- Artillerie à Louga et Sessene et Gawane dans la région de Diourbel-- qui se situent dans ou à la lisière de grandes agglomérations. Il y a donc 15 écoles rurales dans le total de 30 écoles primaires, au lieu de 18.

Indicateur 1 : Proportion des filles d'âge scolarisable (7-8 ans) inscrites au Cours d'Initiation pour la première fois (= Taux Brut d'Accès).

Globalement le Taux Brut d'Accès à l'école pour les filles des 15 écoles rurales EDDI s'élève à **25,6%**, bien qu'il y ait sous-estimation du taux réel dans la mesure où les directeurs d'école ont tendance à inscrire des enfants de 6 ans (cf. Tableau 3.3 ci-dessous).

Tableau 3.1. : Proportion des filles de 7-8 ans inscrites pour la première fois au cours d'initiation (CI)

Région	Site de l'École	Nombre de Filles 7-8 ans Inscrites au CI	Nombre de Filles 7-8 ans au Voisinage	Taux Brut d'Accès des Filles à l'École
Louga	Pete Ouarack	32	51	62,7 %
	Bellakho	11	77	14,3 %
	Kanene Ndiob	10	96	10,4 %
	Gassane	22	226	9,7 %
	Kadji Madia	19	90	21,1 %
Total Louga		94	540	17,4 %
Diourbel	Sambe	21	152	13,8 %
	Nderep	37	87	42,5 %
	Ndondol	64	225	28,4 %
	Gouye Gui	15	62	24,2 %
Total Diourbel		137	526	26,0 %
Fatick	Mbellacadio	47	136	34,6 %
	Sagne *	19	64	29,7 %
	Koular Soce	22	88	25,0 %
	Nema Nding	20	37	54,1 %
	Darou Gueye	17	18	94,4 %
	Ndiagne Kahone	11	25	44,0 %
Total Fatick		136	368	37,0 %
TOTAL	15 Écoles Rurales	367	1434	25,6 %

* En raison du recrutement majoritaire (85%) d'enfants de 6 ans à Sagne, les statistiques pour cette école sont calculées exceptionnellement pour les enfants de 6 à 7 ans.

Globalement le Taux Brut d'Accès à l'école pour les garçons des 15 écoles rurales EDDI s'élève à **25,0%**, bien qu'il y ait sous-estimation du taux réel dans la mesure où les directeurs d'école tendent à inscrire des filles et des garçons de 6 ans (cf. Tableau 3.3 ci-dessous). Le taux d'accès des garçons à la première année de l'école est donc sensiblement le même que celui des filles.

Tableau 3.2. : Proportion des garçons de 7-8 ans inscrits pour la première fois au cours d'initiation

Région	Site de l'École	Nombre de Garçons 7-8 ans inscrits au CI (1ère fois)	Nombre de Garçons 7-8 ans au Voisinage	Taux Brut d'Accès des Garçons à l'École
Louga	Pete Ouarack	12	77	15,6 %
	Bellakho	5	77	6,5 %
	Kanene Ndiob	18	127	14,2 %
	Gassane	17	196	8,7 %
	Kadji Madia	7	77	9,1 %
Total Louga		59	554	10,6 %
Diourbel	Sambe	40	150	26,7 %
	Nderep	48	126	38,1 %
	Ndondol	81	242	33,5 %
	Gouye Gui	9	53	17,0 %
Total Diourbel		178	571	31,2 %
Fatick	Mbellacadio	35	131	26,7 %
	Sagne *	22	50	24,0 %
	Koular Soce	24	84	28,6%
	Nema Nding	14	40	35,0 %
	Darou Gueye	20	32	62,5 %
	Ndiagne Kahone	21	31	67,7 %
	Total Fatick		136	368
TOTAL	15 Écoles Rurales	373	1493	25,0 %

* En raison du recrutement majoritaire (85%) d'enfants de 6 ans à Sagne, les statistiques pour cette école sont calculées exceptionnellement pour les enfants de 6 à 7 ans.

Globalement, la proportion des élèves inscrits au Cours d'Initiation pour la première fois qui ont 6 ans est de 15.1%. Dans certaines écoles il y a même des enfants de 5 ans (non inscrits), qui assistent au cours en tant qu' "auditeurs". Les directeurs d'école expliquent cette situation par le désir d'encourager la réussite scolaire, les enfants de 6 ans ayant une année supplémentaire pour le prouver, ceux de 5 ans ayant 2 années supplémentaires pour réussir "officiellement" au CI.

Néanmoins, l'enquête auprès des Cours d'Initiation des 15 écoles rurales a révélé une grande variation dans les proportions d'enfants de 6 ans, allant d'une absence totale dans les écoles de Pete Ourack, Gassane, Nderep, Ndondol, et Darou Gueye, jusqu'un pourcentage de 85% dans l'école de Sagne. Six écoles (Sagne, Kanene Diop, Bellakho, Gouye Gui, Ndiagne Kahone, et Koular Soce) comptent plus de 25% d'enfants de 6 ans parmi les élèves du CI.

Tableau 3.3. : Proportion des enfants de 6 ans parmi les élèves nouvellement inscrits au Cours d'Initiation

Région	Site de l'École	Nombre d'Elèves de 6 ans en Classe de CI	Nombre d'Elèves inscrits au CI (1ère fois)	Proportion des 6 ans au Total des Elèves au CI (1ère fois)
Louga	Pete Ouarack	0	44	0 %
	Bellakho	8	24	33,3 %
	Kanene Ndiob	20	48	41,7 %
	Gassane	0	39	0 %
	Kadji Madia	8	34	23,5 %
Diourbel	Sambe	3	64	4,7 %
	Nderep	0	85	0 %
	Ndondol	0	145	0 %
	Gouye Gui	9	33	27,3 %
Fatick	Mbellacadio	9	91	9,9 %
	Sagne	35	41	85,4 %
	Koular Soce	16	62	25,8 %
	Nema Nding	5	39	12,8 %
	Darou Gueye	0	37	0 %
	Ndiagne Kahone	12	44	27,3 %
TOTAL	15 Écoles Rurales	125	830	15,1 %

La présence de ces enfants de 6 ans au CI pose un problème méthodologique pour le calcul du TBA. Si, à l'avenir, ce calcul compare les enfants de 6-7 ans scolarisés à la population des 6-7 ans aux alentours (là par exemple, où la proportion dépasse 25%), il y aura surévaluation du dénominateur du ratio, sauf dans un cas comme Sagne, où il est évident que les enfants sont recrutés carrément dans la fourchette des 6 à 7 ans. Par contre, si l'on ne met dans le numérateur et le dénominateur que les enfants de 7-8 ans, il y aura sous-estimation du vrai TBA, que ce soit pour les filles ou les garçons.

Pour résoudre ce problème méthodologique, la solution suivante pourrait être utilisée: une partie de l'équipe des enquêteurs compterait les enfants inscrits pour la première fois au CI selon leur âge, alors que la grande partie de l'équipe entreprendrait le recensement des enfants de 6, 7, et 8 ans dans les concessions des alentours. Ensuite, le calcul du TBA se ferait en fonction de la proportion de chaque âge dans la classe de CI. C'est à dire que si les enfants de 6 ans représentent 25% (par exemple) du total inscrit, le dénominateur des enfants de cet âge représenterait la même proportion des enfants de 6 ans dans la population environnante. Le même calcul se ferait pour la population environnante des enfants de 7 ans et ceux de 8 ans. Le dénominateur final du TBA serait, donc, le total des proportions pertinentes de ces trois âges et pourrait se comparer directement au nombre total d'élèves au CI.

Ce calcul du TBA présuppose que ces 3 âges sont recrutés intentionnellement dans les proportions trouvées dans la (ou les) classes de CI. Ceci n'est pas nécessairement le cas, car il paraît vraisemblable que l'une des raisons principales pour lesquelles les directeurs d'école recrutent les enfants de 6 ans est le manque d'effectifs de 7 ans. Cependant, si l'on suppose que ce recrutement

se fait plus ou moins de manière aléatoire et que la présence des enfants de 6 ans reflète aussi un manque de connaissance chez les parents de l'âge exact de leurs enfants, on pourrait entreprendre, dans de futures exercices de ce genre, un calcul comme celui indiqué ci-dessus, basé sur les proportions des âges inscrits. Ces proportions pourraient varier quelque peu d'une année à l'autre, dans les mêmes écoles.

Indicateur 2 : Proportion des filles de 15 ans ayant participé à une formation quelconque

Le comptage des filles de 15 ans a été entrepris en même temps que celui des filles et garçons de 7-8 ans, c'est à dire pendant l'enquête ménage. Comme dans le cas des 7-8 ans, ce comptage n'implique que les populations vivant autour des 15 écoles rurales d'EDDI. Il s'est trouvé que 96 de ces filles (10.1% du total enquêté) vivaient ailleurs de manière permanente lors de l'enquête. Elles ne sont donc pas comptées dans le Tableau 3.4 ci-dessous.

Tableau 3.4 : Proportion des filles de 15 ans exposées à une formation quelconque

Région	Zone de l'École	Nombre Ayant une Formation Quelconque	Nombre Ayant Fréquenté l'École Française	Nombre Total de Filles de 15 Ans	Proportion Avec une Formation Quelconque
Louga	Pete Ouarack	21	8	30	51,0 %
	Bellakho	31	9	56	55,4 %
	Kanene Ndiob	30	5	64	46,9 %
	Gassane	50	18	124	40,3 %
	Kadji Madia	23	15	26	88,5 %
Diourbel	Sambe	15	5	109	13,8 %
	Nderep	8	6	58	13,8 %
	Ndondol	22	15	122	18,0 %
	Gouye Gui	8	1	37	21,6 %
Fatick	Mbellacadio	34	26	68	50,0 %
	Sagne	17	13	30	56,7 %
	Koular Soce	40	10	58	69,0 %
	Nema Nding	17	10	22	77,2 %
	Darou Gueye	11	5	15	73,3 %
	Ndiagne Kahone	10	3	14	71,4 %
TOTAL	Zones des 15 Écoles Rurales	337	149	833	40,5 %

Un nombre de 337, ou 40,5%, sur un total de 833 filles vivant toujours dans leurs communautés d'origine, avaient eu quelque forme de formation (école française, école arabe, formation en alphabétisation, ou autre). Cependant, l'enquête n'a pas pu déterminer le temps passé dans ces formations.

Par contre, seules 149 sur 833 de ces filles (17,9%), avaient mis les pieds à l'école publique (l'école française). Ceci indique que le taux d'accès de cette cohorte de 15 ans à l'école primaire est sensiblement inférieur à celui des filles de 7-8 ans dans les mêmes zones rurales (cf. Tableau 3.1). Si l'on suppose une sous-estimation d'environ 15% du TBA global pour les 7-8 ans dans le passé comme à présent (cf. Tableau 3.3), le TBA global actuel (environ 41%) se compare favorablement au TBA d'il y a 8 ans (environ 33%), puisque l'on suppose que ces filles de 15 ans ont commencé leurs études à 7 ans au Cours d'Initiation.

Résultat intermédiaire clé # 1: Soutien accru de la part des parents et des gouvernements locaux aux écoles primaires et techniques dans les zones ciblées.

Indicateur 3: Nombre d'actions entreprises par les entités locales en faveur des écoles primaires ciblées.

Les entités locales en l'occurrence, sont les Comités de gestion d'école (CGE) et les Associations des Parents d'élèves (APE). Dans les écoles EDDI, les CGE ont eu tendance à co-opter les fonctions des APE pré-existantes. La différence principale est l'élargissement des APE pour inclure les enseignants et des notables de la communauté, en plus des parents. Il ne semble pas y avoir de participation effective des élèves.

Les actions entreprises par les CGE et les APE comptabilisées au tableau 3.5 ci-dessous sont les suivantes: (1) participation à la construction, réhabilitation, ou réparation de salles de classe ou autre élément d'infrastructure; (2) confection d'équipements; (3) assainissement; (4) sensibilisation ou information; (5) cotisations; et (6) hébergement de facilitateurs JOG. Ces actions sont additionnées pour la période allant de la rentrée en octobre 2001 jusqu'au passage de l'équipe des enquêteurs à mi-mars 2002, soit une période d'environ 5 mois.

Tableau 3.5. : Nombre d'actions entreprises par les entités locales

Région	Site de l'École	Nombre d'Actions Entreprises par les CGE en 2001-2002	Nombre d'Actions Entreprises par les APE en 2001-2002	Nombre Total des Actions Entreprises en 2001-2002
Louga	Pete Ouarack	21	18	39
	Bellakho	39	13	52
	Kanene Ndiob	21	15	36
	Gassane	5	11	16
	Kadji Madia	48	43	91
	Artillerie	46	47	93
	Total Louga		180	147
Diourbel	Sambe	7	7	14
	Nderep	19	22	41
	Ndondol	7	14	21
	Gouye Gui	45	45	90
	Gawane	18	18	36
	Sessene	7	9	16
	Total Diourbel		103	115

Diourbel				
Fatick	Mbellacadio	8	8	16
	Sagne	13	3	16
	Koular Soce	10	6	16
	Nema Nding	30	14	44
	Darou Gueye	19	24	43
	Ndiagne Kahone	18	12	30
Total Fatick		98	67	165
Dakar	Pikine 23 A	30	--	30
	Pikine 23 B	3	--	3
	Pikine 20 A	16	15	31
	Pikine 20 B	48	--	48
	Pikine 7 A	8	5	13
	Pikine 7 B	8	23	31
	Colobane Lansar A	14	15	29
	Colobane Lansar B	19	15	34
	Malika Recepteur	30	11	41
	Mamadou Mady Ndiaye	12	16	28
	Khar Yalla	31	16	47
	Grand Medine	24	31	55
Total Dakar		243	147	390
TOTAL	30 Écoles Primaires	624	476	1100

Il est à supposer que la plupart des activités des APE sont déjà incluses dans celles des CGE, bien que dans 10 cas sur 30 (33%) il semble y avoir des activités entreprises par les APEs en plus de celles des CGE. Néanmoins, à cause de la confusion entre ces deux entités, il est recommandé qu'à l'avenir, seul le comptage des actions des CGE soit utilisé dans le calcul de cet indicateur. Dans le Tableau 3.5 ci-dessus, le chiffre de 624 actions des CGE est donc proposé comme l'indicateur pertinent de participation communautaire. Ceci représente une moyenne d'environ 21 actions par école, ou à peu près une action par semaine et par école sur une période de 5 mois.

Résultat Intermédiaire # 1.1: Appréciation accrue de la part des parents vis-à-vis de l'importance de l'éducation, surtout celle des filles, et de leurs rôles et responsabilités

Indicateur 4 : Pourcentage des parents favorables à l'éducation en général et à celle des filles en particulier (15 écoles rurales)

L'équipe de collecte de données a couvert au total 2053 concessions dans les trois régions de l'intérieur incluses dans le projet JOG: Louga, Fatick et Diourbel. C'est dans le cadre de l'enquête-ménage que les données sur l'attitude des parents vis-à-vis de l'éducation en général et celle des filles en particulier ont été recueillies.

Les enquêteurs ont tenu au niveau de chaque concession à parler avec une personne adulte (homme ou femme), qui pouvait être le chef de concession ou son répondant. Selon l'acceptation donnée à cette question, l'attitude des familles vis-à-vis de l'éducation et de la scolarisation des filles peut être favorable ou défavorable. Il nous fallait dès lors élaborer une série de questions qui puisse déterminer si un répondant était ou non favorable à la scolarisation des filles.

La suite de 5 questions qui permet le calcul de cet indicateur est la suivante:

1. Vous avez un enfant en âge d'aller à l'école française, choisiriez-vous de l'inscrire ? Oui ou Non?
2. Vous avez un garçon et une fille en âge d'aller à l'école, est-il aussi important pour vous d'inscrire la fille que le garçon ?
(1) Oui; (2) Non; (3) Indifférent
3. Vous avez un garçon et une fille à l'école et vous êtes obligé de retirer l'un d'entre eux pour des raisons financières, choisiriez-vous de sortir:
(1) la fille; (2) le garçon?
4. Pensez-vous que les filles doivent aller aussi loin que les garçons à l'école ?
Oui ou Non?
5. Vous avez une fille en âge de se marier et qui est à l'école, choisiriez-vous de:
(1) la laisser poursuivre les études ; (2) arrêter les études pour se marier ;
(3) la laisser cumuler mariage et études?

Pour qu'un parent soit favorable à l'éducation de sa fille, il fallait répondre par :

- Oui--à la Question 1
- Oui, ou indifféremment--à la Question 2
- Le garçon à la Question 3
- Oui--à la Question 4
- 1 ou 3--à la Question 5

Les réponses données par 1924 familles sur les 2053 ont été recueillies, et les résultats se présentent comme suit :

Question 1: En réponse à la question n°1, 97% des répondants choisissent d'envoyer leur enfant en âge scolarisable à l'école française, alors que 3 % répondent par la négative.

Question 2 : En réponse à la question de savoir s'il faut inscrire la fille ou le garçon en âge d'aller à l'école, 9% des répondants préfèrent envoyer leur fille alors que 11% préfèrent envoyer le garçon, les 80% restants marquent leur indifférence par rapport à la question.

Question 3 : A la question de savoir si, en cas de problème de prise en charge financière, le parent sortirait le garçon ou la fille, 73% des répondants préfèrent sortir la fille alors que 27% choisiraient de sortir le garçon.

Question 4 : Quelque 99,5% des répondants estiment que les filles doivent aller aussi loin que les garçons à l'école.

Question 5 : Concernant l'attitude envers leur fille en âge de se marier et qui se trouve à l'école: 69% des répondants préfèrent la laisser poursuivre ses études, 9% des répondants préfèrent arrêter ses études, et 21 % des répondants choisiraient de cumuler études et mariage.

Toutefois, en cas de difficultés financières, la majorité des parents préfèrent laisser leurs fils continuer les études et retirer leurs filles de l'école :

- 1.670 parents, (un peu moins de 87%) sont défavorables à l'éducation de leurs filles (garder les garçons à l'école)
- 254 parents, (environ 13%) sont favorables à l'éducation de leurs filles (garder les filles à l'école)

Tableau 3.6 ci-dessous présente la distribution de ces réponses par école et par région.

Tableau 3.6. : Pourcentage des parents favorables à l'éducation de leurs filles

Région	Zones de l'École	Nombre de Parents favorables à l'Éducation des Filles	Nombre Total de Parents Répondant aux Questions sur l'Attitude	Pourcentage des Parents favorables à l'Éducation des Filles
Louga	Pete Ouarack	12	78	15,4 %
	Bellakho	5	105	4,8 %
	Kanene Ndiob	18	141	12,8 %
	Gassane	33	256	12,9 %
	Kadji Madia	14	98	14,3 %
Total Louga		82	678	12,1 %
Diourbel	Sambe	18	176	10,2 %
	Ndrep	20	168	11,9 %
	Ndondol	26	286	9,1 %
	Gouye Gui	12	98	12,2 %
Total Diourbel		76	728	10,4 %
Fatick	Mbellacadio	33	200	16,5 %
	Sagne	24	105	22,9 %
	Koular Soce	16	89	18,0 %
	Nema Nding	16	61	26,2%
	Darou Gueye	4	30	13,3 %
	Ndiagne Kahone	3	33	9,1 %
Total Fatick		96	518	18,5 %
TOTAL	15 Écoles Rurales	254	1924	13,2 %

Commentaires

D'une manière générale, on peut constater qu'au niveau des familles il y a des changements qui s'opèrent à l'égard de l'éducation et la formation des filles et des femmes. Mais ces changements sont lents, c'est à dire qu'il existe toujours des pesanteurs qui semblent quelque peu freiner la marche vers une plus grande participation des filles et des femmes dans l'éducation et le développement.

Ce qu'il y a de plus remarquable c'est que presque partout on a noté des changements de mentalité et de comportement comme l'attestent les résultats de l'enquête vis-à-vis de l'attitude des parents sur la scolarisation des filles et de leur maintien à l'école. La grande majorité des parents interrogés (97%) acceptent d'inscrire leur enfant en âge d'aller à l'école, et une bonne partie d'entre eux (80%) accordent la même importance à l'inscription de leur fille qu'à celle de leur garçon.

Presque la totalité des parents (99,5%) pensent que les filles doivent aller aussi loin que les garçons à l'école. Toutefois, en cas de problème de prise en charge financière, la majorité des répondants (73 %) préfèrent sortir la fille au lieu du garçon. Enfin, seule une petite minorité des parents (9%) croient qu'une fille devrait arrêter son éducation lorsqu'elle atteint l'âge du mariage.

Résultat intermédiaire clé # 2: Environnement amélioré des écoles ciblées

Indicateur 5: *Nombre d'écoles satisfaisant les standards minima de qualité*

Selon la définition donnée à cet indicateur, pour être considérée satisfaisante, une école doit posséder les 4 critères de qualité suivants : (i) des sanitaires fonctionnels; (ii) de l'eau courante; (iii) une clôture autour de l'école; et (iv) un lot complet de fournitures scolaires. Le nombre de sanitaires, ou le ratio élèves/sanitaire n'est pas pris en compte, pas plus que la quantité exacte de fournitures par élève. La réponse est donc « oui ou non », et il faut réunir entièrement ces 4 critères pour qu'une école soit considérée comme satisfaisant les standards minima.

Comme indiqué dans le Tableau 3.7 ci-dessous, 18 écoles sur les 30 (60%) du Programme EDDI satisfont actuellement toutes les conditions de qualité considérées comme un minimum. L'indicateur paraît approprié pour suivre la progression de cet aspect du Programme dans l'avenir.

Tableau 3.7. : Nombre d'écoles satisfaisant les standards minima

Région	Site de l'Ecole	Sanitaires Fonctionnels	Eau Courante	Clôture de l'école	Fournitures Scolaires	Satisfaction des Standards Minima
Louga	Pete Ouarack	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Bellakho	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Kanene Ndiob	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Gassane	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Kadji Madia	Non	Oui	Non	Oui	Non
	Artillerie	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Diourbel	Sambe	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Nderep	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Ndondol	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Gouye Gui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Gawane	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Sessene	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Fatick	Mbellacadio	Non	Oui	Oui	Non	Non
	Sagne	Non	Non	Non	Oui	Non
	Koular Soce	Non	Non	Non	Oui	Non
	Nema Nding	Non	Non	Non	Non	Non
	Darou Gueye	Non	Non	Non	Oui	Non
	Ndiagne Kahone	Oui	Non	Non	Non	Non
Dakar	Pikine 23 A	Non	Non	Non	Non	Non
	Pikine 23 B	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Pikine 20 A	Non	Oui	Oui	Non	Non
	Pikine 20 B	Non	Oui	Oui	Oui	Non
	Pikine 7 A	Oui	Oui	Non	Non	Non
	Pikine 7 B	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Colobane Lansar A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Colobane Lansar B	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Malika Recepteur	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Mamadou Mady Ndiaye	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Khar Yalla	Oui	Non	Oui	Oui	Non
Grand Medine	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
TOTAL	30 écoles Primaires	21 (70%)	23 (76.7%)	22 (73.3%)	24 (80%)	18 (60%)

Indicateur 6: Nombre d'enseignants utilisant une approche sensible au genre

Le calcul de cet indicateur pose certains problèmes. Selon le PMP, pour que l'on puisse compter les enseignants comme utilisant une approche sensible au genre, une série de critères doit être satisfaite, notamment l'usage d'une grille d'observation appropriée, présence d'un club genre à l'école, et la tenue de discussions sur le genre avec des membres de la communauté.

Il s'est avéré que dans le questionnaire destiné aux enseignants, la présence ou l'absence d'un club genre dépendait de la décision particulière de chaque école, et non de l'enseignant. Donc certains enseignants répondent par l'affirmative, d'autres par la négative. Cette question n'a donc pas été retenue.

Comme il apparaît dans le tableau 3.8 ci-dessous, le nombre d'enseignants utilisant l'approche genre varie selon la personne qui répond à la question. La réponse du directeur de l'école à la question est très favorable : 243 sur 273 (89%) des enseignants utilisent une approche sensible au genre. La réponse est encore plus rassurante lorsque ce sont les enseignants eux-mêmes qui répondent à la même question: 221 sur 232 enseignants (95.3%) s'estiment avoir utilisé une approche à l'enseignement sensible au genre.

Tableau 3.8. : Nombre d'enseignants utilisant une approche genre

Région	Site de l'Ecole	Nombre d'Enseignants Utilisant Approche Genre Selon Enseignants (N=232)	Nombre d'Enseignants Utilisant Approche Genre Selon Directeurs (Total = 273)
Louga	Pete Ouarack	4	4
	Bellakho	6	6
	Kanene Ndiob	5	3
	Gassane	5	9
	Kadji Madia	5	8
	Artillerie	14	15
Diourbel	Sambe	7	7
	Nderep	9	9
	Ndondol	10	11
	Gouye Gui	4	4
	Gawane	13	14
	Sessene	6	5
Fatick	Mbellacadio	8	9
	Sagne	6	6
	Koular Soce	4	4
	Nema Nding	6	6
	Darou Gueye	2	3
	Ndiagne Kahone	0	1
Dakar	Pikine 23 A	9	12
	Pikine 23 B	6	7
	Pikine 20 A	10	0

	Pikine 20 B	9	12
	Pikine 7 A	12	14
	Pikine 7 B	11	14
	Colobane Lansar A	6	12
	Colobane Lansar B	7	7
	Malika Recepteur	7	9
	Mamadou Mady Ndiaye	11	12
	Khar Yalla	9	12
	Grand Medine	10	8
TOTAL	30 Ecoles Primaires	221 (95,3%)	243 (89,0%)

En réalité, la proportion des enseignants utilisant une grille d'observation ou tenant des réunions sur le genre avec des membres de la communautés se limite à environ 51%, comme l'indique le Tableau 3.9 ci-dessous. Il paraît évident que ces deux dernières mesures reflètent bien mieux le vrai niveau d'attention prêté au genre par les enseignants. Le déficit de ces indicateurs laisse prévoir un travail supplémentaire à faire dans le domaine de la sensibilité au genre.

Tableau 3.9. : Nombre d'enseignants utilisant une grille d'observation ou tenant des réunions communautaires sur le genre

Région	Site de l'Ecole	Nombre d'Enseignants Utilisant une Grille d'Observation (N=232)	Nombre d'Enseignants Tenant des Réunions sur le Genre (N=238)
Louga	Pete Ouarack	4	3
	Bellakho	4	3
	Kanene Ndiob	4	3
	Gassane	2	1
	Kadji Madia	3	5
	Artillerie	9	8
Diourbel	Sambe	7	7
	Nderep	8	9
	Ndondol	7	9
	Gouye Gui	1	0
	Gawane	8	12
	Sessene	1	6
Fatick	Mbellacadio	2	5
	Sagne	3	4
	Koular Soce	2	6
	Nema Nding	6	3
	Darou Gueye	0	1
	Ndiagne Kahone	0	1
Dakar	Pikine 23 A	6	4
	Pikine 23 B	1	2
	Pikine 20 A	3	3
	Pikine 20 B	5	6
	Pikine 7 A	5	1

	Pikine 7 B	1	1
	Colobane Lansar A	0	1
	Colobane Lansar B	2	1
	Malika Recepteur	2	2
	Mamadou Mady Ndiaye	8	4
	Khar Yalla	8	8
	Grand Medine	7	3
TOTAL	30 Ecoles Primaires	119 (51,3%)	121 (50,8%)

L'indicateur utilisé à l'avenir pourrait être: (1) une combinaison des deux pourcentages du tableau 3.9; ou (2) un calcul du pourcentage des enseignants qui utilisent une grille d'observation **et** qui ont tenu des réunions; ou bien (3) une vérification des grilles utilisées par les enseignants pour juger de leur qualité. Il semble que si les enseignants s'intéressaient sérieusement à employer une approche genre, ils utiliseraient la grille officielle ou tout au moins, auraient confectionné quelque chose pour la remplacer.

Résultat Intermédiaire # 2.1: Appréciation accrue des enseignants pour les questions de genre dans les écoles ciblées

Indicateur 7: Nombre d'enseignants formés en questions de genre et d'équité

Le nombre d'enseignants formé en genre représente déjà 95,6% du total, selon les résultats des enquêtes, comme l'indique le tableau 3.10 ci-dessous. Évidemment, rien dans cet indicateur n'indique la qualité de cette formation, ni le niveau de sensibilisation en genre atteint. Le fait que presque la totalité des enseignants a déjà été formé en genre ne laisse pas beaucoup de place pour une amélioration significative de cet indicateur à l'avenir.

Pour juger de l'appréciation des questions de genre par les enseignants, il serait plus pertinent d'utiliser les indicateurs du tableau 3.9, qui indiquent très bien un désir de passer à l'action après la formation.

Tableau 3.10 : Nombre d'enseignants formés en genre

Région	Site de l'Ecole	Nombre d'Enseignants Formés en Genre (N=273)
Louga	Pete Ouarack	4
	Bellakho	6
	Kanene Ndiob	3
	Gassane	7
	Kadji Madia	8
	Artillerie	12
Diourbel	Sambe	7
	Nderep	9
	Ndondol	11
	Gouye Gui	2
	Gawane	14
	Sessene	6

Fatick	Mbellacadio	8
	Sagne	6
	Koular Soce	4
	Nema Nding	6
	Darou Gueye	1
	Ndiagne Kahone	1
Dakar	Pikine 23 A	12
	Pikine 23 B	9
	Pikine 20 A	14
	Pikine 20 B	12
	Pikine 7 A	15
	Pikine 7 B	14
	Colobane Lansar A	12
	Colobane Lansar B	8
	Malika Recepteur	9
	Mamadou Mady Ndiaye	14
	Khar Yalla	14
	Grand Medine	13
TOTAL	30 Ecoles Primaires	261 (95,6%)

Pour récapituler, l'information contenue dans les trois tableaux précédents (tableaux 3.8. à 3.10) a montré que 261 enseignants ont reçu une formation en genre fournie par le Projet JOG ; et 243 d'entre eux (93,1%) ont été considérés sensibles au genre par les directeurs d'école. Ceci veut dire que la formation n'a pas d'effet sur 18 des enseignants formés (6,9%), d'après leur directeur. Parmi ceux qui ont été formés, 89% sont considérés par leur directeur comme étant sensibles à la dimension genre, et 95,3 % comme étant ainsi par les enseignants eux-mêmes. Ce sont des pourcentages qui semblent trop élevées par rapport à la réalité si l'on se fie aux données générées par des méthodes moins subjectives.

En effet, le nombre d'enseignants utilisant une grille d'observation ou tenant des réunions sur le genre avec des membres de la communauté est bien réduit (51%) par rapport au nombre formé ou indiqué comme étant sensible au genre. Il serait plus juste de juger la sensibilité de ces enseignants aux questions de genre par leurs actions plutôt que sur leurs affirmations. Dans ce cas, on pourrait les considérer à plus juste titre sensibles au genre si, une fois formés, ils ont démontré, par leur comportement, qu'ils sont disposés à en faire usage pour évaluer et influencer leur environnement.

Résultat Intermédiaire # 2.2 : Infrastructure améliorée dans les écoles ciblées

Indicateur 8: Nombre d'écoles avec des services sanitaires fonctionnels

Comme dans l'évaluation des standards minima de qualité indiqués au Tableau 3.7, en ce qui concerne les services sanitaires des écoles EDDI, la réponse se traduit par « oui » ou par « non ». Pour être considérée comme ayant des services sanitaires adéquats une école doit posséder des toilettes fonctionnelles et de l'eau courante. On ne compte pas le nombre de toilettes fonctionnelles

ou le nombre de robinets. L'eau courante a été retenue comme condition puisque presque toutes les écoles possèdent une source d'eau potable.

Il s'est avéré que 19 sur 30 écoles EDDI (63,3%) satisfont aux critères de services sanitaires fonctionnel ; et 21 écoles sur 30 (70%) ont des toilettes fonctionnelles, alors que 23 sur 30 (76,6%) ont l'eau courante.

Table 3.11 : Nombre d'écoles avec des services sanitaires fonctionnels

Région	Site de l'Ecole	Ecoles avec des Toilettes Fonctionnelles	Ecoles avec l'Eau Courante	Ecoles avec des Services Adéquats
Louga	Pete Ouarack	Oui	Oui	Oui
	Bellakho	Oui	Oui	Oui
	Kanene Ndiob	Oui	Oui	Oui
	Gassane	Oui	Oui	Oui
	Kadji Madia	Non	Oui	Non
	Artillerie	Oui	Oui	Oui
Diourbel	Sambe	Oui	Oui	Oui
	Nderep	Oui	Oui	Oui
	Ndondol	Oui	Oui	Oui
	Gouye Gui	Oui	Oui	Oui
	Gawane	Oui	Oui	Oui
	Sessene	Oui	Oui	Oui
Fatick	Mbellacadio	Non	Oui	Non
	Sagne	Non	Non	Non
	Koular Soce	Non	Non	Non
	Nema Nding	Non	Non	Non
	Darou Gueye	Non	Non	Non
	Ndiagne Kahone	Oui	Non	Non
Dakar	Pikine 23 A	Non	Non	Non
	Pikine 23 B	Oui	Oui	Oui
	Pikine 20 A	Non	Oui	Non
	Pikine 20 B	Non	Oui	Non
	Pikine 7 A	Oui	Oui	Oui
	Pikine 7 B	Oui	Oui	Oui
	Colobane Lansar A	Oui	Oui	Oui
	Colobane Lansar B	Oui	Oui	Oui
	Malika Recepteur	Oui	Oui	Oui
	Khar Yalla	Oui	Non	Non
	Mamadou Mady Ndiaye	Oui	Oui	Oui
Grand Medine	Oui	Oui	Oui	
TOTAL	30 Ecoles Primaires	21 (70%)	23 (76,7%)	19 (63,3%)

L'indicateur ci-dessus (tableau 3.11) est certainement valable et utile, mais il reproduit une partie de l'information déjà présentée pour le résultat intermédiaire clé 2 au tableau 3.7. Néanmoins, son usage est quelque peu différent dans les deux cas.

Résultat Intermédiaire # 2.3: Accès accru aux fournitures scolaires de base dans les écoles ciblées.

Indicateur 9 : Pourcentage des élèves ayant les fournitures de base

Cet indicateur n'a pu être évalué de manière adéquate dans le contexte de cette étude. Il était seulement possible de vérifier si les fournitures étaient arrivées ou non aux salles de classe des écoles EDDI, et cette vérification pouvait être faite en posant une seule question aux enseignants. Tous les enseignants enquêtés devaient répondre à une question: si le lot de fournitures était bel et bien arrivé entre leurs mains. Il n'a pas été possible de vérifier si chaque enseignant avait reçu un lot complet, et il aurait été malaisé de leur faire estimer le pourcentage exact reçu par rapport aux besoins exprimés, ou la mesure dans laquelle les fournitures reçues avaient satisfait aux besoins de leurs élèves. Une telle investigation demanderait beaucoup plus de temps que la durée prévue pour cette enquête.

Il s'est avéré que 7 enseignants sur 235 (3%) et 6 écoles sur 30 (20%) ont répondu par la négative, indiquant qu'ils n'avaient pas reçu de lot de petit matériel scolaire. Dans le tableau 3.12 ci-dessous, le pourcentage de couverture donne une estimation sur le pourcentage des enseignants qui ont répondu par l'affirmative.

Cette mesure est très approximative et ne répond pas à la question de savoir si les élèves ont accès à une provision complète dans chaque salle de classe, et sinon, quelle est la proportion des élèves qui ont accès à une quantité adéquate et quelle proportion d'élèves est exclue. La situation se complique par le fait que ce lot de fournitures est gardé comme une banque de matériel de réserve, pour compléter le matériel que les élèves sont capables d'apporter eux-mêmes à leurs classes. Du moins, c'est ainsi que les enseignants et les directeurs d'école ont expliqué la fonction et l'usage de ce petit matériel.

Tableau 3.12 : Pourcentage des enseignants ayant reçu les fournitures de base

Région	Site de l'Ecole	Nombre d'Enseignants avec Fournitures	Nombre d'Enseignants Sans Fournitures	Pourcentage de Couverture Approximative
Louga	Pete Ouarack	4	0	100 %
	Bellakho	6	0	100 %
	Kanene Ndiob	5	0	100 %
	Gassane	7	0	100 %
	Kadji Madia	5	0	100 %
	Artillerie	15	0	100 %
Diourbel	Sambe	7	0	100 %
	Nderep	8	0	100 %
	Ndondol	11	0	100 %
	Gouye Gui	4	0	100 %

	Gawane	13	0	100 %
	Sessene	6	0	100 %
Fatick	Mbellacadio	7	1	87,7%
	Sagne	4	0	100 %
	Koular Soce	5	0	100 %
	Nema Nding	5	1	80%
	Darou Gueye	2	0	100 %
	Ndiagne Kahone	1	1	50%
Dakar	Pikine 23 A	10	0	100 %
	Pikine 23 B	9	1	88,9%
	Pikine 20 A	7	3	57,1%
	Pikine 20 B	9	0	100 %
	Pikine 7 A	12	1	91,7%
	Pikine 7 B	10	0	100 %
	Colobane Lansar A	10	0	100 %
	Colobane Lansar B	7	0	100 %
	Malika Recepteur	7	0	100 %
	Khar Yalla	9	0	100 %
	Mamadou Mady Ndiaye	11	0	100 %
	Grand Medine	12	0	100 %
TOTAL	30 Ecoles Primaires	228	7	97 %

Même si une estimation de la proportion des élèves avec accès à un lot complet de petit matériel pouvait se faire, il en reste le problème que presque tous les enseignants ont déjà reçu leur lot. Il est donc vraisemblable que cet indicateur ne reflète qu'une situation ponctuelle et risque inévitablement d'aller à la baisse avant que les CGE puissent renouveler les stocks. La valeur de cet indicateur connaîtrait donc un mouvement cyclique.

Résultat Intermédiaire # 2.4 : Introduction des modules pertinents à la vie active dans les écoles ciblées.

Indicateur 10: Nombre de modules à la vie active utilisés

Les modules à la vie active ont été élaborés par TOSTAN et ont été introduits dans les écoles primaires d'EDDI. Toutes les écoles n'utilisent pas encore les 4 modules, certains ayant été introduits de manière expérimentale. Le nombre de modules présents dans les salles de classe des écoles est très variable, allant de 0 à 4 modules, comme l'indique le tableau 3.13 ci-dessous.

Les modules actuellement utilisés sont ceux sur: (1) Hygiène et Santé; (2) Résolution des Problèmes; (3) Droits Humains; et (4) Démocratie. Dans l'avenir TOSTAN projette d'en élaborer au moins deux autres: (5) Environnement et (6) Initiation à la Vie Productive.

Les questions sur l'usage et le nombre de modules utilisés ont été posées aux enseignants dans le questionnaire enseignant. Il y eu parfois confusion, entre les chapitres ou thèmes des sections des modules élaborés par TOSTAN et entre les différents modules eux-mêmes. Les questions se

référaient à l'usage des modules dans les classes des deux dernières années (Cours Moyen 1 et 2) et étaient dirigées vers les enseignants appropriés.

Comme il peut être constaté dans le tableau 3.13 ci-dessous, dans 16 des 30 écoles EDDI (53,3%) les enseignants ont répondu par la négative, c'est à dire qu'ils ne font pas usage de modules à la vie active. Ceci ne veut pas dire que les écoles n'ont pas reçu certains modules, mais seulement que les enseignants ont répondu qu'ils ne les utilisent pas avec leurs étudiants des CM 1- CM2.

Dans les 14 écoles restantes, là où les enseignants font usage des modules, 3 écoles (10%) utilisent 1 module, 4 écoles (13,3%) en utilisent 2, 5 écoles (16,7%) en utilisent 3, et 2 écoles (6,7%) se servent des 4 modules.

Tableau 3.13: Nombre de modules à la vie active utilisés

Région	Site de l'Ecole	Nombre de Modules Utilisés à l'Ecole
Louga	Pete Ouarack	2
	Bellakho	2
	Kanene Ndiob	0
	Gassane	1
	Kadji Madia	0
	Artillerie	0
Diourbel	Sambe	0
	Nderep	4
	Ndondol	0
	Gouye Gui	2
	Gawane	1
	Sessene	0
Fatick	Mbellacadio	4
	Sagne	3
	Koular Soce	0
	Nema Nding	3
	Darou Gueye	0
	Ndiagne Kahone	0
Dakar	Pikine 23 A	0
	Pikine 23 B	0
	Pikine 20 A	3
	Pikine 20 B	0
	Pikine 7 A	1
	Pikine 7 B	2
	Colobane Lansar A	0
	Colobane Lansar B	0
	Malika Recepteur	0
	Khar Yalla	0
	Mamadou Mady Ndiaye	3
Grand Medine	3	
TOTAL	30 Écoles Primaires	De 0 à 4 modules utilisés Moyenne : 1,7 par école

Qu'est-ce-que cet indicateur cherche à mesurer? Nous pouvons supposer qu'une fois élaborés, ces modules sont utilisés dans toutes les classes de CM1-2 des 30 écoles EDDI. Ce qui n'est évidemment pas le cas.

Si l'indicateur cherche à compter le nombre total de modules élaborés par TOSTAN et utilisés quelque part dans les écoles EDDI, le nombre est de 4. Ceci paraît être l'intention du PMP. Si, par contre, l'indicateur vise l'usage d'au moins un des ces modules dans les écoles, le nombre d'écoles qui participent est de 14, ou 46,7%. Si l'objectif est de constater combien d'écoles utilisent combien de modules, la moyenne pour toutes les écoles se situe actuellement à 1,7 modules par école. Le fait que bon nombre des enseignants n'utilise pas ces modules reste à éclaircir.

B.- Résultats et indicateurs visant les CRETEF/CETEF

Résultat intermédiaire-clé # 3: Environnement de la formation amélioré dans les centres techniques ciblés

Indicateur 11 : Montant des revenus générés à l'intérieur du centre technique (F CFA)

Les montants des revenus générés par diverses activités au sein des centres techniques, y compris les prestations de services, ont pu être établis dans tous les cas sauf au CETEF de Pikine, où la directrice, nouvelle en 2001-2002, n'a trouvé aucune trace d'un tel fonds à son arrivée. Ces totaux représentent les sommes générées au cours de l'année 2000-2001.

Comme il est indiqué au tableau 3.14 ci-dessous, les 4 centres EDDI ont généré un total de 761 600 F CFA en 2000-2001, c'est à dire une moyenne de 190 400 F par centre.

Tableau 3.14 : Montant des revenus générés au centre technique (F CFA)

Centre Technique	Montant Généré en 2000-01 (F CFA)	Montant Réinvesti (F CFA)
CRETEF de Louga	340 000	340 000
CRETEF de Fatick	131 000	72 825
CETEF de Bambey	290 600	220 100
CETEF de Pikine	0 *	0 *
Total des Centres	761 600	632 925
Moyenne des Centres	190 400	158 231

* La nouvelle directrice en 2001-02 croit que le montant était nul.

Indicateur 12: Nombre de centres satisfaisant les standards de qualité minima

Le PMP indique que l'indice des standards de qualité minima dans les activités de formation des centres techniques devrait inclure la proportion des filles suivant en dernière année des stages, le nombre de modules de formation à la vie active utilisés, et le nombre d'enseignants formés en techniques novatrices. Néanmoins, le PMP ne donne pas d'indication sur les niveaux à atteindre pour

chaque indicateur ni sur le moyen de les combiner pour établir une échelle de qualité ou, tout au moins, une combinaison laissant supposer un niveau de qualité satisfaisant la santé dans l'ensemble.

Comme dans le cas des écoles primaires EDDI (tableau 3.7), il est proposé qu'un centre technique réunisse 3 critères de qualité pour être considéré comme satisfaisant les standards minima. Cependant, la réponse n'est plus un cas de présence ou d'absence (oui ou non) d'une variable, mais dépendrait d'une définition plus raffinée des valeurs désirées pour ces indicateurs. Cette définition n'a pas encore été arrêtée par le Programme EDDI, sauf dans le cas des modules où le chiffre doit être 4.

Pour le moment, puisqu'aucun centre n'a pu certifier le nombre de filles ayant participé à un stage en dernière année (en 2000-2001), il est évident qu'aucun centre ne peut se considérer comme ayant satisfait les standards minima de qualité.

Tableau 3.15: Nombre de centres satisfaisant les standards de qualité minima

Centre Technique	Proportion des Filles en 3ème Année avec Stages (2000 -2001)	Nombre de Modules à la Vie Active Enseignés	Nombre d'Enseignants Formés en Techniques Innovatrices	Satisfaction des Standards de Qualité Minima
CRETEF de Louga	0% *	4	9 sur 16 (56%)	Non
CRETEF de Fatick	0 %	3	6 sur 8 (75%)	Non
CETEF de Bambey	0 %	1	4 sur 7 (57%)	Non
CETEF de Pikine	0 %	1	7 sur 11 (64%)	Non
Moyenne par Centre	0%	2,3	26 sur 42 (62%)	0 sur 4

* La directrice dit ne pas souvenir du nombre

Résultat Intermédiaire # 3.1: Infrastructure améliorée dans les centres techniques ciblés

Indicateur 13 : Nombre de centres techniques avec des services sanitaires fonctionnels.

Comme dans l'évaluation des standards minima de qualité indiqués au tableaux 3.7 et 3.11, en ce qui concerne les services sanitaires des centres techniques EDDI, la réponse est indiquée par un «oui» ou un «non». Pour être considéré comme ayant des services sanitaires adéquats un centre doit posséder des toilettes fonctionnelles et l'eau courante. Il n'est pas tenu compte du nombre de toilettes fonctionnelles ni du nombre de robinets.

Comme l'indique le tableau 3.16, les 4 centres techniques possèdent des sanitaires fonctionnels et l'eau courante. A l'avenir cet indicateur devrait prendre en compte le nombre d'élèves par toilette fonctionnelle, ainsi que le nombre d'élèves par robinet d'eau courante. Pour que ce soit significatif, des critères de disponibilité par étudiante doivent être développés aussi par le Programme EDDI. A l'heure actuelle, ce n'est pas encore le cas.

Table 3.16 : Nombre de centres techniques avec des services sanitaires fonctionnels

Centre Technique	Sanitaires Fonctionnels	Eau Courante	Services Sanitaires Adéquats
CRETEF de Louga	Oui	Oui	Oui
CRETEF de Fatick	Oui	Oui	Oui
CETEF de Bambey	Oui	Oui	Oui
CETEF de Pikine	Oui	Oui	Oui

Résultat Intermédiaire # 3.2: Équipement accru dans les centres ciblés

Indicateur 14 : *Ratio des machines à coudre fonctionnelles au nombre d'élèves en dernière année de la section de couture*

Le PMP propose cet indicateur comme représentatif de l'ensemble de l'équipement et des outils nécessaires pour assurer à chaque centre technique un complément d'équipement satisfaisant pour ses élèves. La deuxième fonction de cet indicateur est de suivre le degré de disponibilité et de fonctionnement de ces mêmes machines dans l'avenir.

Le Projet JOG a livré 5 machines à coudre électriques aux centres en 2001.

Le PMP n'indique pas quel serait le ratio élèves/machine optimal ou minimal. En l'occurrence, comme indiqué au tableau 3.17, le ratio varie de 0 à Bambey (pas d'élèves en couture en dernière année, mais présence des 5 machines) à 4 à Louga, en passant par 3 et 3,3 pour Pikine et Fatick, respectivement. Ces ratios paraissent satisfaisants, mais il est probable que cet indicateur baissera à l'avenir, par obsolescence des machines ou accroissement du nombre d'élèves voulant profiter de la présence de cet équipement.

Comme dans le cas des fournitures scolaires (Indicateur 9 et tableau 3.12), un indicateur qui mesure une situation déjà satisfaite (livraison de fournitures scolaires ou de machines à coudre) ne peut que baisser avant de remonter à l'avenir. La valeur de cet indicateur connaîtrait donc un mouvement cyclique et non pas linéaire.

Table 3.17: Ratio des machines à coudre fonctionnelles au nombre d'élèves en dernière année de la section de couture

Centre Technique	Machines à Coudre Fonctionnelles*	Elèves de Dernière Année en Couture	Nombre d'Elèves par Machine à Coudre
CRETEF/Louga	2	8	4
CRETEF /Fatick	3	10	3.3
CETEF/Bambey	5	0	0
CETEF/Pikine	4	12	3
Total	14	30	2.1

* Se réfère au nombre de machines à coudre électriques.

Résultat Intermédiaire # 3.3: Introduction ou amélioration de modules complémentaires à la vie active aux centres techniques ciblés

Indicateur 15: Nombre de modules à la vie active enseignés dans les centres techniques ciblés

Les modules à la vie active de TOSTAN sont destinés aussi aux centres techniques. Comme dans les classes de CM 1 et CM 2, le même nombre de modules n'est pas utilisé dans chaque centre (tableau 3.13).

Le nombre de modules enseignés est présenté au tableau 3.18 ci-dessous. L'enquête n'a pas cherché à tirer au clair les raisons de ces différences, se limitant à vérifier l'utilisation des modules.

Tableau 3.18: Nombre de modules à la vie active enseignés dans les centres techniques

Centre Technique	Nombre de Modules à la Vie Active Enseignés
CRETEF/Louga	4
CRETEF/Fatick	3
CETEF/Bambey	1
CETEF/Pikine	1
Modules utilisés	De 1 à 4
Moyenne de modules utilisés	2,3

Résultat Intermédiaire # 3.4 : Collaboration améliorée entre le secteur privé et les centres techniques ciblés**Indicateur 16: Nombre de stages reçus par les étudiantes**

Selon les résultats de l'enquête auprès des directrices des centres techniques présentés au tableau 3.19 ci-dessous, les étudiantes dans la plupart des centres n'ont pas eu accès à des stages en 2000-2001. Dans un cas (Louga), la directrice ne se souvient pas du nombre, mais se souvient qu'il y a eu de courts stages de 15 heures. Reste à voir si ces dernières activités peuvent être qualifiées de stage dans de futures campagnes de recueil de données.

Cet indicateur du PMP devrait s'accompagner d'une définition des types de stage entrant en compte. Il serait peut-être plus utile de comparer le nombre de stages par type au nombre d'étudiantes qui s'y intéressent pendant chaque année d'études.

Tableau 3.19: Nombre de stages reçus par les étudiantes

Centre Technique	Nombre de Stages Reçus
CRETEF/Louga	0 *
CRETEF/Fatick	0
CETEF/Bambey	0
CETEF/Pikine	13
Total	13
Moyenne par Centre	3,3

* La directrice n'a pas pu se souvenir s'il y avait de stage effectué

Résultat Intermédiaire # 3.5: Capacité améliorée de l'équipe pédagogique

Indicateur 17 : Nombre d'enseignants formés dans les nouvelles technologies ciblées

Comme il est indiqué dans le tableau 3.20 ci-dessous, le nombre total d'enseignants formés aux nouvelles techniques de conditionnement ou de conservation alimentaires a atteint le chiffre de 26. Tous les centres ont participé à cette formation, menée à bien par ADEF/Afrique dans le cadre du Projet JOG.

Tableau 3.20 : Nombre d'enseignants formés dans les nouvelles technologies

Centre Technique	Nombre d'Enseignants Formés dans les Nouvelles Technologies
CRETEF/Louga	9
CRETEF/Fatick	6
CETEF/Bambey	4
CETEF/Pikine	7
TOTAL	26 (62%)

Récapitulatif des Indicateurs

Le Tableau 3.21 ci-dessous résume les valeurs des 17 indicateurs du PMP du Programme EDDI.

Tableau 3.21 : Récapitulation des indicateurs d'EDDI

Objectif Spécial et Résultat Intermédiaires	Indicateur	Valeur de l'Indicateur en mars 2002	Observations
Objectif Spécial (OSp)	1. TBA pour les Filles	25,6 %	Environ 15 % de sous-estimation (très variable).
	2. Filles de 15 ans avec une Formation	38,6 %	
Résultat Intermédiaire Clé # 1	3. Nombre d'Actions Entreprises par Entités Locales (CGE et APE)	1100	Double comptage probable dans la majorité des cas. Serait mieux d'utiliser les activités des CGE = 624.
Résultat Intermédiaire # 1.1	4. Pourcentage des Parents Favorables à l'Education des Filles	13,2 %	
Résultat Intermédiaire Clé # 2	5. Nombre d'Ecoles Satisfaisant les Standards Minima de Qualité	18 (60%)	Toilettes, eau courante, clôture, et fournitures scolaires.
	6. Nombre d'Enseignants Utilisant une Approche Genre	119 (51,3 %)	D'après le nombre d'enseignants utilisant grille d'observation ou tenant des réunions locales
		-- ou -- 121 (50,8 %)	

Résultat Intermédiaire # 2.1	7. Nombre d'Enseignants Formés en Genre	261 (95, 6%)	Avec quelques directeurs d'école.
Résultat Intermédiaire # 2.2	8. Nombre d'Écoles avec Services Sanitaires Fonctionnels	19 (63, 3)	Toilettes et eau courante.
Résultat Intermédiaire # 2.3	9. Pourcentage des Elèves avec Fournitures de Base	97%	Indicateur très approximatif base sur les enseignants
Résultat Intermédiaire # 2.4	10. Nombre de Modules à la Vie Active Utilisés	De 0 à 4 selon l'école Moyenne de 1, 7 par école	
(CRETEF/CETEF) Résultat Intermédiaire-Clé # 3	11. Montant des Recettes Générées par les Activités des Elèves	Total : 632.925 F CFA Moyenne de 190.400 F CFA	
	12. Nombre de Centres Satisfaisant Standards de Formation Minima	0 sur 4	
Résultat Intermédiaire # 3.1	13. Nombre de Centres avec Sanitaires Fonctionnels	4 sur 4	
Résultat Intermédiaire # 3.2	14. Ratio Machines à Coudre Fonctionnelles aux Elèves de Couture Dernière Année	Moyenne de 2, 1 élèves par machine (4 Centres)	
Résultat Intermédiaire # 3.3	15. Nombre de Modules à la Vie Active Utilisés	De 1 à 4 (selon le centre) Moyenne = 2, 3 per Centre	
Résultat Intermédiaire # 3.4	16. Nombre de Stages Reçus par Elèves	13	Souvenirs vagues. Problèmes de définition. Seul un Centre rapporte une activité.
Résultat Intermédiaire # 3.5	17. Nombre d'Enseignants Formés dans les Nouvelles Technologies	26 of 42 (62%)	

IV. PARTICIPATION ET SATISFACTION DES GROUPES-CIBLES

L'objectif poursuivi à travers ce chapitre est d'étudier en profondeur le degré de participation et de satisfaction des différents groupes partenaires de l'Initiative EDDI.

Il s'agit précisément des enseignants regroupés en équipes pédagogiques, des élèves, des différents Comités de gestion d'école (CGE), des Associations des Parents d'élèves (APE), et des parents au sein des familles.

Pour chaque groupe cible, il a fallu, naturellement, définir une stratégie d'approche appropriée permettant de mesurer efficacement leur participation et leur satisfaction par rapport au projet.

A l'exception des familles dont l'attitude (favorable ou défavorable) par rapport à l'éducation et à la scolarisation des filles a exigé de notre part la couverture de 2053 concessions, et les enseignants, qui ont reçu un questionnaire à leur intention, la participation et la satisfaction du reste des groupes cibles ont été déterminées à partir des entretiens en groupes (*focus groups*) composés d'au moins 6 personnes (généralement avec parité entre sexes), et parfois de taille relativement grande selon la situation.

A.- Participation et satisfaction des Comités de gestion d'école (CGE)

Les Comités de gestion d'école (CGE) jouent un rôle de tout premier plan. L'idée consiste à inviter les communautés de base à s'impliquer davantage dans la gestion de l'école.

Rôle, Attributions et composition des CGE

Dans la stratégie éducative de EDDI /JOG, les Comités de Gestion ont pour rôle principal de :

- mobiliser les acteurs et partenaires autour des objectifs du projet de développement de l'école,
- mobiliser et gérer les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs du projet,
- appuyer la mise en œuvre des innovations pédagogiques et structurelles, notamment l'articulation entre le secteur formel et le secteur non formel,
- promouvoir des actions de formation en faveur des membres du CGE d'une part et des enseignants d'autre part.

Dans sa composition, en théorie tout au moins, le CGE est composé des autorités locales, du personnel de service, du corps enseignant, des APE, des ASC, des Groupements de Promotion Féminins (GPF). En un mot, le CGE comprend en son sein toutes les couches sociales locales.

Après leur mise sur pied, le Projet JOG a assuré la formation des CGE en «leadership» et en gestion, ce qui leur permet en principe d'être en mesure de coordonner tout le processus de sélection des entrepreneurs chargés de construire et réhabiliter les infrastructures existantes, de gérer les banques de fournitures scolaires, et de suivre les travaux de construction et de réhabilitation qui ont lieu dans leur école respective.

Afin de déterminer la participation des CGE dans la vie de l'école, nous avons sélectionné un certain nombre d'activités à partir desquelles nous avons pu mesurer le degré de participation desdits comités. Nous avons choisi les activités suivantes :

- construction/réhabilitation,
- sensibilisation,
- cotisations,
- confection d'équipements,
- assainissement,
- réunions du Comité,
- montants en caisse,
- nombre de facilitateurs JOG hébergés.

Nous avons procédé de la même manière pour mesurer leur niveau de satisfaction par rapport au projet.

Cela s'est déroulé sous forme d'entretiens en groupes (*focus group*) dont le nombre reste variable d'une école à l'autre, et d'un comité à l'autre. Le plus petit groupe que nous avons rencontré est composé de 3 membres, notamment à Artillerie, Kanem Diob et Khar Yalla, alors que le plus grand groupe est composé de 25 membres (dont la majorité sont des femmes) se trouvant à Sessene dans la commune de Diourbel.

Participation à la vie de l'école

Le tableau 4.1 ci-dessous montre le nombre d'actions entreprises par type et par école par les CGE durant l'année scolaire 2001-2002 (jusqu'à mi-mars). Les résultats obtenus ici sont utilisés pour suivre le progrès de l'indicateur 3 du tableau 3.5.

Tableau 4.1: Participation des CGE à la vie de l'école

IDEN	Ecole	Construction and Réhabilitation	Sensibilisation et Information	Cotisations	Confectio d'Équipements	Actions d'Assainissement	Réunions Tenues	Argent en Caisse (F CFA)	Nombre de Facilitateu s JOG Hébergés
Diourbel	Sambe	1	1	1	1	1	4	85 000	2
	Sessene	1	1	1	1	3	1	65 000	0
Bambey	Ndondol	0	2	1	1	1	2	100 000	2
	Nderep	3	4	0	4	6	4	68 000	2
Mbacké	Gouye- Gui	1	30	6	4	2	2	100 000	2
	Gawane	6	2	4	0	4	1	86 500	2
Total Diourbel		12	40	13	11	17	14	504 500 Av.= 84 083	10
Fatick	Sagne	0	3	1	0	9	10	77 000	0
	Mbellaka dio	1	2	0	2	3	10	122 800	0
Foundiougne	Koular Soce	0	1	1	0	6	10	60 000	2
	Nema Nding	0	3	16	1	10	5	32 000	0
Gossas	Darou Gueye	2	3	6	0	6	11	35 000	2
	Ndiagne Kahone	2	2	3	3	6	5	20 000	2
Total Fatick		5	14	27	6	40	51	346 800 Av. = 57 800	6

Louga	Artillerie	8	10	5	1	20	7	15 000	2
Kébémér	Pete Ouarack	3	3	5	0	10	5	8 950	0
	Bellakho	10	6	5	0	18	20	8,000	0
	Kanene Ndiob	1	5	11	0	4	10	50,000	0
Linguère	Gassane	0	2	1	0	1	2	51 200	1
	Kadji Madia	3	4	24	1	14	30	20 000	2
Total Louga		25	30	51	2	67	74	153 150 Av. = 25 525	5
Dakar Banlieue	Khar Yalla	2	15	12	0	2	10	675 000	0
Pikine	Grand Medine	5	6	5	5	3	20	170 000	0
	Colobane Lansar A	0	7	2	0	5	20	410 000	0
	Colobane Lansar B	5	6	1	0	5	10	175 000	2
Guédiawaye	Pikine 7 A	1	3	1	0	2	5	60 000	1
	Pikine 7 B	5	0	1	0	2	25	100,000	0
	Pikine 20 A	0	5	6	0	3	4	20 000	2
	Pikine 20 B	16	10	10	0	10	10	103 000	2
	Pikine 23 A	0	10	6	0	12	12	175 000	2
Thiaroye	Pikine 23 B	0	0	0	0	1	10	141 800	2
	Malika Recepteur	4	5	7	6	6	2	70 000	2
	Mamadou Mady Ndiaye	1	4	2	2	2	8	196 650	1
Total Dakar		39	71	53	13	53	136	2 296 450 Av.= 191 371	14
Total 27 Ecoles		81	155	144	32	177	275	3 300 900 Av. = 110 030	35

Neuf sur trente (30%) des CGE affirment n'avoir pas participé à la construction/réhabilitation de leur école. Ce sont les comités des écoles de Ndongol, Gawane, Nema Nding, Koular Soce, Sagne, Colobane Lansar A, et Pikine 20A, 23A, et 23B.

Au niveau de Ndongol et du groupe scolaire Colobane Lansar la réponse négative du CGE par rapport à l'activité de construction/réhabilitation résulte du fait que les salles de classes existaient déjà avant l'intervention du Projet JOG. Pour les autres écoles de Dakar, la réponse s'explique par le fait que l'activité construction/réhabilitation y est assurée par un autre partenaire, l'Agence de développement municipal (A.D.M.)

Pour les écoles de Fatick et de Gassane, JOG n'a pas encore entamé cette activité ou bien celle-ci est en cours, donc inachevée, comme c'est le cas de Gassane.

Il est à noter qu'en ce qui concerne cette question, les Comités ont parfois confondu une action avec les délais d'achèvement. Ce malentendu demandait des précisions. Par exemple, la participation du CGE de Sambé à l'activité de construction/réhabilitation de son école semblait très élevée par rapport à la norme (45 fois). Mais après plusieurs visites au village pour éclaircir la question, certains membres du CGE nous ont finalement précisé que ce chiffre se référait plutôt au nombre de jours (durée de l'activité), et non pas aux activités de construction/réhabilitation.

Par ailleurs, 28 des 30 CGE (93%) ont mené des activités de sensibilisation et d'information auprès de leurs communautés. Les CGE qui n'ont pas réalisé cette activité se trouvent dans la zone péri-urbaine de Dakar.

A première vue on peut être tenté d'attribuer cette absence d'activités dans la zone péri-urbaine de Dakar à l'environnement social de ces écoles: quartiers difficiles, pauvreté, etc.. Mais si l'on tient compte du fait que ces écoles (7B et 23B) font partie des groupes scolaires et que les CGE des autres écoles appartenant aux mêmes groupes scolaires ont pu réaliser ces activités auprès de leur communauté, l'on peut expliquer ce manque par l'une des deux raisons suivantes:

- les deux groupes scolaires ont chacun un seul et même comité de gestion ; ce qui est inexact.
- dans le projet JOG, les CGE marchent à deux vitesses, certains sont plus dynamiques que d'autres ; ce qui est plus plausible.

Par rapport aux cotisations, 30% des CGE (9 sur 30) déclarent n'avoir cotisé qu'une seule fois, alors que 3 (10%) maintiennent ne pas avoir cotisé du tout cette année. C'est le cas de Nderrep, Pikine 23B, et Mbellacadio. Pourtant ces mêmes comités ont parfois d'importants montants encaissés.

On est alors en droit de se poser la question de savoir s'il y a un lien logique, dialectique entre le nombre de cotisations et le montant en caisse.

La dernière observation sur ce point est relative à la grande propension des CGE à faire des dépenses de prestige qui grèvent dangereusement leur budget, notamment: préparation de repas pour des délégations étrangères, les festivités, et toutes sortes d'activités qui les détournent quelque peu des préoccupations immédiates de l'école.

Par rapport au nombre de réunions tenues par les CGE, il faut dire qu'en réalité ce nombre varie beaucoup, entre une réunion (c'est notamment le cas de Sessene, Gawane) à 30 réunions (pour le Comité de Kadji Madia). Selon les informations recueillies ponctuellement, la régularité des réunions n'est pas respectée, et le quorum est rarement atteint.

Dans beaucoup d'endroits, l'absentéisme de certains membres du CGE est patent en durée ou en fréquence, surtout dans les régions de Diourbel et Louga où les flux migratoires sont fréquents et considérables.

Niveau de satisfaction des comités de gestion

En réponse à la question sur la satisfaction des Comités de gestion à l'égard des services du Projet JOG, 63% des CGE ont déclaré être satisfaits alors que 37% estiment être assez satisfaits des services rendus par le projet. Le tableau 4.2 ci-dessous présente les niveaux de satisfaction par activité principale.

Tableau 4.2: Niveau de satisfaction des comités de gestion

Aspects Appréciés	Nombre de Groupes Répondants	Échelle de Satisfaction					
		Très Satisfait	Satisfait	Peu Satisfait	Pas Satisfait	Pas du Tout Satisfait	Sans Opinion
Construction/ Réhabilitation	30	27%	37%	0	7 %	0%	30%
Fournitures	30	30 %	47 %	23 %	0	0	0
Formation des Comités de Gestion	30	40 %	47 %	13 %	0	0	0
Formation à la Vie Active	30	33 %	53 %	13 %	0	0	0

Par rapport aux constructions/réhabilitations, les Comités de 27% des écoles sont très satisfaits des réalisations du projet dans ce domaine, 37% sont satisfaits, 7% ne sont pas satisfaits, alors que 30% ne se sentent pas concernés.

Parmi les Comités qui ne se sentent pas concernés par rapport à cette activité, on retrouve ceux de Fatick qui ne connaissent pas encore les avantages infrastructurels du projet, contrairement aux écoles de la région de Diourbel qui ont toutes un mur d'enceinte, l'eau courante, des sanitaires, des toilettes séparées entre garçons et filles et aussi entre enseignants et élèves.

Par rapport aux fournitures scolaires, 30% des Comités de gestion en sont très satisfaits, 47% en sont satisfaits, alors que 23% en sont peu satisfaits.

En réalité, s'il y a une constante dans le projet c'est bien les banques de fournitures que l'on retrouve dans toutes les écoles. Cependant, certains Comités se plaignent de leur insuffisance, tant

ils ne couvrent pas parfaitement les besoins, surtout au niveau des effectifs importants des écoles urbaines, notamment à Dakar.

Du point de vue qualité des services, beaucoup de Comités de gestion ont exprimé l'idée d'associer les enseignants dans l'expression des besoins en fourniture. Ils font aussi remarquer que les maîtres ont besoin du petit matériel scientifique, tel que boussole, thermomètre, globe terrestre etc., et que les élèves de CM ont aussi besoin de cahiers de 100 pages en plus de ceux de 48 pages octroyés par le projet. Certains CGE ont déploré la mauvaise qualité des bics offerts cette année.

Toutefois, ce qui est à craindre ce sont des ruptures de stock dans certaines banques de fournitures ; ceci en dépit des contributions financières des élèves, qui devraient normalement servir à renouveler les stocks.

C'est dire que par endroit, le suivi régulier de l'état des banques de fourniture n'est pas des meilleurs. Dans l'ensemble, le projet devrait renforcer les capacités des CGE en techniques de gestion et renouvellement de stocks.

Par rapport à l'appréciation sur la formation du CGE: 40% des comités sont très satisfaits de la formation reçue, 47% sont satisfaits et 13% peu satisfaits.

Par rapport à l'appréciation sur les formations à la vie active, 33% des Comités sont très satisfaits des formations reçues, 53% sont satisfaits, et 13% peu satisfaits.

Mais à côté des modules à la vie active, 27% des Comités ont émis le vœu d'être formé en alphabétisation dans les langues nationales. C'est le cas notamment des Comités de Kadji Madia, Nema Nding, Gassane, Nderrep, Ndongol, Sessène, Pikine 7B, et Colobane Lansar B.

D'autres suggestions et recommandations exprimées par les CGE dans leurs réponses aux questionnaires dénotent une grande variété de besoins en formation allant de l'alphabétisation à l'élaboration et la gestion de petits projets.

Dans beaucoup d'endroits également, on nous a signalé la caducité de certaines fonctions au sein des CGE: que devient par exemple un secrétaire chargé du suivi/contrôle des constructions et réhabilitations une fois que l'entrepreneur a fini son travail? Faut-il le reconverter et lui donner une autre fonction au sein du CGE ? Ou faut-il le laisser migrer, comme le font beaucoup d'autres, une fois sa mission achevée ? Ce sont là autant de questions non encore résolues à l'intérieur des Comités de gestion.

Par ailleurs, beaucoup de Comités nous ont exprimé leur satisfaction par rapport à la procédure de pré-sélection des entrepreneurs chargés de l'exécution des travaux. Ils estiment que dans cette phase, ils ont été pleinement associés et responsabilisés.

Par contre, une fois les dossiers de pré-sélection transmis à la direction du projet à Dakar, les délibérations et signatures de contrats avec les entrepreneurs ont été faites sans eux. C'est ainsi qu'ils ne connaissent pas les contenus des contrats signés entre JOG et les entrepreneurs. Ce fait, selon eux, les met dans une situation de faiblesse vis-à-vis des entrepreneurs qui débarquent dans leurs villages avec matériel et bagages, sans qu'ils en soient informés au préalable. Certains entrepreneurs sont mêmes venus au village avec leur propre main d'œuvre.

Le tableau 4.3 ci-dessous convertit l'appréciation des CGE en une valeur exacte pour chaque école. La moyenne de ces appréciations par type d'activité est dégagée pour chaque région et pour l'ensemble des écoles. De cette manière, ces appréciations pourraient servir d'indicateurs des niveaux de satisfaction pour l'avenir.

Tableau 4.3 : Niveau de satisfaction des CGE par école

Région	Site de l'École	Construction et/ou Réhabilitation	Fournitures Scolaires	Formation des CGE	Formation à la Vie Active
Louga	Pete Ouarack	3	3	2	2
	Bellakho	NC	1	3	3
	Kanene Ndiob	2	2	2	2
	Gassane	2	2	2	1
	Kadji Madia	2	2	2	2
	Artillerie	0	1	3	2
	Moyenne	1,8	1,8	2,3	2,0
Diourbel	Sambe	3	3	3	3
	Nderep	2	2	2	3
	Ndondol	2	2	3	3
	Gouye Gui	0	2	2	2
	Gawane	2	2	3	3
	Sessene	3	3	3	3
	Moyenne	2,0	2,3	2,7	2,8
Fatick	Mbellacadio	NC	1	2	3
	Sagne	NC	3	2	2
	Koular Soce	NC	1	3	2
	Nema Nding	NC	2	2	2
	Darou Gueye	NC	1	1	2
	Ndiagne Kahone	NC	2	2	2
	Moyenne	NC	1,7	2,0	2,2
Dakar	Pikine 23 A	3	3	2	2
	Pikine 23 B	3	3	3	2
	Pikine 20 A	3	3	2	1
	Pikine 20 B	3	3	3	3
	Pikine 7 A	3	3	2	2
	Pikine 7 B	2	2	1	1
	Colobane Lansar A	NC	1	3	3
	Colobane Lansar B	NC	1	2	2
	Malika Recepteur	2	2	3	3
	Khar Yalla	2	2	1	2
	Mamadou Mady Ndiaye	2	2	3	1
	Grand Medine	2	2	1	2
	Moyenne	2,1	2,3	2,2	2,0
Moyenne	30 Ecoles Primaires	2,2	2,1	2,3	2,2

3 = Très Satisfait 2 = Satisfait 1 = Un Peu Satisfait 0 = Pas Satisfait - 1 = Pas du Tout Satisfait (mecontent) NC = Non Concerné

Les niveaux de satisfaction des CGE ci-dessus sont très variables, allant de 0 (pas satisfait) à 3 (très satisfait) selon les endroits. Aucun CGE ne se dit mécontent (-1) d'un service du projet.

Globalement, le score moyen pour toutes les écoles dans toutes les régions et pour toutes les activités appréciées est de 2,2 (un peu plus que satisfait). Evidemment, ceci n'indique pas un niveau très élevé de satisfaction, qui serait un score autour de 3. Il y a lieu d'intervenir pour améliorer la valeur des ces indicateurs dans l'avenir.

Dans le cas des régions, la moyenne des scores la plus basse (1,7) se trouve à Fatick en ce qui concerne les fournitures scolaires, et la moyenne la plus élevée (2,8) à Diourbel concernant la formation à la vie active. Cependant, toutes écoles confondues, il y a peu de différence dans les moyennes par activité appréciée, celles-ci se trouvant toutes un peu au-dessus du niveau de la satisfaction (de 2,0 à 2,3).

B.- Participation et satisfaction des associations de parents d'élèves (APE)

Nous n'avons pu rencontrer que 27 Associations des Parents d'Elèves (APE) sur un total supposé de 30. La raison est simple: certaines écoles n'ont pas d'APE. C'est le cas par exemple de Pikine 23A et 23 B, alors qu'à 20B le Comité de gestion et l'APE se confondent.

Cette confusion des deux structures fait que très souvent, leurs réponses aux questionnaires sont identiques. Par rapport enfin au nombre de membres participant aux entretiens en groupes (*focus group*), les caractéristiques s'avèrent être les mêmes que celles des CGE.

Participation des APE à la vie de l'école

Le tableau 4.4 ci-dessous, montre le nombre d'actions entreprises par type et par école par les Associations des Parents d'Elèves durant l'année scolaire 2001-2002 (jusqu'à mi-mars). Les résultats obtenus ici sont utilisés pour suivre le progrès de l'indicateur 3 du tableau 3.5.

Tableau 4.4: Participation des APE à la vie de l'école

IDEN	Ecole	Construction and Réhabilitation	Sensibilisation et Information	Cotisations	Confection d'Équipements	Actions d'Assainissement	Réunions Tenues	Argent en Caissé (F CFA)	Nombre de Facilitateurs JOG Logés
Diourbel	Sambe	1	1	1	1	1	4	140 000	2
	Sessene	1	1	1	1	3	17	45 000	2
Bambey	Ndondol	1	5	1	1	4	2	37 700	2
	Nderep	1	7	5	1	6	5	115 000	2
Mbacké	Gouye-Gui	1	30	6	4	2	2	35 000	2
	Gawane	6	2	4	0	4	1	181 600	2
Total Diourbel		11	46	18	8	20	31	554 300 Av. 92 383	12

Fatick	Sagne	1	1	1	0	0	10	225 000	0
	Mbellakadio	2	2	1	1	2	4	44 000	0
Foundiougne	Koular Soce	0	0	0	0	6	10	0	0
	Nema Nding	1	3	0	0	10	6	50 000	0
Gossas	Darou Gueye	2	3	6	1	10	3	18 000	2
	Ndiagne Kahone	2	2	1	2	3	2	45 000	2
Total Fatick		8	11	9	4	31	35	382 000 Av. = 63 667	4
Louga	Artillerie	0	2	1	3	40	1	93 000	1
	Pete Ourack	2	5	2	2	5	2	15 000	2
Kébémér	Bellakho	3	4	1	1	3	6	74 000	1
	Kanene Ndiob	3	3	5	0	4	3	12 500	0
Linguère	Gassane	2	3	0	2	2	3	0	2
	Kadji Madia	3	6	24	5	8	6	20 000	2
Total Louga		13	23	33	13	62	21	214 500 Av. = 35 750	8
Dakar Banlieue	Khar Yalla	3	2	1	0	10	16	100 000	0
	Grand Médine	3	20	1	4	3	0	0	0
Pikine	Colobane Lansar A	2	2	1	5	5	5	50 000	0
	Colobane Lansar B	2	2	1	5	5	5	50,000	0
	Pikine 7 A	1	1	1	0	1	5	100 000	1
	Pikine 7 B	2	5	1	10	3	3	42 750	2
Guédiawaye	Pikine 20 A	7	3	1	1	1	2	30 000	2
Thiaroye	Malika Recepteur	5	0	1	0	5	5	0	0
	Mamadou Mady Ndiaye	8	1	6	1	0	10	808 525	0
Total Dakar		33	36	14	26	33	51	1 181 275 Av. = 131 253	5
Total 27 Ecoles		65	116	74	51	146	139	2 332 075 Av.= 86 373	29

Etant donné la confusion entre les APE et les CGE, ou plutôt la cooptation des premiers par les derniers, il n'est pas utile de procéder à une analyse des différentes rubriques ci-dessus, ceci ayant déjà été fait pour les CGE qui sont plus ou moins les mêmes organisations que les APE dans le cadre du Projet EDDI/JOG.

Niveau de satisfaction de l'APE

Les APE semblent relativement satisfaites des services fournis aux écoles par le Projet JOG. Environ 61% des APE affirment être satisfaites des services rendus par le projet, alors que 38% d'entre elles sont partiellement satisfaites. Le tableau 4.5 ci-dessous présente les grandes lignes de leur satisfaction vis à vis des quatre activités principales du projet.

Tableau 4.5: Niveau de satisfaction des APE (N=27)

Aspects Appréciés	Nombre de Groupes	Echelle de Satisfaction					
		Très satisfait	Satisfait	Peu Satisfait	Pas Satisfait	Pas du Tout Satisfait	Sans Opinion
Construction/ Réhabilitation	27	30 %	37 %	7 %	4 %	0 %	22 %
Fournitures Scolaires	27	33 %	41 %	26 %	0 %	0 %	0 %
Formation des APE (CGE)	27	37 %	44 %	19 %	0 %	0 %	0 %
Formation à la Vie Active	27	30 %	48 %	19 %	0 %	0 %	0 %

Par rapport aux constructions/réhabilitations, 30% des APE sont très satisfaites et 37% satisfaites des réalisations du projet, alors que 7% ne sont que partiellement satisfaites et 4% ne sont pas satisfaites. Un bon pourcentage des APE (22%) n'a pas pu s'exprimer, en partie parce que la région de Fatick n'avait pas encore eu l'expérience avec cette activité au moment de l'enquête.

A propos des fournitures scolaires, 33% des APE sont très satisfaites et 41% satisfaites, alors que 26% d'entre elles en sont peu satisfaites. Il est important de noter que les faibles taux de satisfaction ont été surtout relevés auprès des APE de Fatick et de Dakar.

En ce qui concerne leur formation (dans le cadre de la formation aux CGE), 37% des APE déclarent être très satisfaites et 44% satisfaites, alors que 19% ne sont que partiellement satisfaites.

Enfin, par rapport aux formations à la vie active, 30% des APE sont très satisfaites et 48% satisfaites, alors que 19% déclarent être peu satisfaites et expriment une forte demande pour une initiation en alphabétisation. Il est à noter qu'avant d'élaborer les modules de formation à la vie active dans le cadre du Projet JOG, TOSTAN faisait de l'alphabétisation auprès de bon nombre de ces écoles.

Le tableau 4.6 ci-dessous convertit l'appréciation des APE en une valeur concrète pour chaque école. La moyenne de ces appréciations par type d'activité est dégagée pour chaque région et pour l'ensemble des écoles. De cette manière, ces appréciations pourraient servir d'indicateurs des niveaux de satisfaction pour l'avenir.

Tableau 4.6 : Niveau de satisfaction des APE par école (N=27)

Région	Site de l'École	Construction et/ou Réhabilitation	Fournitures Scolaires	Formation des CGE	Formation à la Vie Active
Louga	Pete Ouarack	3	3	3	3
	Bellakho	3	3	3	3
	Kanene Ndiob	2	2	2	2
	Gassane	3	2	1	2
	Kadji Madia	2	2	2	2
	Artillerie	2	3	2	2
	Moyenne	2,5	2,5	2,2	2,3
Diourbel	Sambe	3	3	3	3
	Nderep	2	1	1	1
	Ndondol	3	3	3	3
	Gouye Gui	2	2	2	2
	Gawane	3	3	3	3
	Sessene	3	3	3	3
	Moyenne	2,7	2,5	2,5	2,5
Fatick	Mbellacadio	NC	1	2	2
	Sagne	NC	2	2	2
	Koular Soce	NC	3	2	2
	Nema Nding	NC	2	2	2
	Darou Gueye	NC	1	2	2
	Ndiagne Kahone	NC	3	3	3
	Moyenne	NC	2,0	2,2	2,2
Dakar	Pikine 23 A	----	----	----	----
	Pikine 23 B	----	----	----	----
	Pikine 20 A	0	2	2	1
	Pikine 20 B	----	----	----	----
	Pikine 7 A	3	2	2	2
	Pikine 7 B	1	1	1	1
	Colobane Lansar A	2	1	3	2
	Colobane Lansar B	2	1	3	2
	Malika Recepteur	2	2	2	3
	Khar Yalla	2	1	1	1
	Mamadou Mady Ndiaye	2	2	3	1
	Grand Medine	1	2	1	NC
	Moyenne	1,7	1,6	2,0	1,6
Moyenne	30 Ecoles Primaires	2,2	2,1	2,2	2,1

3 = Très Satisfait 2 = Satisfait 1 = Un Peu Satisfait 0 = Pas Satisfait - 1 = Pas du Tout Satisfait (mécontent) NC = Non Concerne ---- = Pas d'APE

Les niveaux de satisfaction des APE ci-dessus, tout comme ceux des CGE, sont très variables, allant de 0 (pas satisfaite) à 3 (très satisfaite) selon les endroits. Aucune APE ne se dit mécontente (-1) d'un service du projet. Néanmoins les appréciations dans la région de Dakar se révèlent plus basses que celles des autres régions, car 3 des 4 sont en-dessous du niveau de satisfaction (2,0). Aucune autre région n'a de moyenne par activité appréciée qui tombe en dessous de 2. Par contre, Louga et Diourbel semblent spécialement contentes.

Globalement, le score moyen pour toutes les écoles dans toutes les régions et pour toutes les activités appréciées est de 2,2 (un peu plus que satisfait). Evidemment, ceci n'indique pas un niveau très élevé de satisfaction, qui serait un score approchant un 3. Il y aura lieu d'améliorer la valeur des ces indicateurs à l'avenir.

Sur le plan de régions, la moyenne des scores la plus basse (1,6) se trouve à Dakar en ce qui concerne les fournitures scolaires et la formation à la vie active, et la moyenne la plus élevée (2,7) à Diourbel concernant la construction et réhabilitation. Cependant, toutes écoles confondues, il y a très peu de différence dans les moyennes par activité appréciée, celles-ci se trouvant toutes un peu au-dessus du niveau moyen de satisfaction (de 2,1 à 2,2).

C.- Participation et satisfaction des élèves

Les entretiens en groupes (*focus groups*) ont été réalisés avec des élèves des classes de CM1 – CM2. Ils constituent, de loin, la cible la plus jeune du projet, puisque dans une fourchette entre 11 et 15 ans.

Niveau d'information sur JOG

S'il y a une cible qui connaît bien JOG, ce sont les élèves. Ils constatent *de visu* les transformations rapides qui s'opèrent dans leurs écoles. Ainsi, par exemple, à l'école Mamadou Mady Ndiaye, Artillerie, et Mbellakho, les élèves remarquent les changements importants intervenus en peu de temps dans leur établissement, à savoir des toilettes fonctionnelles et la réhabilitation de classes, alors qu'à Kadji Madia, Pete Ouarack, Gouye Gui, et Sambé, ils parlent de clôtures toutes neuves et de l'eau courante apportée par le projet.

Pratiquement partout dans les écoles, les élèves parlent d'octroi de fournitures scolaires (petit matériel) par le projet. Ces fournitures constituent à leurs yeux des outils indispensables, mais surtout de bon marché puisqu'ils ne contribuent qu'à hauteur de 200 F CFA chacun pour pouvoir en bénéficier.

JOG semble être mieux connu dans certaines régions plutôt que dans d'autres. C'est pratiquement le cas de Diourbel, où l'ensemble des écoles visitées comporte toutes un mur de clôture, construit par le projet.

Dans les écoles de Diourbel, le projet a créé des toilettes fonctionnelles et introduit l'eau courante, donnant ainsi une nouvelle vie à ces établissements dont les élèves se sentent désormais beaucoup plus en sécurité à cause du mur, mais ils se sentent également beaucoup plus actifs avec l'arrivée de l'eau courante qui leur permet de mener des activités extramurales (maraîchage, reboisement).

Par contre, JOG est moins connu dans certaines écoles de Fatick, où parfois il manque le minimum nécessaire: clôtures, point d'eau, toilettes fonctionnelles, notamment dans les écoles de Darou Gueye, Diagne Kahone, et Koular Soce.

Participation au projet JOG

En dehors de quelques activités nées du projet, telles que le reboisement, les jardins scolaires auxquelles ils participent activement, les élèves se considèrent généralement comme des acteurs secondaires bien que certains d'entre eux se reconnaissent comme étant les premiers bénéficiaires du projet. Globalement, ils souhaiteraient jouer un rôle plus actif dans toutes les activités de leur établissement, au niveau du CGE notamment.

D.- Satisfaction des élèves

93% des groupes d'élèves interrogés sont généralement satisfaits du projet alors que 7% affirment le contraire. Le tableau 4.7 ci-dessous indique la satisfaction des élèves à l'égard des principales activités du Projet JOG dans leurs écoles.

Tableau 4.7: Satisfaction des élèves

Aspects Apprécies	Nombre de Groupes	Echelle de Satisfaction					
		Très Satisfait	Satisfait	Peu Satisfait	Pas Satisfait	Pas du Tout Satisfait	Sans Opinion
Construction/ Réhabilitation	30	30 %	23 %	3 %	3 %	7 %	33 %
Clôture	30	33 %	20 %	0 %	3%	7 %	37 %
Fournitures	30	33 %	37 %	20 %	3 %	3 %	3 %
Toilettes	30	33 %	30 %	10 %	0 %	0 %	27 %
Education à la Vie Active	30	30 %	23 %	7 %	0 %	3 %	37 %

En ce qui concerne les constructions, 30% des groupes d'élèves sont très satisfaits et 23% satisfaits, alors que 3% sont peu satisfaits, 3% pas satisfaits, et 7% ne sont pas du tout satisfaits (mécontents). Parmi ces cas d'insatisfaction on retrouve deux écoles urbaines (Khar Yalla et Grand Médine) et une école rurale (Sambé). Le cas de Sambé peut vraiment soulever un point d'interrogation, tellement les constructions y sont bien faites. Mais apparemment le fait que la construction d'une

clôture a causé la perte d'un bon terrain de jeu a posé aux élèves un problème d'ordre psychologique. Le nombre élevé de « non concernés » (33%) est dû en grande partie au manque de constructions dans la région de Fatick.

A propos des clôtures, 33% des groupes d'élèves en sont très satisfaits et 20% satisfaits, alors que 3% ne sont pas satisfaits et 7% pas du tout satisfaits. L'on retrouve dans ce dernier lot, deux écoles de Dakar banlieue: Khar Yalla et Grand Médine. Tout comme dans le cas de la construction/réhabilitation, le nombre d'élèves non concernés (37%) est dû en grande partie au manque de construction dans la région de Fatick.

En ce qui concerne les fournitures scolaires, 33% des groupes d'élèves en sont très satisfaits, 37% satisfaits, 20% peu satisfaits, 3% pas satisfaits, 3% pas du tout satisfaits et enfin 3% non concernés. C'est dans ce contexte que les élèves de Malika et Sambé (soit 6% du total) expriment leur mécontentement par rapport aux fournitures.

En ce qui concerne l'appréciation des élèves relative à l'existence de toilettes fonctionnelles : 33% des groupes interrogés disent qu'ils sont très satisfaits et 30% satisfaits des toilettes fournies par le projet, alors que 10% sont partiellement satisfaits des toilettes. Encore une fois le haut niveau d'abstentions dans les réponses (27%) s'explique en grande partie par les carences de cette activité dans la région de Fatick.

En ce qui concerne leur appréciation des modules à la vie active, 30% des groupes d'élèves se sont déclarés très satisfaits, 23%, satisfait, et 7% peu satisfaits, alors que 3% des groupes (Khar Yalla) se sont déclarés pas du tout satisfait (mécontents) des modules. Plus d'un tiers des groupes d'élèves (37%) ne se sentait pas concerné par cette question de l'enquête, pour des raisons qui ne sont pas claires.

Le tableau 4.8 ci-dessous convertit l'appréciation des groupes d'élèves de CM1- CM 2, en une valeur exacte pour chaque école. La moyenne de ces appréciations par type d'activité est dégagée pour chaque région et pour l'ensemble des écoles. De cette manière, ces appréciations pourraient servir d'indicateurs des niveaux de satisfaction dans l'avenir.

Tableau 4.8 : Niveau de satisfaction des élèves au CM 1 et CM 2 (N=30)

Région	Site de l'Ecole	Constructions	Clôture de l'Ecole	Fournitures Scolaires	Toilettes	Formation à la Vie Active
Louga	Pete Ouarack	3	3	3	3	1
	Bellakho	3	3	3	3	3
	Kanene Ndiob	3	3	2	2	NC
	Gassane	2	2	1	2	NC
	Kadji Madia	3	3	1	2	3
	Artillerie	3	2	1	3	3
	Moyenne		2,8	2,7	1,8	2,5
Diourbel	Sambe	0	2	0	2	NC
	Nderep	2	3	3	1	NC
	Ndondol	1	3	3	3	NC
	Gouye Gui	NC	NC	NC	NC	NC

	Gawane	3	3	3	3	3
	Sessene	3	3	3	3	3
	Moyenne	1,8	2,8	2,4	2,4	3,0
Fatick	Mbellacadio	NC	NC	3	NC	NC
	Sagne	NC	NC	2	NC	2
	Koular Soce	NC	NC	2	NC	3
	Nema Nding	NC	NC	2	NC	3
	Darou Gueye	NC	NC	2	NC	2
	Ndiagne Kahone	NC	NC	2	NC	3
	Moyenne	NC	NC	2,2	NC	2,2
Dakar	Pikine 23 A	NC	NC	3	3	NC
	Pikine 23 B	NC	NC	3	1	NC
	Pikine 20 A	NC	NC	2	3	3
	Pikine 20 B	2	NC	2	NC	NC
	Pikine 7 A	2	0	2	2	NC
	Pikine 7 B	3	3	1	3	1
	Colobane Lansar A	2	2	2	1	2
	Colobane Lansar B	2	2	2	2	2
	Malika Recepteur	2	2	-1	2	2
	Khar Yalla	-1	-1	1	2	-1
	Mamadou Mady Ndiaye	3	3	3	3	2
	Grand Medine	-1	-1	1	2	2
	Moyenne	1,6	1,3	1,8	2,2	1,6
Moyenne	30 Écoles Primaires	2,0	2,1	2,0	2,3	2,2

3 = Très Satisfait 2 = Satisfait 1 = Un Peu Satisfait 0 = Pas Satisfait - 1 = Pas du Tout Satisfait (mécontent) NC = Non Concerne

Le niveau de satisfaction des groupes d'élèves ci-dessus, tout comme pour les CGE et les APE, est très variable, allant de 0 (pas satisfait) à 3 (très satisfait) selon les endroits. Cette fois, 3 groupes expriment leur mécontentement (-1) à l'égard d'un ou de plusieurs services du projet, tous dans la région de Dakar. A Grand Médine et à Khar Yalla les étudiants se déclarent de n'être pas du tout contents de la construction/réhabilitation et de la clôture de l'école. A Khar Yalla, aussi, les étudiants ne sont pas du tout contents de la formation à la vie active. Enfin, le groupe d'étudiants à Malika Recepteur est mécontent des fournitures scolaires. Aucune autre région n'a de groupe insatisfait totalement d'une activité du projet, bien que bon nombre de groupes se soient abstenu d'exprimer leur opinion.

Globalement, le score moyen pour toutes les écoles dans toutes les régions et pour toutes les activités appréciées est de 2,1 (un peu plus que satisfait). Ceci n'indique pas un niveau très élevé de satisfaction, (qui serait un score avoisinant au 3) et la situation à Dakar semble particulièrement mauvaise, avec une appréciation moyenne de 1,7 et avec 4 des 5 éléments appréciés en dessous du niveau de satisfaction. Il y aura lieu d'améliorer la valeur des ces indicateurs à l'avenir.

Au niveau des régions, la moyenne des scores la plus basse (1,3) se trouve à Dakar en ce qui concerne la clôture de l'école, et la moyenne la plus élevée (3,0) à Diourbel concernant la formation à la vie active. Cependant, toutes écoles confondues, il y a peu de différence dans les moyennes par activité appréciée, celles-ci se trouvant toutes un peu au-dessus du niveau moyen de la satisfaction (de 2,0 à 2,3).

Apprentissage des modules à la vie active

A Gouye Gui, l'équipe a assisté à une séance de présentation d'un module à la vie active, destiné aux élèves de CMI – CM2.

Historique :

D'après les renseignements collectés sur place, cette expérience a été lancée par le formateur local. Il a tout d'abord commencé par des séances de causerie avec les populations, afin de mieux les sensibiliser sur les principaux droits humains, notamment droit à l'éducation, à la santé, etc.

Par la suite, il a organisé des rencontres beaucoup plus structurées avec toutes les couches de la population: jeunes, notables, autorités religieuses, membres de la communauté rurale, agents de santé, élèves, équipe pédagogique, et autorités académiques qui ont tous exprimé leur adhésion à l'introduction à titre expérimental de ces modules dans le cursus à l'intention précisément des élèves des classes de CMI – CM2.

Déroulement et contenu :

Les cours ont lieu trois fois par semaine, les lundi, mercredi et vendredi. Ils sont dispensés par un facilitateur en langue nationale wolof et ils ont lieu dans l'enceinte même de l'école, dans une même classe où les deux groupes se retrouvent dans une sorte de cours à grade multiple animé par le même facilitateur.

L'enseignement porte sur des modules déjà testés (avec des cibles adultes et adolescentes dans le non formel). Ce sont des modules relatifs:

- à la santé de base et l'hygiène
- à la résolution des problèmes
- aux droits humains -- notamment les principaux droits de l'enfant tels que stipulé par la convention internationale sur les droits des enfants (éducation, santé, environnement, loisir), l'égalité devant la loi, le droit à un jugement équitable, la lutte contre l'excision, les violences faites aux femmes, etc.
- à la démocratie

Observations

Il est trop tôt pour pouvoir se prononcer sur cette expérience qui vient de commencer. Mais d'ores et déjà, ce que l'on peut constater c'est l'intérêt des élèves à l'égard de l'enseignement de ces modules qu'ils affirment assimiler très rapidement car se déroulant en langue nationale.

Le message entre enseignant et enseignés semble bien passer, si l'on en juge par l'engouement et le dynamisme des élèves pendant toute la durée de la session.

Toutefois, des problèmes demeurent:

- Gouye Gui est un village Peuhl, le facilitateur est également peulh, alors que l'enseignement se déroule en wolof. Des élèves et parents nous ont exprimé leur inquiétude sur cette situation qu'ils ne comprennent pas, d'autant plus que l'état des recherches sur la langue peulh a atteint depuis plusieurs décennies une masse critique permettant de donner et recevoir un enseignement dans plusieurs disciplines en cette langue.
- Les modules à la vie active créent un besoin qui n'est pas pris en charge par le projet.

A Gouye Gui comme à Gawane, des élèves, mais aussi des parents, nous affirment qu'il est bien beau d'enseigner que chaque enfant a droit à une famille, un nom, etc., mais la réalité de tous les jours montre que la grande majorité de ces enfants n'ont même pas de bulletin de naissance dont, il faut le préciser, le coût demeure fort élevé par endroit, 6000 à 7000 F CFA dans le Bambey, mais de 700 à 1000 F CFA dans le Mbacké, ceci suite à l'intervention récente de l'Inspecteur départemental de l'éducation nationale auprès des autorités judiciaires du département Mbacké.

De la même manière, les élèves et parents semblent par moments remettre en cause le droit à la santé si l'on sait qu'il n'y a pas de poste de santé, par exemple à Gouye Gui et qu'il faut se déplacer jusqu'à 5 km pour se faire soigner.

E.- Satisfaction des enseignants

Le groupe cible enseignants porte sur une population totale de 237 enseignants enquêtés. Ici, on ne s'intéresse qu'à leur satisfaction à l'égard des services rendus par le projet.

D'une manière générale, 44% des enseignants sont pleinement satisfaits des services rendus par le projet, alors que 46% d'entre eux sont assez satisfaits. Toutefois, 9% d'entre eux ne sont pas satisfaits. Le tableau 4.9 ci-dessous, présente les niveaux de satisfaction des activités principales du Projet JOG.

Tableau 4.9 : Niveau de satisfaction des enseignants

Aspects appréciés	Nombre de Répondants	Echelle de Satisfaction					
		Très satisfait	Satisfait	Peu satisfait	Pas satisfait	Pas du tout satisfait	Sans appréciations
Construction / Réhabilitation	237	21 %	44 %	18 %	2 %	1 %	14 %
Fournitures Scolaires	237	9 %	42 %	36 %	8 %	3 %	1 %
Formation des CGE	237	8 %	46 %	22 %	9 %	5 %	11%
Formation à la Vie Active	237	10 %	43 %	15 %	9 %	5%	18 %

En ce qui concerne les constructions/réhabilitation, 21% des enseignants interrogés sont très satisfaits et 44% satisfaits des constructions/réhabilitations effectuées par le projet. Par contre, 18% des enseignants ne sont que partiellement satisfaits, 2% pas satisfaits, et 1% pas du tout satisfaits. Le niveau des non concernés (14%) s'explique en grande partie par le manque de construction dans la région de Fatick.

En ce qui concerne les fournitures scolaires, 9% des enseignants sont très satisfaits et 42% satisfaits des banques de fournitures, alors que 36% expriment leur satisfaction partielle, 8% se disent insatisfaits, et 3% ne sont pas du tout satisfaits. Presque personne (1%) ne restait sans opinion à ce sujet.

Au sujet de la formation des Comités de gestion, 8% des enseignants interrogés sont très satisfaits et 46% satisfaits de ces formations, alors que 22% ne sont que partiellement satisfaits, 9% sont insatisfaits, et 5% ne sont pas du tout satisfaits. Quelque 11% des répondants n'avaient aucune opinion.

Enfin, en ce qui concerne l'appréciation des enseignants des formations à la vie active, 10% sont très satisfaits et 43% satisfaits de ces modules, alors que 15% n'en sont que partiellement satisfaits, 9% insatisfaits, et 5% pas du tout satisfaits. Quelque 18% des répondants n'avaient aucune opinion.

Les tableaux 4.10 à 4.13 ci-dessous, donnent des précisions sur la distribution des répondants par type d'activité du Projet JOG. Il est évident qu'il y a beaucoup de variation dans les appréciations, dont les causes devraient être recherchées dans des études plus pointues.

Tableau 4.10: Niveau de satisfaction des enseignants de la construction/réhabilitation par région

Région	Très Satisfait	Satisfait	Peu Satisfait	Non Satisfait	Pas du Tout Satisfait	Sans Opinion	Total des Répondants
Louga	12	26	5	0	0	0	43
Diourbel	18	24	8	0	0	0	50
Fatick	0	0	0	0	0	25	25
Dakar	19	55	30	5	2	8	119
Total	49	105	43	5	2	33	237

Tableau 4.11: Niveau de satisfaction des enseignants des fournitures scolaires par région

Région	Très Satisfait	Satisfait	Peu Satisfait	Non Satisfait	Pas du Tout Satisfait	Sans Opinion	Total des Répondants
Louga	7	17	16	2	0	1	43
Diourbel	3	23	24	0	0	0	50
Fatick	5	8	7	2	2	1	25
Dakar	7	52	39	16	4	1	119
Total	22	100	86	20	6	3	237

Tableau 4.12: Niveau de satisfaction des enseignants avec la formation des CGE

Région	Très Satisfait	Satisfait	Peu Satisfait	Non Satisfait	Pas du Tout Satisfait	Sans Opinion	Total des Répondants
Louga	4	18	14	2	2	3	43
Diourbel	8	29	10	1	1	1	50
Fatick	0	10	5	7	1	2	25
Dakar	8	51	22	11	8	19	119
Total	20	108	51	21	12	25	237

Tableau 4.13: Niveau de satisfaction des enseignants avec la formation à la vie active

Région	Très Satisfait	Satisfait	Peu Satisfait	Non Satisfait	Pas du Tout Satisfait	Sans Opinion	Total des Répondants
Louga	5	21	7	3	1	6	43
Diourbel	10	29	9	1	1	0	50
Fatick	2	14	1	3	1	4	25
Dakar	7	39	19	14	8	32	119
Total	24	103	36	21	11	42	237

F.- Participation et satisfaction des parents

Deux-tiers seulement (66%) des parents interviewés dans les ménages connaissaient le Projet JOG. Seuls 58% des parents étaient conscients de la présence dans leur communautés des facilitateurs TOSTAN. D'une manière générale, le manque de connaissance du projet augmentait en proportion de la distance entre le domicile et l'école, bien que cet aspect n'ait pas été mesuré précisément dans le cadre de cette étude.

La participation des familles à la vie de l'école dans le cadre du projet JOG a été mesurée à partir de 3 activités précises: cotisations, main-d'œuvre et participation aux formations.

Sur un total de 906 répondants:

- 25% déclarent avoir cotisé pour l'école.
- 32% déclarent avoir travaillé pour l'école sous forme de main-d'œuvre.
- 43% des répondants déclarent avoir participé aux formations.

Niveau de satisfaction des parents

Globalement, 81% des répondants à la question sur leur satisfaction globale du Projet JOG (N=1146) sont pleinement satisfaits des services du projet, alors que 14% se déclarent assez satisfaits. Quelque 5% des parents, cependant, ne sont pas satisfaits du projet. Le tableau 4.14 ci-dessous, présente le degré de satisfaction des parents par type d'activité du projet. Seuls les parents qui ont exprimé une opinion figurent dans ce tableau, étant donné que le grand nombre des «sans opinion» est dû à leur manque de connaissance du projet.

Tableau 4.14: Satisfaction des parents

Aspects appréciés	Echelle de satisfaction					Nombre de Répondants
	Très Satisfait	Satisfait	Peu Satisfait	Pas Satisfait	Pas du Tout Satisfait	
Construction Réhabilitation	59 %	32 %	4 %	3 %	3 %	997
Fournitures scolaires	46 %	43 %	9 %	1 %	<1 %	873
Formation des Comités de Gestion	42 %	47 %	8 %	1 %	1 %	1086
Formation à la vie active	53 %	38 %	8 %	1 %	<1 %	883

En ce qui concerne les constructions et les réhabilitations, 59% des répondants sont très satisfaits des services du projet et 32% satisfaits, alors que 4% ne sont que partiellement satisfaits, 3% insatisfaits, et 3% pas du tout satisfaits.

En ce qui concerne les fournitures scolaires, 46% des répondants sont très satisfaits des services du projet et 43% satisfaits, alors que 9% ne sont que partiellement satisfaits, 1% insatisfaits, et moins de 1% pas du tout satisfaits.

Quant à la formation des CGE, 42% des répondants sont très satisfaits des services du projet et 47% satisfaits, alors que 8% ne sont que partiellement satisfaits, 1% insatisfaits, et 1% pas du tout satisfaits.

Quant à la formation à la vie active, 53% des répondants sont très satisfaits des services du projet et 38% satisfaits, alors que 8% ne sont que partiellement satisfaits, 1% insatisfaits, et moins de 1% pas du tout satisfaits.

F.- Satisfaction des étudiantes et des équipes pédagogiques des CRETEF/CETEF

L'étude a couvert au total 4 Centres d'Enseignement Technique Féminins. Ce sont ceux de Louga, Fatick, Pikine et Bambey. Les entretiens se sont également déroulés sous forme d'entretiens en groupes (*focus group*).

Satisfaction des étudiantes

En ce qui concerne la satisfaction des élèves, la totalité des groupes répondants sont satisfaits du Projet JOG.

Par rapport aux constructions/réhabilitations, les groupes d'élèves sont à 50% satisfaits (2 groupes sur 4) des réalisations du Projet, c'est dire à Bambey et Louga, alors que les élèves de Fatick et Pikine se sont abstenus. Au niveau de Pikine, d'ailleurs, l'exiguïté des locaux a été fortement décriée, ainsi que le caractère vétuste des locaux.

En ce qui concerne l'équipement des locaux, 50% des groupes d'élèves sont satisfaits (2 groupes sur 4), à savoir les centres de Bambey et Fatick, 25% ne sont pas satisfaits (Pikine), alors que les élèves du CRETEF de Louga ont préféré s'abstenir sur ce point.

En ce qui concerne les formations, c'est à dire, la formation à la vie active, les cours de gestion des Groupements d'intérêt économique (entrepreneuriat), et l'alphabétisation, 75% des groupes d'élèves rencontrés (3 groupes sur 4) en sont satisfaits, à savoir à Pikine, Bambey, et Louga, alors que les élèves de Fatick ont préféré également s'abstenir sur la question.

Satisfaction des équipes pédagogiques

Les équipes pédagogiques des CRETEF/CETEF sont satisfaites à 100% du Projet JOG. Elles sont également satisfaites à 100% de leurs formations, ainsi que des équipements octroyés aux centres.

Par contre, en ce qui concerne les fournitures, seuls 25% des groupes d'enseignants sont satisfaits et c'est le cas du CRETEF de Louga, alors que les enseignants des centres de Pikine, Bambey, et Fatick ont préféré s'abstenir sur la question.

Par rapport enfin aux constructions/réhabilitations, le degré de satisfaction des groupes d'enseignants est à 50% (2 groupes sur 4). Alors que les équipes pédagogiques de Louga et Bambey sont satisfaites, celles de Pikine et Fatick ne sont pas satisfaites de l'état de leurs établissements.

V. CONCLUSIONS

1. L'enquête de suivi de 2002 a atteint ses principaux objectifs, à savoir : la collecte de données devant constituer un ensemble de données de base de l'Initiative EDDI au Sénégal, le calcul des valeurs des 17 indicateurs du Plan de Suivi de la Performance (PMP en anglais), et les mesures de participation et de satisfaction des groupes-cibles, à partir de 9 questionnaires élaborés par l'équipe principale de L.T. Associates. Il est évident que certains indicateurs sont plus précis que d'autres et se prêtent plus ou moins facilement à une enquête rapide comme celle entreprise dans cette étude.
2. Un recensement des ménages autour des écoles rurales pour calculer le taux brut d'accès (TBA) est faisable dans la limite des délais et des coûts envisagés cette année. Mais son usage trop fréquent pourrait amener à une résistance de la part de la population dont les attentes dépassent nettement le cadre de l'Initiative EDDI et du Projet JOG. Néanmoins, une enquête basée sur un échantillon de ménages, tiré de façon aléatoire à partir de la totalité des ménages maintenant connue, offrirait aussi une bonne mesure de cet indicateur.
3. Certains indicateurs, dont celui relatif au calcul du pourcentage des élèves bénéficiant de fournitures scolaires, semblent inappropriés, étant donné qu'il existe au niveau de chaque classe et dans chaque école une banque de fournitures pour suppléer aux besoins collectifs des élèves dans les écoles EDDI.
4. L'existence d'enfants de 6 ans dans la plupart des écoles EDDI, assortie de l'incertitude sur l'âge exact de la majorité d'entre eux, rend difficile le calcul du TBA. Dans certains endroits, où les directeurs recrutent les enfants dès 6 ans par manque d'effectifs ou pour leur donner plus de chance de réussir, le calcul du TBA doit être modifié pour tenir compte de la présence des 6 ans. Dans ce cas, les enfants de 7-8 ans sont déjà passés au Cours Préparatoire (2ème année).
5. L'enquête auprès des groupes-cibles et des écoles pourrait être menée à bien, sans trop de difficulté, moyennant une petite équipe de 2 membres, pourvu que le niveau de ces enquêteurs soit élevé (post-universitaire), étant donné la nature des entretiens envisagés auprès des groupes-cibles. En même temps, un autre groupe de 4 personnes s'occuperait de l'enquête ménage.
6. En ce qui concerne les questions de participation, fonctionnement, et satisfaction des groupes-cibles, les interviews pourraient revêtir une forme plus complexe et plus qualitative au fil des années ; ce qui mènerait à une bonne évaluation du projet.
7. L'enquête ménage, qui est en réalité un recensement des ménages, pourrait se transformer en une vraie enquête d'un échantillon des ménages. Cet échantillon pourrait être d'une taille relativement

élevée, un tiers des concessions par exemple. Ceci pourrait générer un échantillon d'environ 700 ménages, couvrant les mêmes populations que l'enquête de suivi actuel.

8. L'échantillon de concessions n'aurait pas besoin d'être stratifié, parce qu'il serait tiré directement d'une population déjà connue sur le terrain. Un tel échantillon serait fiable et consistant statistiquement, si toutefois il est choisi suivant une méthode aléatoire. Les enquêteurs devront mettre à jour la liste des hameaux appartenant à l'école EDDI, car de nouvelles constructions d'écoles pourraient réduire le nombre d'élèves susceptibles d'aller à l'école EDDI.

9. Si le nombre de ménages à enquêter est réduit de deux-tiers, le nombre d'enquêteurs peut aussi être réduit, et 3 groupes de 6 enquêteurs chacun (y compris un chef d'équipe avec chaque groupe, tiré du groupe principal de 3 consultants) pourraient voyager confortablement à bord de 3 véhicules 4X4. Ces équipes devraient pouvoir terminer la collecte de données en 2 semaines comme cette année. Si l'on préconisait l'usage de 2 équipes de 6 personnes au lieu de 3 équipes, il faudrait supposer à peu près 3 semaines pour en venir à bout.

10. Le bon fonctionnement des Comités de gestion est la condition de base pour la réussite de la stratégie éducative de JOG/EDDI. Pour cela, toutes les instances, particulièrement les bureaux du CGE, doivent fonctionner normalement: tenue régulière des réunions, élaboration de plans d'actions, etc., et la formation des membres doit être au cœur du dispositif. Il faut que JOG ait un plan de formation qui réponde à tous les besoins en formation des CGE.

11. Ces besoins en formation sont à la fois énormes et variés: certains membres ont besoin d'être renforcés dans les formations déjà reçues, d'autres ont besoin d'être alphabétisés, d'autres encore ont besoin de formations plus pointues, notamment des formations dans l'élaboration et la gestion des petits projets.

12. Par rapport à la sélection définitive des entrepreneurs, il serait bon à l'avenir d'associer les CGE à la finalisation et à la signature des contrats entre JOG et l'entrepreneur. Par ce biais, le CGE pourra en toute connaissance de cause vérifier, contrôler et sanctionner en cas de besoin, le travail de l'entrepreneur.

13. Dans une perspective de pérennisation des activités, JOG devrait recruter dès maintenant, beaucoup d'animateurs et de facilitateurs qui pourront travailler davantage avec les communautés et asseoir ainsi l'esprit du projet, dans la perspective du retrait éventuel de EDDI.

14. Enfin, toujours dans le cadre de la pérennisation des acquis, le projet doit envisager la possibilité d'assister les CGE (sous forme de dons ou de prêts) à réaliser des activités génératrices de revenus susceptibles de les aider dans leur lutte quotidienne contre la pauvreté.

15. Le mouvement APE sénégalais se caractérise actuellement par son essoufflement. Il est en effet le premier mouvement associatif qui coopère avec l'école sénégalaise depuis pratiquement sa création. Les différentes réformes qu'a connu le secteur de l'éducation ont mis en avant d'autres structures d'essence plutôt communautaire telles les Comités de gestion (CGE), qui ont toujours tendance à couper l'herbe sous le pied des APE. La conséquence logique est l'affaiblissement du mouvement.

16. Les élèves ne sont pas membres des Comités de gestion (CGE). Ils ne participent donc pas directement au projet d'école qui se déroule pourtant devant eux. Ceci est contraire au rôle prépondérant joué par d'autres générations d'élèves dans des projets antérieurs de l'école sénégalaise. JOG devrait faire son possible pour les intégrer et les responsabiliser dans ces structures de gestion de l'école.

17. En dotant les écoles de fournitures, d'eau courante, de murs d'enceinte, de sanitaires, JOG a aiguisé l'appétit des élèves qui en veulent plus, surtout dans les écoles du péri-urbain dakarois caractérisées par de fortes concentrations de population. Dans ces zones, ils demandent beaucoup plus de fournitures, de robinets, de sanitaires, etc., particulièrement au niveau des groupes scolaires.

18. Bon nombre d'élèves souhaitent la mise en place de boîtes à pharmacie (notamment à Malika Recepteur, Pikine 23A, Pikine 20B, Pete Ouarack, Ndiagne Kahone) et des bibliothèques scolaires (Pikine 23A, Khar Yalla, Malika Recepteur, Colobane Lansar B, Artillerie), ainsi que des activités génératrices de revenus dans leurs écoles.

19. La fourniture des pièces d'état civil pour les élèves constitue un véritable casse-tête pour les élèves, leurs parents et la communauté. Au lieu de tenter de résoudre le problème cas par cas, JOG/EDDI devrait pouvoir poser le problème au niveau du gouvernement national.

20. D'une manière générale, les enseignants se plaignent d'un manque de suivi et de coordination réguliers des activités du projet: les enseignants des écoles Colobane Lansar A, Mamadou Mady Ndiaye, Pikine 7A et Kadji Madia l'ont dit et répété.

Certains d'entre eux souhaiteraient que JOG renforce davantage le suivi des activités avec les Comités de gestion et les élèves et non pas toujours avec les directeurs des écoles. Sur ce sujet, leur avis rejoint celui de certains directeurs. Ainsi à titre d'exemple, la directrice du CETEF de Bambey se plaint des visites fréquentes et rapprochées de JOG qui ne lui donnent pas le temps de travailler convenablement.

21. Par rapport aux banques de fournitures, leur insuffisance a été fortement décriée par les enseignants notamment à Pikine 7A, Mbellakho, Darou Gueye et Gawane. Certains posent même le problème de leur renouvellement: c'est à dire que l'idée de renouvellement des stocks, qui était pourtant à l'origine des contributions financières des élèves, n'est pas encore partout bien comprise.

22. En plus, les équipes pédagogiques demandent à être associées dans la détermination des besoins en fournitures. Cela a été le cas à Kaneme Ndiob, Gassane, Mbellakho, Némading et Sambé. Selon les enseignants de ces écoles, chaque niveau scolaire a ses besoins propres en fournitures.

23. Par rapport aux formations en genre, l'on peut retenir que les enseignants souhaitent le renforcement des formations déjà reçues mais aussi un suivi régulier des enseignants déjà formés et la formation des nouveaux venus.

ANNEXES

Annex A

SCOPE OF WORK FOR EDDI PERFORMANCE & BASELINE DATA COLLECTION (FY 2001)

I. Background

- A. EDDI is a direct result of President Clinton's March 1998 visit to Africa. EDDI aims to improve the level and quality of education in Africa, and to encourage the integration of Africa into the global free-market economy. The overall challenge is to render African educational systems more relevant to the needs of the 21st Century in order to permit Africa to take better advantage of future economic growth and trade opportunities. This entails both making primary educational systems more equitable and efficient, and skills training more pertinent and widely available. The primary target of EDDI Senegal is increased participation of girls in primary and vocational schools.

The USAID/Senegal Mission has established a Special Objective (SpO) for education, under which the EDDI activities will take place. The SpO complements USAID/Senegal's current Strategic Objectives (SOs) in private sector development, decentralized governance, and reproductive health. Work under EDDI focuses on: (1) increasing Access for girls to the Education system; (2) increasing retention of girls in primary schools; and (3) skills and competence of girls improved through vocational education.

In addition to increasing Access by, and retention of, girls in primary schools, the Mission will work with partners to improve vocational training opportunities for girls and women. This will enable them to better meet the needs of the labor market and will increase their own entrepreneurial activities.

Research literature and experience worldwide has shown that educating girls and women offers a much higher marginal economic and social return than educating men. Educating girls and women results in upgraded standards of health, Hygiene and nutrition and more economic gains for families.

EDDI's ultimate beneficiaries are girls from primary and vocational schools. EDDI directly contributes to the Agency's goal of building "human capacity through education and training."

B. Key Results

Three Key Intermediate Results (KIR) were identified as being necessary and sufficient to achieve the SpO:

KIR-1: Increased Support of Parents and Local Governments to Primary and Vocational Schools in Targeted Areas;

KIR-2: Improved Environment in Targeted Primary Schools; and,

KIR-3: Improved Training Environment in Targeted Vocational Training Centers.

EDDI is working in peri-urban Dakar and in the regions of Diourbel, Louga, and Fatick. Thirty primary schools and four girls vocational centers or CRETEF and CETEF are involved (See Annex 1)

II. Objectives of the data collection

The data collection has three main objectives:

1. to generate accurate data that can be used to track and report the performance indicators defined under the EDDI program.
2. to generate a pool of performance and (new) baseline data that can be used to track and verify progress made towards achieving the desired results under the EDDI SpO program (2000-2002). This will concern 12 out of a total of 18 indicators defined for the EDDI program; and,
3. assess the level of customer/target group satisfaction with the services delivered or being delivered under the EDDI program

This scope of work establishes USAID/Senegal's requirements for conducting a field-level data collection relative to the thirty (30) primary schools and four (4) girls vocational training centers (or CETEF and CRETEF) in the following areas: peri-urban Dakar (i.e.; Thiaroye, Pikine, Guediawaye) and in the regions of Diourbel, Louga, and Fatick.

A. Required Tasks

1. Review of Background Documents

The contractor should be familiar with background documents such as the EDDI Performance Monitoring Plan (PMP), the list of tasks granted to Creative Associates Int'l Inc. (CAII), the Performance indicators defined for the SpO and the subsequent Tracking table, and the first "Study/survey report for the determination the data of reference of the EDDI program (Nov./July 2001)". The Special Objective Agreement (SPOAG) signed with the Senegalese Government may also be helpful as background documentation.

2. Design of the Data Collection Methodology and the Assessment of the level of Customer satisfaction.

The contractor shall design a data collection methodology, including information/data collection tools. The attached document entitled "*Revisions portant sur les variables a couvrir par la methodologie de collecte des informations et "données relatives au programme de EDDI (30 / 08 / 2001)"*" will be the basis for developing the information/data collection tools. As for the sources of the information/data, the contractor shall use census and other relevant sources (examples, DEPRE, DHS, etc.) that will provide accurate information/data sets concerning all the primary schools and girls vocational training centers (i.e.; CETF and CRETF) selected for EDDI intervention. As for assessing customer satisfaction level, this will be done using a sample of primary schools and girls training centers.

The sample should reflect

- 1) location (rural and urban);
- 2) activity/program diversity; and
- 3) an appropriate coverage of the intervention zones throughout the four regions. Also the assessment should be sensitive to such aspects as gender and other socio-cultural and socio-economic aspects such as income sources, etc.

The methodology shall help:

- a. calculate the values of the indicators included in the PMP and the Tracking table (See Annex 2)
- b. to collect information/data on the categories of variables included in the “Fiche de Suivi d’un (e) Elève”
- c. to collect information/data on the categories of variables included in the above-mentioned document
- d. to collect information/data which will help with the following issues:
 - (i) the kinds of records used to keep schools/centers related information and how these records are maintained
 - (ii) the functioning of the following entities that run or help to run the primary schools and girls training centers, teacher’s groups, parents associations, management committees, rural/communal counsels, etc.
 - (iii) Customers/target groups involvement/participation in decision making process both at activity planning and implementation levels; and,
 - (iv) Level of customer/target groups satisfaction with the services delivered by technical assistance from the grantee organization and its sub-grantees.

3. Execution of the information/data collection methodology

The contractor shall be responsible for organizing the execution of the data collection methodology defined in Section 2 above and supervising the work of field data collection personnel. This will entail the following:

- a. identifying and contacting schools and centers’ officials.
- b. pre-testing the data collection tools in the field to insure that it is comprehensible to students, teachers, parents and making adjustments as may be necessary before launching field level activity.
- c. recruiting, training, and supervising individuals charged with the field work
- d. providing logistical support to the field workers.
- e. collecting the data collection tools (completed survey forms or other information gathering tools) and periodically controlling the quality of the data collected. Early and progressive data entry is necessary to

ensure good data quality control.

f. analyzing the data; and

g. presenting initial analysis to USAID/Senegal and appropriate customers for feedback.

B. Other Requirements

1. The contractor shall insure that translations into local languages, when required by a data collection tool, are accurate.
2. The contractor shall work closely with the SpO team and its partners in developing the data collection tools.
3. The contractor is required to use qualified and experienced personnel in designing and executing the task.

C. Implementation Plan

The contractor shall propose an implementation plan and budget that will indicate how and by whom, the task will be designed and executed, the needs of the personnel, logistical support, supplies, etc. and a milestone/progressive/incremental implementation plan.

The implementation plan shall include a timetable for the following tasks:

1. Review of documents
2. Design and pre-testing of data collection tools
3. Collection of data
4. Verifying, reviewing the data,
5. Data entry and analysis
6. Preparation and Completion of Final Reports

D.- Contractor's key personnel and qualifications

a. Team Leader/Data Analyst

Responsibilities:

S/he will be responsible for team management and coordination, writing assignments, fieldwork preparation and briefings. S/he will ensure that the study report is completed on schedule and will ensure the quality of the English translation (to be done by a native English speaker) of the final report. Working in conjunction with other team members, s/he will be responsible for analysis of the data and lessons learned and recommendation aspect of the data collection system. Working with other team members, s/he will be also responsible for developing the sustainability and replicability

aspects of the data collection system. S/he will be responsible for checking the quality of collected data.

Qualifications: Incumbent must:

have proven Team Leader experience, especially in leading teams for data collection.

have a minimum of 5 years experience in implementing various survey methodologies, preferably in the education sector in francophone Africa with at least 3 years in Senegal.

- * have extensive expérience in the design of research/survey methodologies, data control and data analysis
- * have excellent spoken and written French.
- * have English language capabilities.
- * have a post graduate degree in a relevant Social Science
- * have local language capabilities (Wolof, Pulaar, Serere or other local languages).
- * have typing and word processing skills.

b. Sociologist

Responsibilities:

Working with the other members of the contract team, s/he will be responsible for the control of data quality and analysis of the data collected. S/he will closely work with Teachers' groups (*Équipes Pédagogiques*), Parents' Associations and School Management Committees.

S/he will be responsible for ensuring that the sociological aspects are taken into account in the design of data collection tools and data analysis (gender, religious aspects, etc.)

Qualifications: Incumbent shall:

- * have a minimum of 3 years experience working in (formal) education in Senegal.
- * have a data management and analysis experience.
- * have excellent French writing skills.
- * have a master's degree in Sociology or equivalent.
- * have typing and word processing skills.
- * have computer Programming and database management skills.
- * Local language capabilities (Wolof and other local languages).
- * Typing and word processing skills.

c. Statistician

Responsibilities: Working in conjunction with other team members, s/he will be responsible for:

- the design of the database.
- the design and execution of the data analysis plan.
- checking the quality of data and ensuring sound data entry.
- the design of the output tables.

Qualifications: Incumbent shall:

- * have a minimum of 3-5 years of database related work experience is required.
- * have at least a Master's degree in Statistics or related fields.
- * have preferably (but not required) experience in the education field.

III. Period of performance/work schedule

The selected contractor shall be required to design and implement this task. Initial services will begin o/a January 28, 2002. The first draft report shall be submitted no later than February 28, 2002. All post-field level work deliverables including the Final Report shall be submitted to USAD/Senegal no later than March 15, 2002

IV. Deliverables

The Contractor shall submit to USAID/Senegal the following deliverables:

1. A cost-effective data collection methodology made available in French (and copies translated into English by a native Anglophone translator before final submission) that can be conducted throughout the EDDI intervention zones and usable to track progress in the targeted schools and girls training centers over time. (due 10 days following the contract signing).
2. The successful implementation of the task as measured by a completion rate of 75% of all the data collection tools performed at each school and training center.
3. A final report listing the problems encountered in carrying out the task, suggestions for improvements, and an analysis of the significance of the findings in terms of identifying major areas where improvements in the performance of formal (primary) and non-formal (vocational) education sub-systems are needed.

V. Performance verification

The USAID/Senegal EDDI team will verify the quality of the data collection tools and the preparation of the field work.

After the completion of the task, USAID/Senegal will verify the quality of the results by using the following performance indicator:

The completed data collection tools have to cover 90-95% of the targeted primary schools and all the girls' vocational training centers.

Annexe B :

Plan de Suivi de la Performance d'EDDI

PRELIMINARY PERFORMANCE MONITORING AND EVALUATION PLAN (PMP) - INITIATIVE FOR EDUCATION AND DEVELOPMENT INITIATIVE (EDDI) SpO # 1

PERFORMANCE INDICATOR STATEMENT	DEFINITION & MEASUREMENT UNIT	DATA SOURCE	DATA COLLECTION METHODOLOGY (DCM)/ CALCULATION METHODOLOGY (CM)	DATA ACQUISITION BY MISSION		ANALYSIS, USE & REPORTING	
				Frequency	Responsible Person(s) & Team	Schedule	Responsible Persons & Teams
Special Objective (SpO) : Improved Basic and Vocational Education for Girls in Targeted Villages and Neighborhoods (within 5 km radius)							
Indicator 1: Proportion of school age girls newly enrolled in grade 1 (CI) for the first time	<p>Definition: This indicator measures the gross admission rate which is the proportion of school age girls enrolled for the first time in primary school. This proportion is measured for the Targeted primary schools in the rural area where school age girls may include 7- and 8-year girls.</p> <p>Measurement Unit: Percent (%) girls Numerator (N) = Number of school age girls in targeted primary schools Denominator (D) = Population of 7-year old girls in Targeted intervention zones</p>	Contractor; DPRE/MEN; USAID	DCM : - Review of schools' documents (Numerator); - Population census (denominator) CM: $N/D*100$	- Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Performance data is collected and submitted no latter than Dec 31 of each year of implementation	Contractor; SpO#1 Team	R4	SpO#1 Team

<p>Indicator 2: Proportion of 15-year old girls who have followed an education program</p>	<p>Definition: 15 years is the maximum age from which children leave primary education for secondary education and other education/training programs such as technical, vocational or literacy training. Education/training programs refer to elementary education (6 years), basic community schools (4 years), girls technical schools (3years) and literacy training Measurement Unit : % girls Numerator : Number of 15-year old girls having followed such program Denominator : Population of 7-year old girls in targeted intervention zones</p>	<p>Contractor; DPRE/ MEN; USAID</p>	<p>DCM : Sample survey CM: N/D*100</p>	<p>- Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Performance data is collected and submitted no latter than Dec 31 of each year of implementation</p>	<p>Contractor; SpO#1 Team</p>	<p>R4</p>	<p>SpO#1 Team</p>
<p><i>Comments/Notes:: 1) i.e. for rural areas: villages within 3-5 km radius; and, for urban areas: neighborhoods within 500 meter radius</i></p>							

KIR#1

PERFORMANCE INDICATOR STATEMENT	DEFINITION & MEASUREMENT UNIT	DATA SOURCE	DATA COLLECTION METHODOLOGY (DCM)/ CALCULATION METHODOLOGY (CM)	DATA ACQUISITION BY MISSION		ANALYSIS, USE & REPORTING	
				Frequency	Responsible Person(s) & Team	Schedule	Responsible Persons & Teams
Key Intermediate Results (KIR) 1: Increased Support of Parents and Local Governments to Primary and Vocational Schools in Targeted Areas							
Indicator 1: Number of actions taken by local entities towards Targeted primary schools	<p>Definition: The local entities include but not limited to the Parents Associations (APEs), the school management committees (SMC's), the Local Government Units, etc.</p> <p><i>The types of actions of interest include the following countable supports to schools and training centers:</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1) construction/réhabilitation and maintenance of classrooms (e. g.; walls, roof, flooring), latrines, water supply, fences, windows, doors, etc. 2) provision/maintenance of seats/tables; 3) provision of school supplies such as chalk, pens, copy-books, etc. 4) payment of teacher lodging, meals, etc. <p>Unit of Measure: Number of actions</p>	Contractor; SMC's; USAID	DCM : Review of school and SMC's documents; Interview of informants. CM : Counting	- Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Performance data is collected and submitted no later than Dec 31 of each year of implementation	Contractor; SpO#1 Team	R4	SpO#1 Team
Intermediate Results (IR) 1.1: Increased awareness of parents to the importance of education, especially for girls, and to their roles and responsibilities							

<p>Indicator: % of parents favorable to education in general and girls education in particular</p>	<p>Definition: This indicator intends to measure the degree to which parents are supportive of education in general and girls' education in particular. A parent is considered to be "supportive" of girls' schooling, if he/she positively responds to 3 out of 4 questions on parental attitudes. (See Methodological Report of EDDI baseline survey Contractor)</p> <p>Unit of Measure: Percent (%) parents Denominator (D) = All parents in the household survey sample Numerator (N) = Parents in the sample who positively respond to 3 out of 4 questions.</p>	<p>Contractor USAID</p>	<p>DCM : Sample survey of student parents. CM : N/D*100</p>	<p>- Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Performance data is collected and submitted no later than Dec 31 of each year of implementation</p>	<p>Contractor; SpO#1 Team</p>	<p>R4</p>	<p>SpO#1 Team</p>
<p>Intermediate Results (IR) 1.2: Increased awareness of Local Government Units to their role and responsibility to education</p>							
<p><u>Comments/Notes:</u></p>							

KIR#2

PERFORMANCE INDICATOR STATEMENT	DEFINITION & MEASUREMENT UNIT	DATA SOURCE	DATA COLLECTION METHODOLOGY (DCM)/ CALCULATION METHODOLOGY (CM)	DATA ACQUISITION BY MISSION		ANALYSIS, USE & REPORTING	
				Frequency	Responsible Person(s) & Team	Schedule	Responsible Persons & Teams
Key Intermediate Results (KIR) 2: Improved Environment in Targeted Primary Schools							
Indicator 1: Number of schools meeting minimum standard of quality	<p>Definition: Index for minimum standards of quality includes:</p> <p>(i) Hygiene - sanitary facilities such as toilets or latrines, hand-washing facilities and running water;</p> <p>(ii) safety – protection of students and school grounds from human and animal intrusion; and,</p> <p>(iii) availability of school materials to students, as required by grade.</p> <p>Unit of Measure: Number.</p>	Contractors; USAID	<p>DCM :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Review of schools' documents - Site visits <p>CM: check</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Performance data is collected and submitted no later than Dec 31 of each year of implementation 	Contractor; SpO#1 Team	R4	SpO#1 Team

<p>Indicator 2: Number of teachers that applied gender sensitive approach to education.</p>	<p>Definition: Criteria for determining the actual application of gender sensitive approach to education are the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) the “<i>grille d’observation</i>” meets at least 80 percent of points; (ii) the school has a functioning “gender club”; and, (iii) at least two sessions of talks were organized to entertain local community members about gender sensitivity. <p>The “<i>grille d’observation</i>” is an assessment tool prepared under the auspices of the MEN, with the purpose of evaluating the extent to which gender issues are taken into account in Senegal’s learning systems.</p> <p>Unit of Measure: Number</p>	<p>Contractors; DPRE/ MEN; USAID</p>	<p>DCM :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Review of schools’ documents; - Site visits <p>CM: counting</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Performance data is collected and submitted no later than Dec 31 of each year of implementation 	<p>Contractor; SpO#1 Team</p>	<p>R4</p>	<p>SpO#1 Team</p>
<p>Intermediate Results (IR) 2.1: Increased sensitivity of teachers to gender issues in targeted schools</p>							
<p>Indicator: Number of teachers trained in gender/equity issues</p>	<p>Definition: For this indicator, the plan is as follows: Year 1: training program (in gender sensitive approach to education) prepared ; and, Year 2: teachers trained</p> <p>Unit of Measure: Number</p>	<p>Contractors; USAID</p>	<p>DCM :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Review of schools’ documents; - Site visits <p>CM: counting</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Performance data is collected and submitted no later than Dec 31 of each year of implementation 	<p>Contractor; SpO#1 Team</p>	<p>R4</p>	<p>SpO#1 Team</p>

Intermediate Results (IR) 2.2: Improved physical infrastructure in targeted schools							
Indicator: Number of schools with functioning sanitary facilities.	Definition: sanitary facilities include but not limited to: toilets, hand-washing, clean drinking water. Unit of Measure: Number	Contractors; USAID	DCM : - Review of schools' documents; - Site visits CM: counting	- Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Performance data is collected and submitted no later than Dec 31 of each year of implementation	Contractor; SpO#1 Team	R4	SpO#1 Team
Intermediate Results (IR) 2.3: Increased Access to educational materials in targeted schools.							
Indicator: Percent of students that have basic school supplies.	Definition: A minimum number of school supplies is required by grade level which will be made available to students via School Management Committees at subsidized prices. The SMCs will replenish the supplies utilizing the receipts from these sales. Unit of Measure: Percent (%) students Denominator (D) = All students in the targeted classes. Numerator (N) = Those students in the targeted classes that have the required basic school supplies.	Contractors; DPRE/MEN; USAID	DCM : - Review of schools' documents; - Site visits CM: N/D*100	- Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Performance data is collected and submitted no later than Dec 31 of each year of implementation	Contractor; SpO#1 Team	R4	SpO#1 Team
Intermediate Results (IR) 2.4: Introduction of relevant life skills modules in targeted schools							
Indicator: Number of life skills modules implemented.	Definition: The life skills modules are practical training modules intended to provide the students of the CM classes with practical knowledge to improve their daily life and that of their family members. Unit of Measure: Number	Contractors; USAID	DCM : - Review of schools' documents; - Site visits CM: counting	- Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Performance data is collected and submitted no later than Dec 31 of each year of implementation	Contractor; SpO#1 Team	R4	SpO#1 Team
Comments/Notes:							

KIR#3

PERFORMANCE INDICATOR STATEMENT	DEFINITION & MEASUREMENT UNIT	DATA SOURCE	DATA COLLECTION METHODO- LOGY (DCM)/ CALCULATION METHODO- LOGY (CM)	DATA ACQUISITION BY MISSION		ANALYSIS, USE & REPORTING	
				Frequency	Responsible Person(s) & Team	Schedule	Responsible Persons & Teams
Key Intermediate Results (KIR) 3: Improved Training Environment in Targeted Vocational Training Centers							
Indicator 1: Amount of internally generated earnings.	<p>Definition: The Centers generate earnings through provision or production of goods (such as clothes, cookies, fruit juices, exotic meals, etc.) for sales and provision of services to individuals and/or institutions (such as training, catering, etc.). All or portion of the earnings is used to support the Center's operating expenses. These expenses include: provision of material inputs needed to produce goods, repair and maintenance of equipment and sanitation facilities, and initial costs incurred for rendering services.</p> <p>Unit of Measure: CFA Francs</p>	Contractors; USAID	<p>DCM :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Review of Centers' documents; - Site visits <p>CM: counting</p>	- Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000- Performance data is collected and submitted no later than Dec 31 of each year of implementation end	Contractor; SpO#1 Team	R4	SpO#1 Team

<p>Indicator 2: Number of centers meeting minimum vocational training quality standards</p>	<p>Definition: Index for minimum standards of quality includes: (1) Proportion of girls in their final year who have had an internship ; (2) Number of life skill modules taught (from 4 to a maximum of 8 modules); and, (3) Number of teachers who received at least one training in innovative technique</p> <p>Unit of Measure: Number of centers</p>	<p>Contractors; USAID</p>	<p>DCM : - Review of Centers' documents; - Site visits</p> <p>CM: counting</p>	<p>- Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000-Perfor-mance data is collected &submitted no latter than Dec 31 of each year of implemen-tation</p>	<p>Contractor; SpO#1 Team</p>	<p>R4</p>	<p>SpO#1 Team</p>
<p>Intermediate Results (IR) 3.1: Improved physical infrastructure in targeted centers.</p>							
<p>Indicator: Number of centers with functioning sanitation facilities</p>	<p>Definition: Sanitation facilities include but not limited to: toilets, hand-washing and running water. The facilities are said to be functioning when the students and their teachers are using them.</p> <p>Unit of Measure: Number of centers</p>	<p>Contractors; USAID</p>	<p>DCM : - Review of Centers' documents; - Site visits</p> <p>CM: counting</p>	<p>- Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Perfor-mance data is collected and submitted no latter than Dec 31 of each year of implemen-tation</p>	<p>Contractor; SpO#1 Team</p>	<p>R4</p>	<p>SpO#1 Team</p>
<p>Intermediate Results (IR) 3.2: Increased equipment in targeted centers.</p>							
<p>Indicator: Ratio of functioning sewing machines available to final year students of the sewing section.</p>	<p>Definition: This indicator is used as proxy to account for the necessary training equipment/tools made available to students when they need most.</p> <p>Unit of Measure: Number of centers:</p>	<p>Contractors; USAID</p>	<p>DCM : - Review of Centers' documents; - Site visits</p> <p>CM: counting</p>	<p>- Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Perfor-mance data is collected and submitted</p> <p>no latter than Dec 31 of each year of implemen-tation</p>	<p>Contractor; SpO#1 Team</p>	<p>R4</p>	<p>SpO#1 Team</p>

Intermediate Results (IR) 3.3: Introduction and/or enhancement of complimentary, relevant life skills modules in targeted vocational training centers							
Indicator: Number of adolescent life skill modules implemented in Targeted vocational training centers	Definition: The adolescent life skill modules are practical training modules intended to provide the girls with practical knowledge to improve their daily life and that of their family members. Unit of Measure: Number	Contractors; USAID	DCM : - Review of Centers' documents; - Site visits CM: counting	- Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Performance data is collected and submitted no later than Dec 31 of each year of implementation	Contractor; SpO#1 Team	R4	SpO#1 Team
Intermediate Results (IR) 3.4: Improved Collaboration between private sector and targeted vocational training centers							
Indicator: Number of internship positions provided to girls	Definition: The duration of an internship varies from one to three months. The internship positions are opportunities given to students to put in practice what is taught to them in classes Unit of Measure: Number	Contractors; USAID	DCM : - Review of Centers' documents; - Site visits CM: counting	- Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Performance data is collected and submitted no later than Dec 31 of each year of implementation	Contractor; SpO#1 Team	R4	SpO#1 Team
Intermediate Results (IR) 3.5: Improved skills amongst vocational centers' teaching staff							
Indicator: Number of teachers who attended training sessions on the targeted new skill areas	Definition: The training sessions will cover the following skill areas: <i><u>(JOG to provide short list)</u></i> Unit of Measure: Number	Contractors; USAID	DCM : - Review of Centers' documents; - Site visits CM: counting	- Baseline data collected in Nov. to Dec. 2000 - Performance data is collected and submitted no later than Dec 31 of each year of implementation	Contractor; SpO#1 Team	R4	SpO#1 Team
Comments/Notes:							

[Version .Nov 2001]

Annexe C

Liste des 15 Écoles Rurales d'EDDI Villages-Site (15) et Villages Polarisés (73)

- **Région de Louga** (21 villages-site et polarisés)

1. Ecole de Kadji Madia : 99 concessions

- a. Kadji Madia (site)
- b. Kadji Thiongue
- c. Kadji Nianguène
- d. Kadji Santhi Ndiomèn
- e. Kodirolele
- f. Gonaki

2. Ecole de Pete Ouarack : 78 concessions

- a. Pete Ouarack (site)
- b. Nguènt
- c. Yaari Dakhar

3. Ecole de Bellakho : 109 concessions

- a. Bellakho (site)

4. Ecole de Kanene Ndiob : 144 concessions

- a. Kanene Ndiob (site)
- b. Kanene Santhiou
- c. Nguembe Wolof
- d. Nguembe Peulh
- e. Santhiou Nguembe Peulh

5. Ecole de Gassane : 324 concessions

- a. Gassane (site)
- b. Bedal Diawli
- c. Touba Oldou
- d. Bel Tati
- e. Gassel Kohe
- f. Touba Gassane

- **Région de Diourbel** (31 villages-site et polarisés)

1. Ecole de Nderep : **173 concessions**

- a. Nderep Bayé (site)
- b. Louloup
- c. Mbadie
- d. Ndogo
- e. Thiathiaw

2. Ecole de Ndondol : **300 concessions**

- a. Ndondol (site)
- b. Wakhaldiame
- c. Same Khadane

3. Ecole de Sambé : **188 concessions**

- a. Sambé (site)
- b. Sambé Guinth
- c. Sambé Digue
- d. Ngaraf
- e. Ngoth
- f. Gouye Marane
- g. Ndinkou
- h. Tokossone 1
- i. Tokossone 2
- j. Mbel Pis
- k. Mbary
- l. Ndiawé

4. Ecole de Gouye Gui : **100 concessions**

- a. Gouye Gui
- b. Keur Mar Ndiaye
- c. Keur Addou Niane
- d. Keur Bandjiri Ka
- e. Keur Djiby Yade
- f. Mbamba Gouye Gui
- g. Keur Balla
- h. Bere
- i. Keur Mor Sarr
- j. Gouye Guène Peulh
- k. Kellèle Bathiory

- **Région de Fatick** (36 villages-site et polarisés)

1. Ecole de Mbellacadio : 203 concessions

- a. Mbellacadio (site)
- b. Keur Guedji
- c. Yari Mak
- d. Yari Tébé
- e. Mbelkhapam
- f. Massarna
- g. Keur Mang
- h. Modèle
- i. Sibdar
- j. Pakhareme
- k. Ngoral
- l. Khassème
- m. Keur Jibane

2. Ecole de Sagne : 112 concessions

- a. Sagne (site)
- b. Godaguène (une partie)
- c. Nianiane
- d. Mboudaye (une partie)
- e. Diack
- f. Ndiayène (une partie)
- g. Mbaffaye (une partie)

3. Ecole de Nema Nding : 65 concessions

- a. Nema Nding (site)
- b. Médine Santhie

4. Ecole de Koular Socé : 92 concessions

- a. Kouar Socé (site)
- b. Keur Seydou Ba

5. Ecole de Darou Guèye : 32 concessions

- a. Darou Guèye (site)
- b. Doyali Tcheckène
- c. Doyali Tchérère
- d. Darou Mbacke
- e. Keur Diame

6. Ecole de Ndiagne Kahone : 34 concessions

- a.** Ndiagne Kahone (site)
- b.** Ndiarlène
- c.** Peulhgue
- d.** Mbodiène
- e.** Petaigne (une partie)
- f.** Tewrou
- g.** Keur Soulèye

Total des Concessions (15 écoles) : 2,053 concessions

Annexe D

Sites Géographiques des Écoles et Centres

Nom de l'École	Latitude	Longitude
Région de Louga:		
CRETEF de Louga	Nord 15 37.136	Ouest 16 13.272
Ecole de Kadji Madia	Nord 15 27.673	Ouest 15 03.484
Ecole de Pete Ouarack	Nord 15 59.544	Ouest 15 38.578
Ecole de Bellakho	Nord 15 21.054	Ouest 16 20.884
Ecole de Kanene Ndiob	Nord 15 22.132	Ouest 16 10.463
Ecole de Gassane	Nord 14 49.270	Ouest 15 17.653
Ecole d'Artillerie	Nord 15 37.580	Ouest 16 13.396
Région de Diourbel:		
CRETEF de Bambey	Nord 14 41.946	Ouest 16 27.512
Ecole de Nderep	Nord 14 45.408	Ouest 16 34.640
Ecole de Ndongol	Nord 14 38.809	Ouest 16 35.265
École de Sambé	Nord 14 41.595	Ouest 16 10.502
École de Gouye Gui	Nord 14 44.441	Ouest 16 02.496
École de Sessene	Nord 14 38.897	Ouest 16 15.373
École de Gawane	Nord 14 48.121	Ouest 15 54.183
Région de Fatick:		
CRETEF de Fatick	Nord 14 20.077	Ouest 16 24.785
Ecole de Mbellacadio	Nord 14 20.466	Ouest 16 17.697
Ecole de Sagne	Nord 14 24.479	Ouest 16 24.505
Ecole de Nema Nding	Nord 13 42.591	Ouest 16 25.849
Ecole de Koular Socé	Nord 13 41.425	Ouest 16 10.332
Ecole de Darou Guèye	Nord 14 26.932	Ouest 16 02.162
Ecole de Ndiagne Kahone	Nord 14 21.051	Ouest 15 49.344
Région de Dakar:		
CRETEF de Pikine	Nord 14 44.864	Ouest 17 24.216
Pikine 23 A	Nord 14 46.757	Ouest 17 22.523
Pikine 23 B	Nord 14 46.734	Ouest 17 22.523
Pikine 20 A	Nord 14 46.661	Ouest 17 23.362
Pikine 20 B	Nord 14 46.674	Ouest 17 23.403
Pikine 7 A	Nord 14 45.410	Ouest 17 23.734
Pikine 7 B	Nord 14 45.384	Ouest 17 23.704
Colobane Lansar A	Nord 14 45.640	Ouest 17 23.345
Colobane Lansar B	Nord 14 45.614	Ouest 17 23.350
Malika Récepteur	Nord 14 47.084	Ouest 17 20.477
Mamadou Mady Ndiaye	Nord 14 46.122	Ouest 17 22.120
Khar Yalla	Nord 14 43.304	Ouest 17 27.317
Grand Médine	Nord 14 45.732	Ouest 17 26.966

Annexe E

Guide Méthodologique

Recueil de données pour l'Initiative EDDI au Sénégal

I. INTRODUCTION

La méthodologie proposée s'inscrit dans le cadre du suivi de l'Initiative EDDI de l'USAID. EDDI (Education pour le Développement et la Démocratie) a pour objectif de rehausser le niveau et la qualité d'éducation en Afrique afin de mieux intégrer celle-ci à l'économie globale. Au Sénégal, EDDI cherche à appuyer la participation et la rétention de jeunes filles dans le système éducatif de base. A cette fin, le Projet JOG Sénégal a été lancé en Décembre 2000 pour une durée de deux ans.

Le Projet JOG (Jeunes Filles et Femmes Orientées à Gérer l'Avenir du Sénégal) est exécuté par un bureau d'études américain (Creative Associates International) et deux ONGs sénégalaises (TOSTAN et ADEF/Afrique). JOG vise à améliorer l'environnement scolaire et mobiliser les communautés locales autour de 30 écoles primaires et 4 centres d'enseignement technique féminins dans quatre régions: Diourbel, Fatick, Louga, et la zone péri-urbaine de Dakar.

Afin de suivre l'état d'avancement du Projet JOG et partant de l'Initiative EDDI, l'AID/Sénégal a élaboré un groupe de 17 indicateurs qui permettent de déterminer les progrès réalisés dans les 34 écoles par rapport aux 3 Résultats Intermédiaires et 1 Objectif Spécial pour l'Éducation. L'Objectif Spécial, les Résultats Intermédiaires Clés, et leurs indicateurs sont détaillés dans un Plan de Suivi et d'Évaluation de la Performance d'EDDI (PMP en anglais).

En plus de générer une base de données permettant le suivi des 17 indicateurs et l'état d'avancement de bon nombre d'entre eux, la méthodologie proposée cherche à tirer au clair le niveau de participation et de satisfaction des groupes visés par le Projet JOG, à savoir: élèves, enseignants, parents, Associations des Parents d'élèves, et Comités de gestion d'école.

La méthodologie proposée pour suivre et évaluer les progrès d'EDDI au Sénégal est basée sur l'expérience de collecte et d'analyse de données effectuée en 2002, dénommée ici l'Exercice 2002. La méthodologie de cet exercice est décrite ici, en tenant compte des leçons apprises pendant sa mise en application en Février-Mars 2002 par l'équipe de L.T. Associates (cf. Annexe C du présent rapport).

II. L'EQUIPE DE COLLECTE ET D'ANALYSE

A. L'Equipe Principale

Une équipe principale de trois personnes devrait se charger de la collecte et d'analyse des données de suivi. La composition technique de cette équipe peut varier, mais cette équipe doit posséder une bonne expérience dans les questions de genre, l'enseignement élémentaire, et l'éducation des filles en particulier. L'un des co-équipiers doit être spécialiste dans la saisie et le traitement quantitatif des données collectées.

L'équipe principale de l'Exercice 2002 était composée d'experts dont l'expérience englobait les spécialisations suivantes: socio-économie, genre, techniques d'évaluation; éducation, sociologie, et développement communautaire; et suivi quantitatif et enquêtes de terrain. Cette combinaison de connaissances et d'expérience s'est avérée très utile et peut servir d'exemple pour l'avenir.

Le chef de cette équipe devrait être le représentant direct du bureau d'études chargé de mener à bien l'exercice de collecte et d'analyse. Cette personne devrait faire preuve d'une bonne expérience dans plusieurs domaines, notamment dans le suivi et évaluation de projets, l'éducation de base, et en genre.

B. Les Enquêteurs

Compte tenu des contraintes temporelles et de l'envergure de l'Exercice 2002, concernant aussi bien les indicateurs à couvrir que le nombre impressionnant de ménages, d'écoles, et de groupes-cible d'EDDI, l'Équipe principale a décidé de recruter un bon nombre d'enquêteurs à la fois expérimentés, de très bon niveau intellectuel, et possédant une connaissance pratique du terrain.

Étant donné la réussite de cette démarche, la méthodologie recommandée pour l'avenir s'inspire de cette expérience avec peu de changements.

1. Corps d'Enquêteurs Expérimenté

Les 6 enquêteurs les plus expérimentés (5 en 2002) dans le domaine des enquêtes devront participer au pré-test des questionnaires sur le terrain ; ensuite ils pourront mener l'enquête auprès des 12 écoles primaires et le CRETEF de Dakar et sa banlieue. Par la suite ce corps d'enquêteurs encadrera les 3 équipes de collecte dans les régions de Louga, Diourbel, et Fatick (2 par équipe).

- **L'Étape de Dakar**

Les 6 premiers enquêteurs, qui seront déployés dans un premier temps dans la région de Dakar, devront tous posséder un niveau post-licence et une bonne expérience du terrain. Ils constitueront les cadres principaux des 3 équipes envoyées par la suite dans les régions en dehors de Dakar. En cas de nécessité, ils prêteront main forte aux enquêteurs travaillant auprès des ménages.

- **L'Étape des Régions de l'Intérieur**

Pour mener à bien l'étude hors de Dakar, 3 équipes de 5 enquêteurs chacune (8 en 2002) devront être formées, comportant 2 enquêteurs de Dakar par équipe, plus 3 nouveaux (9 au total). Se joindront à ces enquêteurs, les 3 membres de l'Équipe principale (1 par équipe). Les 9 enquêteurs supplémentaires s'occuperont seulement de l'enquête ménage et seront essentiellement des agents de terrain issus du milieu rural et possédant une capacité d'approche confirmée.

2. Enquêteurs de Terrain

Ces agents de terrain chargés de l'enquête ménage pourraient être recrutés dans les chefs-lieux de département des régions de l'étude ; ce qui permettrait une réduction des coûts de

salaires et de logement par rapport à l'Exercice 2002. Cependant, une telle démarche aurait des inconvénients, surtout des risques liés au manque de connaissance du projet, de l'inexpérience, de fiabilité, et de cohérence. Etant donné la bonne réussite du groupe d'enquêteurs recruté à Dakar pour l'Exercice 2002, il semble que les économies dégagées par un recrutement sur place ne pourraient pas suffisamment compenser les inconnus qu'un tel recrutement poserait. Par conséquent, il est recommandé de procéder à un recrutement au niveau de Dakar, tout en exigeant la connaissance des langues locales nécessaires (Peulh, Serere, Mandingue) en plus d'une bonne expérience du milieu rural.

III. ETAPES D'ÉTUDE ET DE COLLECTE DES DONNÉES

A. L'Analyse Documentaire

Avant de passer à l'étape enquête, toute équipe chargée du suivi régulier ou ponctuel de l'Initiative EDDI, devra passer en revue les principaux documents d'EDDI, du Projet JOG, et des organismes d'exécution de ce dernier, à savoir Creative Associates International, TOSTAN, et ADEF/Afrique. Ces documents comporteront au moins les éléments suivants:

- Les rapports trimestriels du Projet JOG
- Le rapport final de l'Exercice 2002 de suivi de l'Initiative EDDI
- Le guide méthodologique de suivi de l'Initiative EDDI au Sénégal
- Le PMP (Performance Monitoring and Évaluation Plan) d'EDDI.
- Tout autre recherche documentaire complémentaire tant sur le projet EDDI/JOG que sur l'éducation de base au Sénégal.

B. Entretiens avec les responsables de l'AID/Sénégal et du Projet JOG

Dès le début du prochain exercice de suivi, l'Équipe principale s'entretiendra avec l'équipe EDDI/Sénégal, et avec les responsables du Projet JOG, à savoir : les directeurs des activités de Creative Associates International, TOSTAN, et ADEF/Afrique. La

collaboration avec ces organismes d'exécution s'est avérée cruciale pour la réussite de l'Exercice 2002. Il est très important que les formateurs et facilitateurs de TOSTAN et d'ADEF/Afrique soient au courant des déplacements des enquêteurs de suivi, ainsi que le personnel concerné des IDEN.

C. Formation des Enquêteurs

Cette formation constitue une étape extrêmement importante du processus de collecte de données. La phase formation peut être relativement facile dans la mesure où les enquêteurs auraient un bon niveau d'expérience du terrain, et l'habitude de travailler ensemble. C'est pourquoi la formation devrait mettre davantage l'accent sur la pratique que sur la théorie.

La formation permettra aux enquêteurs de se familiariser avec les outils de collecte (questionnaires), qu'ils devraient utiliser et pratiquer à travers des simulations. Elle permettra également d'harmoniser l'approche de la collecte, surtout auprès des ménages, compte tenu des expériences et leçons apprises dans les exercices de suivi antérieurs (2001 et 2002).

Désormais, la formation pourra être menée à bien en 2 jours, selon le schéma suivant:

Jour 1:

- Étude des fiches portant sur les écoles et centres :
 - fiche d'identification de l'école
 - fiches de participation et satisfaction du CGE et l'APE
 - fiches d'identification et de satisfaction des élèves
 - fiche enseignants
 - fiches portant sur les CRETEF/CETEF
- Traduction, simulations, exercices pratiques, jeux de rôles.

Jour 2:

- Étude de la fiche enquête ménage
 - identification population 7–8 et 15 ans
 - attitudes, participation, et satisfaction des parents
- Traduction, simulations, exercices d'application, jeux de rôles.

IV. CALENDRIER DE COLLECTE DES DONNÉES

L'Étape de Dakar

Tout comme pendant l'Exercice 2002, le corps des 6 enquêteurs, divisé en 3 équipes, plus les 3 membres de l'Équipe principale (1 par équipe), achèveront au bout de 5 jours (lundi à vendredi) l'enquête de Dakar et sa banlieue sur la base du schéma suivant :

Jour	Équipe 1	Équipe 2	Équipe 3
1	Pikine 23 A	Pikine 23 B	Pikine 20 A
2	Pikine 20 B	Pikine 7 A	Pikine 7 B
3	Colobane Lansar A	Colobane Lansar B	Malika Récepteur
4	Mamadou M. Ndiaye	Khar Yalla	Grand Médine
5	CRETEF de Pikine	--	--

L'Etape des Régions de l'Intérieur

Pour les régions de Louga, Diourbel, et Fatick, 3 équipes de 5 enquêteurs chacune, plus un membre de l'Equipe principale--ce qui fait un total de trois équipes de 6 personnes (18 en tout)-- iront dans les régions, à raison d'une région par équipe. Ceci reproduira l'expérience de l'Exercice 2002, avec néanmoins une réduction du nombre d'enquêteurs (5 par équipe au lieu de 7 ou 8).

Les 3 équipes de 6 personnes aura chacune son véhicule 4X4 avec chauffeur et devraient pouvoir mener à bien ses enquêtes en 13 jours de travail, si l'enquête ménage est réduite, d'une couverture de 100% (comme en 2002) a un échantillon de 33%. Si la couverture se maintient à 100% dans les exercices de suivi à venir, ces équipes auront besoin de 3 ou 4 jours de travail de plus.

Dans chaque région, les 2 enquêteurs du groupe les plus expérimentés (utilisés à Dakar) s'occuperont de la collecte des données auprès des groupes cible et des écoles, alors que les 3 autres s'occuperont uniquement des ménages. Ces derniers seront complétés par les 2 premiers dès que leur travail auprès des écoles aura pris fin.

Tout comme durant l'Exercice 2002, le travail dans les régions hors de Dakar pourra s'effectuer schématiquement comme suit, tout en supposant un départ le dimanche:

Jour	Equipe 1	Equipe 2	Equipe 3
	Région de Diourbel	Région de Louga	Région de Fatick
1	Voyage	Voyage	Voyage
2	CRETEF de Bambey	CRETEF de Louga	CRETEF de Fatick
3	Nderep	Artillerie	MBellacadio
4	Nderep	Pete Warak	MBellacadio
5	Ndondol	Kadji Madia	Sagne
6	Ndondol	Kadji Madia	Sagne
7	Sessene	Kadji Madia	Nema Nding
8	Révision des données	Révision données	Révision données
9	Gouy Gui	Gassane	Koular Socé
10	Sambé	Gassane	Koular Socé
11	Sambé	Mbellakho	Ndiagne Kahone
12	Gawane	Kanene Diop	Darou Guèye
13	Retour du terrain	Retour du terrain	Retour du terrain

V. OUTILS ET METHODOLOGIE DE COLLECTE DES DONNEES

L'Exercice 2002 a démontré l'utilité des 9 outils de collecte (questionnaires), qui seront proposés ici pour les exercices de suivi à venir. Chacun de ces outils s'accompagne de son approche méthodologique sur le terrain. La plupart de ces fiches visent les groupes-cible évoluant dans l'école et son environnement. Certaines d'entre elles couvrent en même temps plusieurs indicateurs. Par souci de clarté, nous présentons à la page 13 un tableau récapitulatif de la correspondance entre les outils d'enquête et les 17 indicateurs du PMP.

Préconiser l'usage de ces outils de collecte à l'avenir ne signifie nullement que leur contenu ne peut pas être modifié sur la base de l'expérience sur le terrain. Aussi peut-on envisager quelques modifications lors de la prochaine campagne de collecte comme cela a été fait au cours de l'Exercice 2002 (cf. Annexe C du Rapport de l'Exercice 2002).

A. Fiche d'Enquête Ménage

Questions Méthodologiques

L'approche de 2002 a consisté à faire un recensement systématique de tous les grands ménages (concessions ou carrés) dans un rayon de 5 kilomètres autour des 15 écoles primaires rurales d'EDDI. Ce recensement a touché plus de 2.000 concessions, de quelques dizaines à plus de 300 concessions selon les endroits. Il a été nécessaire de recenser non seulement les ménages du village principal, site de l'école, mais aussi tous les villages et hameaux polarisés par l'école, à moins que ceux-ci ne comptent déjà une école où fréquentent les enfants du CI.

Il est recommandé, qu'à l'avenir, l'envergure de cette enquête ménage soit réduite au tiers des ménages autour des écoles, un échantillon largement suffisant pour généraliser les mesures obtenues à toute la population environnante. Ceci permettra de réduire le nombre d'enquêteurs et les coûts afférents à l'exercice, sans pour autant réduire la validité des statistiques obtenues. La fiabilité, la consistance, et la possibilité de généraliser les données permettront un suivi du taux brut d'accès (TBA) au cours des années de l'Initiative EDDI.

Pour rendre fiable le calcul du TBA, il faudra tenir compte du problème des enfants de 6 ans au niveau du CI dans certaines écoles EDDI. Il y a au moins 3 raisons qui expliquent l'existence de ce phénomène: (1) la nécessité de recruter des enfants de 6 ans par défaut d'effectifs suffisants de 7 ans suite à la construction de nouvelles salles de classe dans les villages polarisés; (2) le désir de certains directeurs d'école de donner aux enfants des chances supplémentaires de réussite scolaire en les inscrivant un an avant l'âge légal; et (3) une grande campagne de sensibilisation des parents effectuée à la rentrée 2001. Ce sont autant de bonnes raisons qui justifient l'augmentation des inscriptions au CI, d'autant plus que l'âge exact des enfants est très difficile à déterminer, étant donné le manque d'extraits de naissance en milieu rural sénégalais. Certains directeurs d'école en sont venus à regarder la dentition de leurs élèves pour en estimer l'âge.

Dans les cas où les directeurs d'école font exprès de recruter un pourcentage élevé d'enfants de 6 ans, il serait malaisé de calculer le TBA en comparant les enfants de 7-8 ans dans les ménages avec les enfants de 7-8 ans au CI. Dans ces cas, les enfants de 7-8 ans seront déjà passés au CP, à moins de redoubler, ce qui se note dans les registres des enseignants. Dans ces cas, il serait plus raisonnable de comparer les enfants de 6-7 ans dans les ménages avec le même groupe d'âge au CI. Ceci pose un problème méthodologique dans la mesure où les écoles continuent à faire entrer les enfants un an avant l'âge légal.

Déroulement de l'Enquête

En arrivant sur les lieux, l'équipe entière se réunira avec le directeur de l'école, le CGE, l'APE, et le chef de village. Après une explication de l'approche, un croquis sera tracé indiquant les quartiers du village et les villages polarisés. Si besoin est, ce plan des lieux sera dessiné d'abord sur le sol ou au tableau noir, pour être reporté par la suite sur papier. De cette manière, les 3 enquêteurs, épaulés par la suite par les 2 enquêteurs chargés des groupes cible et l'école, sauront où se diriger avec le véhicule. Comme pour le déroulement de l'exercice 2002, des guides seront absolument nécessaires pour retrouver tous les hameaux et concessions isolées desservis par l'école.

Dès que le plan d'approche aura été établi, le véhicule de l'équipe déposera les enquêteurs dans leur quartier respectif pour repasser les chercher par la suite. En cas de besoin, le véhicule s'occupera de redéployer certains des enquêteurs dans d'autres villages ou hameaux tout au long de la journée.

L'objectif sera de toucher l'échantillon complet de concessions en une seule journée. Si cela s'avère impossible, l'équipe retournera le lendemain pour terminer le travail ou passera la nuit dans le village site de l'école.

A part la nécessité d'inclure toutes les concessions choisies dans l'enquête, que ce soit le tiers, la moitié, ou la totalité de celles-ci, la fiche d'enquête ménage contient plusieurs types de questions à poser aux interlocuteurs sur place. Ceux-ci doivent être des adultes, hommes et femmes, et pas nécessairement le chef de concession (carré). Ceci peut poser un problème délicat, si le chef de concession est un vieillard indubitablement au-delà de l'âge d'avoir des enfants scolarisables.

Il y a tout d'abord l'identification de tous les enfants âgés de 7 - 8 ans résidant dans la concession. Dans les cas où les écoles recrutent un grand nombre d'enfants de 6 ans, ceux-ci doivent être recensés aussi. La date de référence est leur âge au moment de la rentrée scolaire de l'année de l'enquête. Ils doivent déjà avoir sept ou huit ans révolus en ce moment-là. Les enfants doivent être comptés même s'ils sont absents provisoirement (c'est à dire, quelques semaines ou mois), comme c'est le cas des filles de 15 ans faisant un travail saisonnier ailleurs. Toutefois, il ne faudra pas les inclure si en réalité, ils vivent en permanence ailleurs dans le village ou en dehors du village.

La seconde partie de la fiche ménage est l'énumération des filles de 15 ans vivant toujours dans la concession ou étant venues à la concession par le biais du mariage (ou pour toute autre raison). Toutefois, il faudra que les enquêteurs prennent soin de noter le nombre de filles de 15 ans absentes du village de manière permanente.

Les quatre parties restantes de cette fiche concernent les attitudes, connaissances, participation, et satisfaction des adultes dans chaque concession recensée. Les questions seront adressées à au moins une personne adulte de la concession. Parfois le fait de se trouver en face de plusieurs personnes intéressées amènera l'enquêteur à traiter les interviews comme un entretien en groupes (*focus group*).

B. Fiche d'identification des élèves au cours d'initiation

Il sera nécessaire d'examiner le registre du directeur et le comparer avec celui de l'enseignant. En cas de différence, celui de l'enseignant fait foi. Cependant, il sera nécessaire de noter non seulement les âges, mais aussi les noms des élèves, afin de les comparer au chiffre officiel. Les enquêteurs devront poser des questions à l'enseignant en cas de divergence avec le registre du directeur.

Puisque le chiffre officiel d'inscription s'établit à quelques semaines de la rentrée, il est probable que quelques élèves auront déjà abandonné le CI depuis le comptage officiel. Il faudra confirmer auprès de l'enseignant les cas d'abandons. Évidemment, il faut distinguer entre les enfants absents pour raisons de maladie ou voyage de courte durée, et ceux qui ont vraiment abandonné.

Il sera important en plus de distinguer entre les enfants inscrits pour la première fois en CI et ceux qui sont en train de redoubler. Un enfant peut être considéré redoublant, même s'il n'a pas terminé toute l'année de sa première tentative.

Ce calcul des nouveaux inscrits en CI, comme nous l'avons vu, constituera le numérateur du Taux d'Accès Brut (TBA) de l'année de l'enquête, tandis que le comptage des élèves scolarisables de 7-8 ans tiré du recensement des ménages en sera le dénominateur. Le calcul de ce taux pourrait être fait pour l'ensemble des élèves et par sexe. Le problème des enfants de 6 ans dans certaines écoles a été évoqué ci-dessus.

La responsabilité de l'énumération des élèves de CI incombera à l'un des 2 enquêteurs qui restent auprès de l'école.

C. Fiche d'identification de l'école primaire

Cet outil de collecte sera utilisé évidemment dans l'école même, non pas seulement pour localiser l'école, mais aussi pour compter le nombre de classes et de cours, énumérer le total des élèves, recenser le personnel enseignant par sexe et par type, et prendre note de l'existence et de l'état des sanitaires, points d'eau, clôtures, et fournitures scolaires. La responsabilité de cette fiche incombera à l'un des 2 enquêteurs restant au niveau de l'école et non impliqué dans les recensements et interviews auprès des ménages.

D. Fiche des Enseignants

Cette fiche sera utilisée dans les écoles primaires rurales et péri-urbaines et aura, comme nous l'avons vu auparavant, plusieurs fonctions, notamment à déterminer (1) le degré de participation des enseignants aux formations faites par le Projet JOG ; (2) leur niveau de participation dans les CGE ; (3) l'utilisation de l'approche genre dans l'enseignement ; (4) le niveau de satisfaction avec les services offerts par JOG; et (5) le taux de couverture effectif des fournitures scolaires (ardoises, stylos, crayons, crayons couleur, gommes, règles, et compas) fournis aux écoles dans le cadre de l'Initiative EDDI.

La manière dont les équipes d'enquêteurs recueilleront les réponses à leurs interrogations diffère de la méthode d'entretien en groupe (*focus group*) utilisée avec la majorité des autres

groupes cible. La fiche sera distribuée directement aux enseignants et collectée quelque temps plus tard, ou bien l'enquêteur s'entretiendra directement avec chaque enseignant. Il sera important de vérifier le niveau de réception et l'usage des fournitures scolaires pour chaque classe, ainsi que la qualité et la diversité des outils de gestion du directeur de l'école.

E. Fiche d'entretien avec l'Association des Parents d'Elèves

Dans la mesure du possible, un entretien sera mené avec au moins le bureau de l'Association des Parents d'Elèves, dans la mesure où elle existe réellement et si elle se distingue dans la pratique du Comité de Gestion de l'Education. D'après l'expérience acquise en 2002, les fonctions des APE dans les écoles EDDI ont été cooptées par les CGE. Néanmoins, l'APE reste une association de parents, et non pas un groupe hétérogène comme le CGE.

Les membres disponibles de l'APE seront interviewés sous forme de focus group pour déterminer les types d'actions entreprises au bénéfice de l'école, leur niveau de connaissance du Projet JOG, leur participation aux activités du projet, et leur niveau de satisfaction des services fournis par ce dernier.

L'un des 2 enquêteurs de la sous-équipe de l'école s'occupera de cet entretien. Cette même personne devra entreprendre par la suite l'entretien avec le Comité de Gestion de l'Education, car il s'avère que le CGE est une APE élargie.

F. Fiche d'Entretien avec le Comité de Gestion de l'Education

Les membres de ce comité devraient compter une grande variété de parents, enseignants, et notables locaux. La même suite de questions sera posée tant au CGE qu'à l'APE, notamment celles concernant les niveaux de connaissances, participation, et satisfaction au sujet des activités du Projet JOG. Comme il a été dit précédemment, le même enquêteur s'entretiendra avec le CGE et l'APE.

G. Fiche de satisfaction des élèves en Cours Moyen 1-2

Cette fiche a pour but de mesurer le degré de connaissances et de satisfaction des élèves de Cours Moyen 1 et Cours Moyen 2 des services du projet. Ceci se fera par le biais d'un focus group avec quelques membres de ces cours choisis au hasard, mais comprenant des garçons et des filles.

H. Fiche CRETEF/CETEF

La fiche des CRETEF/CETEF cherche à fournir les données nécessaires pour satisfaire la plupart des indicateurs se rapportant aux Centres d'enseignement technique féminin. La fiche a trait à l'identification des Centres, aux filières d'enseignement, aux effectifs des enseignants et des élèves, de même que l'environnement physique. Les enquêteurs commenceront par chercher ces informations parallèlement à l'entretien qu'ils auront avec la directrice. Puisque le Projet JOG est censé avoir fourni un équipement à ces Centres, les enquêteurs se pencheront sur la vérification de l'état actuel de 5 machines à coudre en rapport avec le nombre de filles inscrites.

L'environnement hygiénique, à savoir la situation des sanitaires et points d'eau, sera appréciée à travers une observation directe des membres de l'équipe.

Les montants, ainsi que l'utilisation, des ressources générées par les activités des élèves dans les Centres, seront indiqués de manière précise.

I. Fiche équipe pédagogique et élèves CRETEF/CRETEF

Les indicateurs restants qui visent le suivi des progrès des Centres techniques seront poursuivis durant l'entretien de l'équipe d'enquêteurs avec l'équipe pédagogique. Le plus important dans cet entretien sous forme de focus group, sera la vérification de la participation des enseignants aux formations offertes par EDDI/JOG en entrepreneuriat et dans la transformation et conservation des produits, ainsi que leur niveau de satisfaction vis à vis de ces formations.

Une attention particulière sera accordée au nombre de stages reçus par les filles en dernière année de formation. Une vérification du nombre de modules de formation à la vie active actuellement utilisés dans ces Centres complétera l'information recherchée dans l'entretien avec les enseignants.

Finalement, cette fiche mesurera le degré de satisfaction des élèves par rapport aux services fournis par le projet. Ces données seront recueillies par le biais d'un focus group composé essentiellement d'élèves en dernière année de formation.

J. Rapports entre outils de collecte et indicateurs

Indicateurs	Source information	Outils
1. Taux Brut d'Accès	Classe CI Concessions/ménages	Fiche élèves en CI ; fiche enquête ménages
2. Participation filles de 15 ans à des formations	Concessions/ménages	Fiche enquête ménages
3. Actions entités locales	APE, CGE, CL	Fiche APE ; fiche CGE; fiche CRETEF /CRETEF
4. Pourcentage parents favorables à l'éducation	Concessions/ménages	Fiche enquête ménages (2 ^e partie)
5. Nombre écoles satisfaisant minimum de qualité	Ecole	Fiche école; observation directe
6. Nombre enseignants utilisant approche sensible au genre	Ecole	Fiche enseignants

7. Nombre enseignants formés en genre	Ecole	Fiche enseignants
8. Nombre écoles avec sanitaires	École	Fiche école; observation directe
9. Pourcentage élèves disposant fournitures de base	Elèves et enseignants	Fiche enseignants; observation directe
10. Nombre modules en éducation à la vie active exécutés	École (CM1 / CM2)	Fiche enseignants; fiche élèves
11. Quantité de ressources générées par les activités CRETEF/CRETEF	Equipe pédagogique (CRETEF / CRETEF)	Fiche équipe pédagogique/élèves
12. Nombre Centres qui satisfont le standard minimum	CRETEF/CRETEF	Fiche équipe pédagogique/élèves
13. Nombre Centres avec sanitaires	CRETEF/CRETEF	Fiche CRETEF/CRETEF
14. Ratio: élèves en fin de cycle/machines à coudre	CRETEF/CRETEF	Fiche CRETEF/CRETEF
15. Nombre modules à la vie active exécutés pour adolescents	Equipe pédagogique	Fiche équipe pédagogique/élèves
16. Nombre de stages dernière année obtenus en 2000-01	Equipe pédagogique	Fiche équipe pédagogique/élèves
17. Nombre enseignants formés aux nouveaux programmes	Equipe pédagogique	Fiche équipe pédagogique/élèves

VI. SAISIE ET TRAITEMENT DES DONNEES

Les 9 outils élaborés pour la collecte des données, aussi bien au niveau des écoles primaires qu'au niveau des CRETEF et CRETEF, seront configurés pour un traitement informatique avec SPSS ou autre logiciel approprié, qui pourrait bien être MS Excel dans la mesure où l'enquête ménage est ramenée à l'avenir à un échantillon plus réduit qu'en 2002.

A. Codification

Les questionnaires validés feront l'objet d'une pré-codification à l'exception de certaines variables (surtout celles qui comportent les rubriques « autres »). La codification complète interviendra à la fin de la phase collecte. L'équipe technique chargée de l'exploitation des données procédera avant

le démarrage de la collecte à la préparation des masques de saisie (maquettes installées dans SPSS).

B. Contrôle de la conformité des données recueillies et saisies

Chaque chef d'équipe se chargera en fin de journée de centraliser l'ensemble des questionnaires remplis, mais aussi et surtout de vérifier la conformité des données recueillies. L'objectif est non seulement de contrôler la qualité du travail effectué, mais aussi de minimiser les erreurs et éviter les pertes de temps liées à un éventuel retour sur le terrain.

Ce même travail de contrôle se poursuivra durant la phase de saisie, pendant laquelle des corrections seront apportées aux erreurs décelées.

C. Saisie

Compte tenu de la diversité des supports et du volume de travail très important, même dans le cas d'un échantillon du tiers des concessions, la saisie se fera simultanément avec la collecte. A ce titre, l'option qui consiste à mener l'enquête dans la zone de Dakar avant les autres régions aura comme avantage de minimiser d'éventuels retards. Comme cela s'est fait pendant l'Exercice 2002, les questionnaires remplis durant la première semaine de collecte dans les régions devront être acheminés vers Dakar pour être saisis.

L'équipe de saisie et de traitement informatique doit être composée de personnel de saisie expérimenté et de techniciens dans ce domaine, disposant de plusieurs postes fixes (4 en 2002). Ceux-ci doivent être des spécialistes, ne s'occupant que de ce genre d'analyse. Cependant, il est important d'impliquer ce groupe dans la construction des questionnaires, car les valeurs qu'ils vont sortir de l'analyse doivent nécessairement répondre aux besoins des enquêtes. Si l'équipe d'analyse est trop coupée de l'équipe de formulation des outils de collecte, une certaine incompréhension des objectifs de chaque partie des questionnaires pourrait surgir.

D. Exploitation

L'exploitation des résultats pourrait se faire avec SPSS ou même MS Excel (SPSS en 2002). Le nombre de réponses étant relativement réduites dans la plupart des questionnaires (sauf l'enquête ménage et l'enquête enseignant), la saisie et le traitement des données ne s'erigent pas en problème et ne sauraient avoir besoin de SPSS. L'enquête enseignant, avec plus de 200 réponses, est cependant maniable avec Excel, d'autant plus que le calcul des valeurs des indicateurs ne demandent pas une analyse statistique approfondie.

Reste l'enquête ménage avec ses réponses chiffrées à plus de 2,000. Néanmoins, la saisie de cette enquête pourrait se faire au moyen d'Excel, d'autant plus que l'USAID a besoin de ces données sous forme d'Excel pour mettre à jour sa propre base de données au fil des années. Au vu de la grande taille des tableaux de cette enquête ménage, une attention accrue devrait être de mise lors de la saisie et du traitement des données brutes arrivant du terrain.

L'une des raisons pour lesquelles il est recommandé d'utiliser Excel à l'avenir, est que peu de gens connaissent le fonctionnement de SPSS, limitant ainsi son utilisation. Par comparaison, Excel est connu de beaucoup. L'utilisation d'un échantillon d'un tiers (ou moins) de concessions réduirait

le nombre de réponses dans l'enquête à moins de 700, rendant Excel encore plus acceptable pour dépouiller les réponses.

Le rapport devrait être rédigé en MS Word et la base de données fournie en MS Excel. Le texte du rapport contiendra des tableaux récapitulatifs en MS Word portant sur les indicateurs du PMP et la participation et satisfaction des groupes-cibles.

Dans un souci d'efficacité, le rapport pourrait premièrement présenter les tableaux-clé en rapport avec les 17 indicateurs couverts. L'ensemble des données supplémentaires recueillies auprès des différents acteurs, y compris les sections des questionnaires traitant des suggestions et recommandations, l'observation directe de la part des enquêteurs, et des contacts et entretiens informels, contribueront dans une large mesure à alimenter et à enrichir les analyses quantitatives.

Annexe F

Les Outils de Collecte de Données

N°

Fiche A : **ENQUETE CONCESSION/MENAGE**

*(Recensement des enfants âgés de 7 et 8 ans, des filles de 15ans
/ Perception des populations de la scolarisation des filles)*

I – IDENTIFICATION

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulés</i>	<i>Codes</i>
Région :		
IDEN :		
Commune		
Communauté rurale :		
Nom du Village		
Nom de l'école :		
Nom du chef de Concession :		
Nombre de ménages dans la Concession :		
Statut Répondant principal		

II – IDENTIFICATION DES ENFANTS ÂGÉS DE 7 et 8 ANS

N°	Prénoms & Nom	Sexe	Age	Résidence	Situation éducative (école française)
		1 = <i>fille</i> 2 = <i>garçon</i>)	(Mettre l'age révolu)	1=présent 2=absent	1 = <i>n'est pas inscrit,</i> 2 = <i>inscrit cette année,</i> 3 = <i>inscrit l'année dernière)</i>
1					
2					
3					
4					
5					
6					

7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
19					
20					

III – IDENTIFICATION DES FILLES ÂGÉES DE 15 ANS

N°	Prénom & Nom	Participation à des formations : <i>1 = oui et 0 = non</i>							
		1= présente 2=absente	A fait une formation	Ecole française	Arabe	ECB	Alph	Format techniq	Autrès
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									

IV – PERCEPTION/ ATTITUDE PAR RAPPORT A L'ÉDUCATION ET A LA SCOLARISATION DES FILLES

Prénom et Nom du répondant SexeAge /...../

1. Vous avez un enfant en age d'aller à l'école française, choisiriez-vous de l'inscrire ?

1 = oui ; 2= non

2. Vous avez un garçon et une fille en age d'aller à l'école, est-il aussi important pour vous d'inscrire la fille que le garçon ?

1 = la fille ; 2 = le garçon ; 3 = indifféremment

3. Vous avez un garçon et une fille à l'école ; vous êtes obligé de retirer l'un d'entre eux pour des raisons de prise en charge financière, vous choisirez de sortir : **1 = la fille ; 2 = le garçon**

4. Si la réponse à la question est **1**, maintiendriez-vous la même option si la fille est plus performante ? **1 = oui ; 0 = non**

5. Pensez vous que les filles doivent aller aussi loin que les garçons à l'école ? **1 = oui ; 0 = non**

6. Vous avez une fille en age de se marier et qui est à l'école, auriez-vous choisi de : **1 = la laisser poursuivre les études ; 2 = arrêter les études pour se marier ; 3 = la laisser cumuler mariage et études ; 4=Autre réponse**

V – NIVEAU CONNAISSANCE DU PROJET

7. Connaissez- vous le projet JOG ? **1 = oui ; 0 = non**
(Si c'est non, mettre le code sans objet pour toutes les autres questions)

8. Êtes vous au courant de la présence de facilitateurs ? **1 = oui ; 0 = non 2=sans objet**

VI – PARTICIPATION

9. A laquelle des activités du projet avez-vous le plus participé ?
1= cotisation ; 2 = service (main d'œuvre) pour construction ou réhabilitation ; 3 = participation aux formations ; 4 = autres à préciser 5=sans objet

VII – NIVEAU DE SATISFACTION

10. Êtes vous satisfaits des services du projet ? **1=satisfait 2=Assez satisfait 3= Pas satisfait**

Mettre pour chaque aspect, dans la colonne appréciation :

1 = si très satisfait ; 2 = satisfait ; 3 = peu satisfait ; 4 = pas satisfait ; 5 = du tout 6 =sans objet

Aspects à apprécier	Appréciation
-Construction réhabilitation	
-Fournitures	
-Formation des comités de gestion	
-Formation à la vie active/ alphabétisation	
-Autres à préciser	

VIII – SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS

- a.....
- b.....
- c.....

Prénom et Nom de l'Enquêteur :	Date :
--------------------------------	--------

Fiche B : **IDENTIFICATION ÉLÈVE CLASSE DE C I**

N°.....

I – LOCALISATION

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulés</i>	<i>Codes</i>
Région :		
IDEN :		
Commune		
Communauté rurale :		
Village		
Nom de l'école :		
Classede :		
Type de classe (<i>traditionnelle, CCM, CFD</i>)		

II – IDENTIFICATION DES ELÈVES

N°	Prénom & Nom	Sexe 1 = <i>fil</i> 2 = <i>garçon</i>	Age Mettre le nombre d'années	Situation à l'inscription 1=Nouvelle inscription 2=Redoublant 1 ^{ère} fois 3= Abandon/Transfert
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				

15				
16				
17				
18				
19				
20				
21				
22				
23				
24				
25				
26				
27				
28				
29				
30				
31				
32				
33				
34				
35				
36				
37				
38				
39				
40				
41				
42				
43				
44				
45				
46				
47				
48				
49				
50				
51				
52				
53				
54				
55				
56				
57				
58				
59				
60				
61				

62				
63				
64				
65				
66				
67				
68				
69				
70				
71				
73				

Fiche C : **IDENTIFICATION ECOLE**

N°.....

I – LOCALISATION

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulés</i>	<i>Codes</i>
1-Région :		
2-IDEN :		
3-Commune		
4-Communauté rurale :		
5-Nom de l'école :		
6-Directeur: (Homme/Femme)		

II – IDENTIFICATION

- 7-nombre de classes : /...../
- 8-nombre de cours : /...../
- 9-nombre de cours **CDF / CCM** : /...../
- 10-nombre d'élèves : **garçons** /...../ **filles** /...../

III – PERSONNEL ENSEIGNANT

- 11-Nombre : **hommes** /...../ **femmes** /...../
- 12-Nombre enseignants arabe **hommes**/...../ **femmes** /...../
- 13-Nombre d'enseignants volontaires **hommes** /...../ **femmes** /...../
- 14-Nombre d'enseignants titulaires (CAP) **hommes** /...../ **femmes** /...../
- 15-Nombre d'enseignants Contractuels **hommes** /...../ **femmes** /...../

IV – ENVIRONNEMENT DE L'ÉCOLE

16-Existe-t-il des sanitaires dans l'école? **1= Oui 2= Non**

(Si la réponse est Non, passer à la question n° 21

1= Oui 2= Non

17-Sont-ils fonctionnels ?

18-Existe-t-il des sanitaires séparés pour filles et garçons ? **1= Oui 2= Non**

19- Le nombre de cabines (WC/ Urinoirs) fonctionnels pour élève

/...../

20-Existe-t-il un point d'eau dans votre école **1= Oui 2= Non**

21-Existe-t-il de l'eau courante dans votre école **1= Oui 2= Non**

22-Existe-t-il un mur de clôture dans votre école ? **1= Oui 2= Non**

23- Nombre d'enseignants formés en genre

/...../

24- Nombre d'enseignants utilisant des méthodes sensibles en genre

/...../

NB : A recueillir pour chaque école :

Longitude :

Latitude :

Prénom et Nom de l'Enquêteur :

Date :

FICHE D : QUESTIONNAIRE ENSEIGNANT

N°.....

I – IDENTIFICATION

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulés</i>	<i>Codes</i>
1-Région :		
2-IDEN :		
3-Commune		
4-Village		
5-Communauté rurale :		
6-Nom de l'école :		
7-Prénom/Nom l'enseignant		
8-Classe de : (CI au CM2)		

II – FORMATION SUR LE PROGRAMME GENRE

9-Avez-vous bénéficié d'une formation en genre ? **1=oui** **2=non**

(Si la réponse est Non, passer à la question N°11)

10-Si oui, quelle appréciation faites vous de la pertinence du contenu de cette formation ?

1=très pertinent **2= pertinent** **3=peu pertinent** **4= pas pertinent**

5= non concerné (.c.a.d n'as pas reçu de Formation)

III – NIVEAU D'APPLICATION

11- Appliquez-vous l'approche genre dans vos enseignements ? **1=oui** **2=non**

Si oui, comment ?

.....

.....

.....

.....

12-Utilisez-vous les grilles d'observation genre ?

1=oui **2=non**

13-Existe-t-il un club genre fonctionnel dans votre école ? **1=oui 2=non**

14-Avez-vous tenu au moins une réunion relative au genre avec les communautés ?
1=oui 2=non

(Les questions 15 et 16 s'adressent uniquement aux maîtres des classes CM1 et CM2)

15-Les modules à la vie active sont-ils introduits dans votre classe ?

16-Si oui, combien de modules /...../

IV – COUVERTURE EN MANUELS/ PETIT MATÉRIEL

17- Nombres d'élèves disposant de manuels de Lecture / Total.....

18 -Nombre d'élèves disposant de manuels de Calcul / Total.....

19-Nombre d'élèves disposant des deux manuels / Total.....

20-Avez –vous reçu un lot de fournitures (petit matériel : bic, gomme, cahiers..) pour votre classe ?

1=oui 2=non

V – NIVEAU DE SATISFACTION

21-Étés vous satisfaits des services du projet ? **1=satisfait 2=Assez satisfait 3= Pas satisfait**

Mettre pour chaque aspect, dans la colonne appréciation :

1 = si très satisfait ; 2 = satisfait ; 3 = peu satisfait ; 4 = pas satisfait ; 5 = du tout 6 =sans objet

Aspects à apprécier	Appréciation
-Construction/ réhabilitation	
-Fournitures	
-Formation des comités de gestion	
-Formation à la vie active/ alphabétisation	
-Autres à préciser	

VI – SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS

- a.....
- b.....
- c.....

Prénom et Nom de l'Enquêteur :	Date :
--------------------------------	--------

Fiche E : QUESTIONNAIRE A.P.E
(Association des parents d'élèves)

N°.....

I – IDENTIFICATION

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulés</i>	<i>Codes</i>
1-Région :		
2-IDEN :		
3- Commune :		
4-Communauté rurale :		
5-Nom de l'école :		
6-Nombre de participants au focus (de préférence 3H et 3F)		

II – PARTICIPATION A LA VIE DE L'ECOLE

7-L' APE a-t-elle contribué à la vie de l'école depuis la rentrée ? **1= Oui 2= Non**
(Si Non passer au point 8, Si oui dans quel domaine)

Domaines de Participation	
- Main d'œuvre pour la construction réhabilitation	Nbre de fois /...../
- Sensibilisation information	Nbre de fois /...../
- Cotisations	Nbre de fois /...../
- Confection d'équipements	Nbre de fois /...../
- Actions d'assainissement	Nbre de fois /...../
- Réunions tenues	Nbre de fois /...../
- Montant en casse	Montant /...../
- Facilitateurs hébergés	Nombre
- Autre :	

III – NIVEAU DE SATISFACTION

8-Êtes vous satisfaits des services du projet ? **1=satisfait 2=Assez satisfait 3= Pas satisfait**

Mettre pour chaque aspect, dans la colonne appréciation :

1 = si très satisfait ; 2 = satisfait ; 3 = peu satisfait ; 4 = pas satisfait ; 5 = du tout 6 =sans objet

Aspects à apprécier	Appréciation
-Construction réhabilitation	
-Fournitures	
-Formation des comités de gestion	
-Formation à la vie active/ alphabétisation	
-Autres à préciser	

IV – SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS

- a.....
- b.....
- c.....
- e.....

Prénom et Nom de l'Enquêteur :	Date :
--------------------------------	--------

Fiche F : **QUESTIONNAIRE COMITE DE GESTION**

N°.....

I – IDENTIFICATION

Rubriques	Intitulés	Codes
1-Région :		
2-IDEN :		
3-Commune :		
4-Communauté rurale :		
5-Nom de l'école :		
6-Nombre de participants au focus (de préférence 3H et 3F)		

II – PARTICIPATION A LA VIE DE L'ÉCOLE

7- Le comité de gestion a-t-il contribué à la vie de l'école depuis la rentrée ? **1= Oui 2= Non**
(Si Non passer au point, Si oui dans quel domaine)

Domaines de Participation	
- Main d'œuvre pour la construction réhabilitation	Nbre de fois /...../
- Sensibilisation information	Nbre de fois /...../
- Cotisations	Nbre de fois /...../
- Confection d'équipements	Nbre de fois /...../
- Actions d'assainissement	Nbre de fois /...../
- Réunions tenues	Nbre de fois /...../
- Montant en casse	Montant /...../
- Facilitateurs hébergés	Nombre
- Autre :	

III – NIVEAU DE SATISFACTION

8-Êtes vous satisfaits des services du projet ? **1=satisfait 2=Assez satisfait 3= Pas satisfait**

Mettre pour chaque aspect, dans la colonne appréciation :

1 = si très satisfait ; 2 = satisfait ; 3 = peu satisfait ; 4 = pas satisfait ; 5 = du tout 6 =sans objet

Aspects à apprécier	Appréciation
-Construction réhabilitation	
-Fournitures	
-Formation des comités de gestion	
-Formation à la vie active/ alphabétisation	
-Autres à préciser	

IV – SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS

- a.....
- ...
- b.....
- ..
- c.....
- ...
- e.....
- ...

Prénom et Nom de l'Enquêteur :	Date :
--------------------------------	--------

FICHE G : QUESTIONNAIRE ELEVE

N°

I – LOCALISATION

Rubriques	Intitulés	Codes
1-Région :		
2-IDEN :		
3-Commune		
4-Communauté rurale :		
5-Nom de l'école :		
6-Nombre de participants		

II – NIVEAU D'INFORMATION SUR LES ACTIVITÉS DU PROJET

6-Connaissez vous le projet qui appuie votre école ? **1=oui 2=non**

--

7-Quels changements avez-vous constaté dans votre école depuis l'intervention du projet JOG ?

.....

.....

.....

.....

III – NIVEAU DE SATISFACTION

8-Êtes vous satisfaits des services du projet ? 1=satisfait 2=Assez satisfait 3= Pas satisfait

Mettre pour chaque aspect, dans la colonne appréciation :

1 = si très satisfait ; 2 = satisfait ; 3 = peu satisfait ; 4 = pas satisfait ; 5 = du tout 6 =sans objet

Aspects à apprécier	Appréciations
-Construction de classe	
-Clôture de l'École	
-Éducation à la vie active	
- fournitures	
-Existences toilettes fonctionnelles	
-Autres à préciser	

IV – SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS

a.....

...

b.....

...

c.....

...

Prénom et Nom de l'Enquêteur :

Date :

FICHE H : CRETEF / CETEF

I – LOCALISATION

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulés</i>	<i>Codes</i>
Région :		
Département :		
Nom du Centre :		
Statut du centre (préciser CRETEF ou CRETEF) :		

II – FORMATION

Niveaux Filières	1^{ère} année	2^{ème} année	3^{ème} année
Restauration			
Couture			
Hôtellerie			
Artisanat			
Autre à préciser			

III – PERSONNEL ENSEIGNANT

Numéro	Prénoms et Nom	Matière enseignée	Statut
1			

IV – ÉQUIPEMENT

Nature équipement	Nombre	État

V – ENVIRONNEMENT HYGIÈNE

Rubriques	Nombre	État
Sanitaires élèves		
Sanitaires enseignants		
Eau courante		

VI – RESSOURCES GÉNÉRÉES (Oct. 2000 – Juin 2001)

Activités génératrices de revenus menées	Revenus générés	Part des revenus réinvestis :	Responsable de la gestion des fonds :

FICHE I : ÉQUIPE PEDAGOGIQUE/ ELÈVES (CRETEF/CRETEF)

I – IDENTIFICATION

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulés</i>	<i>Codes</i>
Région :		
Département:		
Nom du Centre :		

II – FORMATIONS REÇUES

Formation	Date	Durée	Appréciation

III – APRÈS FORMATIONS

- Nombre de modules à la vie active enseignés /...../
- Nombre d'enseignants ayant au moins une formation technique /...../
- Nombre de filles en dernière année ayant bénéficié de stage lors de la en 2000 – 2001

IV – RELATION AVEC L'EXTÉRIEUR

Structures partenaires	Type de collaboration

V – NIVEAU DE SATISFACTION (Équipe pédagogique)

Êtes vous satisfaits des services du projet ? 1=satisfait 2=Assez satisfait 3= Pas satisfait

Mettre pour chaque aspect, dans la colonne appréciation :

1 = si très satisfait ; 2 = satisfait ; 3 = peu satisfait ; 4 = pas satisfait ; 5 = du tout 6 =sans objet

Aspects à apprécier	Appréciation

SUGGESTIONS / RECOMMANDATIONS

.....

.....

.....

.....

VI – NIVEAU DE SATISFACTION (Elèves)

Êtes vous satisfaits des services du projet ? **1=satisfait 2=Assez satisfait 3= Pas satisfait**

Mettre pour chaque aspect, dans la colonne appréciation :

1 = si très satisfait ; 2 = satisfait ; 3 = peu satisfait ; 4 = pas satisfait ; 5 = du tout 6 =sans objet

Aspects à apprécier	Appréciation

SUGGESTIONS / RECOMMANDATIONS

.....

.....

.....

.....

.....

Annexe G

Bibliographie

1. Rapport sur l'état de l'éducation en Afrique
Les progrès réalisés dans l'éducation des filles et des femmes (UNESCO – 1999).
2. Les facteurs de la sous-scolarisation des filles au Sénégal (UNICEF-Dakar).
3. Etude complémentaire à celle des facteurs de sous-scolarisation des filles (par Madame Danielle E. KAMARA/LaGardere) Sénégal, Mai 1995).
4. Trends in the status of women : an overview of national reports for the fourth world conference (cf) on women : (August 1995) Regional Bureau for Africa.
5. The education of girls : The Ouagadougou declaration and framework for action, 1993.
6. Des filles et des femmes en Afrique, une approche UNICEF pour mettre fin au cycle de l'adversité. UNICEF, 1994.
7. UN Convention on consent to marriage, minimum âge for marriage and registration of marriages, 1962.
8. UN Convention on the political rights of women (1976-1980). World Plan of Action, 1976.
9. Education des filles : Quelles perspectives pour l'Afrique Sub-Saharienne au XXIe siècle. Alphonsine Bouya 1993.
10. The world summit of children, UNICEF, September 1990.
11. Les Stratégies Prospectives d'Action de Nairobi pour la Promotion de la Femme, Nations Unies, Juillet, 1995.
12. Pilot female literacy project – The World Bank, 1996.
13. Creative Associates International. Projet Jog Sénégal. Jeunes filles et Femmes Orientées à Gérer l'Avenir du Sénégal. Quarterly report 4. October – December 2001.
14. Convention on the elimination of all forms of discrimination against women- Resolution 34/180 of December 1979.
15. C. Power, in "Education of girls and women : Beyond Access", Winsome Gordon – UNESCO, 1994.
16. Convention Against Discrimination in Education, United Nations, 1960.
17. Third World Women's Conference – Nairobi, July 1985.

18. Women Education and Empowerment : Pathways towards Autonomy. UNESCO/IUE, 1995.
19. Éducation des femmes en Afrique. Les filles face aux programmes scolaires de Sciences et Technologie en Afrique : Etude Socio-Psychologique. Alphonsine Bouya (UNESCO).
20. Banque Mondiale. Séminaire sur l'éducation des filles au Sahel. Dakar, du 10 au 14 Juillet 1994. Quelles stratégies pour promouvoir la scolarisation des filles ? (Marie-France Lange) Sociologue de l'Orstom.
21. Feminisation of Poverty – Literacy, Development and Poverty Alleviation (Lamine KANE and Babacar DIOP Buuba, December 2001)
22. La constitution Sénégalaise (2000).
23. COSEF : Législatives 98. Démocratie où est-tu ?
24. Femmes en Politique. Sénégal, Benin, Burkina Faso, Cameroun, Mali (éditions Démocraties Africaines).
25. Plan d'action de la femme (1997 – 2001).
26. Guide. Les Droits de la Femme (ANAFSA) Friedrich Ebert Stifting 2000.
27. Recueil de Texte de la Décentralisation (février 1997).
28. La famille wolof. Abdoulaye Bara DIOP.
29. The Heritage of Islam: Women, Religion, and Politics in West Africa. Barbara Calluway and Lucy Greevey.
30. Ablaye Bara DIOP. La Société Wolof : Tradition et Changement. Des systèmes d'inégalité et de domination (publié avec le concours de l'IFAN (Dakar) et de l'Université R. Descartes (Paris).
31. Les déperditions dans les programmes d'alphabétisation au Sénégal. Lamine KANE (Janvier 2001) ANAFSA/IIZ/DVV.
32. Projet de loi modifiant la loi 72-41 du 1^{er} juin 1972 portant code de la famille.
33. Femmes et Alternance au Sénégal (UNIFEM) Quelles stratégies pour les prochains scrutins ? Institut Africain pour la Démocratie et COSEF.
34. Femmes, Ethique et Politique. Aminata DIAW et Aminata TOURE Friedrich Ebert Stiftung. (COSEF).
35. Femmes, enjeu électoral : des chiffres qui parlent ! (éditions Démocraties Africaines).

Annexe H

Observations sur l'Enquête de Suivi de 2002

Déroulement de l'Enquête

Une première phase de planification, d'élaboration de questionnaires, de formation des enquêteurs, et de pré-test des questionnaires a eu lieu entre le 18 février et le 5 mars. La phase de collecte et d'analyse de données relatives au Projet JOG/EDDI s'est déroulée entre le 6 mars et le 9 avril 2002.

La phase de collecte a débuté à Dakar le 6 mars et a duré jusqu'au 11 mars pour un total de 4 jours de travail. Le même jour, les trois équipes de collecte de données sont parties vers les régions de Louga, Diourbel, et Fatick. Chaque équipe avait au moins 8 personnes dont un chef, ainsi qu'un véhicule 4X4 avec chauffeur. L'une des équipes (Diourbel) comptait 9 personnes dans 2 véhicules 4X4, en raison du nombre élevé de ménages dans les villages enquêtés. Les trois équipes sont rentrées le 24 mars à Dakar après un total de 14 jours dans les régions.

L'exercice de collecte de données auprès des 30 écoles primaires et 4 centres techniques s'est effectué sans grand problème, grâce aux 9 questionnaires. En plus des 2 questionnaires concernant les centres techniques, 6 questionnaires visaient les écoles primaires: identification de l'école; élèves en CI ; CGE et APE; enseignants; élèves en CM1- CM 2. Le plus gros du travail se situait au niveau de l'enquête ménage, comportant au moins 4 composantes. Environ 2.000 ménages ont été touchés autour de 15 écoles rurales en moins de 2 semaines dans les régions.

Puisque les participants à cet exercice de collecte n'avaient pas entrepris l'exercice auparavant, ils ont tenu à en faire le point dans une réunion des 3 équipes au siège d'ANAFSA. Un certain nombre de constats a été relevé lors de cette réunion de réflexion.

Constats concernant l'enquête

Les principaux constats sont:

1. Un travail de recensement de tous les ménages desservis par les écoles rurales d'EDDI peut se faire en 2 semaines avec la participation d'environ 25 personnes, bien que ce soit un travail continu. Le fait que les ménages soient groupés en de grands enclos de familles étendues (concessions) facilite le travail.
2. Etant donné le nombre de ménages par concession, on y trouve presque toujours un adulte pour répondre aux questions concernant l'ensemble des ménages. Une visite de retour plus tard résoud le problème des concessions provisoirement vides.
3. Il faut vérifier dans chaque hameau si les enfants du CI vont bel et bien à l'école EDDI en question. Avec la construction de nouvelles écoles rurales, un certain nombre de hameaux qui antérieurement étaient censés envoyer leurs enfants à l'école EDDI, les envoient à présent à d'autres écoles. Ceci est surtout le cas des enfants de 7 à 8 ans, considérés par leurs parents comme étant trop jeunes pour faire plus de 1-2 kilomètres à pied pour assister aux cours.

4. Les enquêteurs chargés de l'enquête ménage doivent se procurer les services de guides locaux capables de leur indiquer toutes les concessions relevant de l'école EDDI. La recherche des hameaux éloignés demande des heures en voiture tournant autour des villages-site des écoles. A cet égard, l'aide des facilitateurs et des formateurs TOSTAN a été très appréciée des 3 équipes.
5. Le problème de places suffisantes dans les voitures a été soulevé par les 2 équipes n'ayant qu'un véhicule, une situation rendue plus difficile puisqu'il faut souvent faire monter à bord d'autres personnes (planificateurs des IDEN, formateurs de TOSTAN, chefs de villages, guides locaux). Il est évident qu'à l'avenir chaque équipe régionale devrait être moins nombreuse.
6. L'identification des hameaux desservis par l'école doit se faire au niveau de l'école primaire, ensuite avec les chefs de village ou de quartiers. Il est important de savoir non seulement d'où viennent les enfants au CI, mais aussi de quel secteur ils devraient provenir. Une première indication des hameaux n'ayant pas d'autre école que celle d'EDDI peut s'obtenir auprès du directeur de l'école, mais il est toujours nécessaire de le vérifier dans chaque hameau.
7. Quand un hameau étendu envoie ses enfants à deux écoles, les enquêteurs sont tenus d'identifier quels sont les quartiers qui envoient (ou devraient envoyer) leurs enfants de 7 à 8 ans à l'école EDDI.
8. La manière d'aborder les ménages (concessions) est très importante pour la réussite de l'enquête, ainsi que l'usage de langues locales dans la mesure du possible. Grâce à l'expérience et au niveau d'éducation des enquêteurs (université), il n'y a eu que quelques cas de refus de réponse de la part des ménages (sur 2,000). Bien que le wolof soit utilisé dans la plupart des communautés, il est important d'utiliser les autres langues locales et d'inclure dans les équipes des gens parlant ces langues. Ceci a été le cas à Mandigue (Koular Soce), où les enquêteurs ont dû se faire accompagner d'interprètes.
9. Dans certaines zones d'influence mouride, l'école arabe constitue une alternative préférentielle jusque dans le village site de l'école EDDI, sans parler des hameaux éloignés d'où il serait malaisé d'envoyer les enfants à l'école française. Les enquêteurs devraient être sensibles à la nécessité de ne pas imposer l'école française comme la seule valable. La sensibilisation de la population relève d'autres campagnes.
10. Puisque cet exercice de collecte était nouveau pour toutes les équipes, il est souhaitable qu'une connaissance du milieu plus poussée soit présente lors de l'exercice suivant. Les lieux d'hébergement, les distances à parcourir, l'ordre des visites, le nombre et la situation des hameaux, les jours de marchés hebdomadaires, la composition ethnique des populations environnantes sont autant de facteurs qui auraient dû être maîtrisés dès le début de l'exercice 2002.
11. L'ensemble du contenu des questionnaires s'est avéré approprié, mais il y a eu quelques problèmes dans l'ordre de certaines questions, dans la manière de poser une question, et dans les éléments de choix de certaines réponses. Ceci concerne surtout le questionnaire de l'enquête ménage. Particulièrement problématique était le peu de connaissance du Projet JOG de la part des ménages éloignés du village-site de l'école EDDI. Ceci rendait difficile la suite de questions visant la participation et la satisfaction des parents.
12. Il s'est avéré que dans la plupart des classes de CI des écoles EDDI il existe en 2002 un pourcentage plus ou moins élevé d'enfants de 6 ans. Bien qu'on doive s'attendre à voir un petit nombre de ces enfants en première année pour diverses raisons dues aux parents, il est évident que dans certains cas, les directeurs d'école eux-mêmes ont entrepris le recrutement des enfants de 6 ans. Ceci est dû à deux raisons

principales: (1) avec la construction de nouvelles écoles dans certaines zones depuis 2-3 ans, l'école principale s'est soudain trouvée avec un effectif trop limité de débutants de 7 ans et par conséquent a essayé de combler le déficit avec des enfants de 6 ans; et (2) certains directeurs d'école ont délibérément recruté des enfants de 6 ans à côté des 7 ans pour leur donner plus de possibilité de réussir dans leurs études. Puisque ces enfants de 6 ans n'ont pas l'âge légal de commencer l'école, ils pourront redoubler sans préjudice. Ceci leur donnera un avantage net pour réussir leur première année quand ils la répètent (première fois légalement).

13. Parallèlement avec ce recrutement délibéré d'enfants ayant 6 ans, il existe une grande méconnaissance de l'âge exact des enfants, même chez les enseignants qui vivent pourtant parmi les habitants autour des écoles. Malheureusement, les extraits de naissance n'existent presque pas, du moins pour les enfants en bas âge. Certains parents peuvent obtenir par la suite un jugement attribuant un âge à leurs enfants, mais celui-ci reste hautement subjectif ou pire, peut être dicté par les besoins de remettre un enfant à l'école à laquelle il n'a plus droit. Des cas d'enfants ayant 9-10 ans qui auraient obtenu un extrait de naissance par jugement rétroactif leur donnant 2-3 ans de moins ont été relevés dans certains endroits.
14. Certains enquêteurs se sont trouvés dans l'embarras lorsqu'il fallait poser les questions sur l'attitude des parents vis-à-vis de l'école à un vieillard, pourtant bel et bien chef de concession et insistant sur son droit de réponse. Cet obstacle a été contourné discrètement dans la mesure du possible. Il fallait éviter aussi d'interviewer les jeunes adultes pas encore mariés. La plupart des questions sur l'attitude des parents doivent s'adresser aux parents susceptibles d'avoir des enfants en âge d'aller à l'école primaire (7-13 ans).
15. Le fait que le Comité de gestion d'école comprend un ou plusieurs facilitateurs de TOSTAN signifie que pour déceler le niveau de satisfaction du CGE et du Projet en général, il faut trouver un moyen de séparer les membres de la communauté des gens qui exécutent le Projet JOG. Ceci a pu se faire en partie par le biais de l'enquête auprès de l'APE, pourtant généralement cooptée par le CGE.
16. Il y a confusion de la part des élèves des CM1- CM 2 vis-à-vis des réalisations du Projet JOG, surtout quand il existe plus d'un projet au niveau de l'école. Ceci a été évident à Dakar en ce qui concerne la réfection de salles de classe et dans les régions où la Banque Mondiale (ou d'autres organismes) a financé la construction de nouvelles salles de classe et des sanitaires. Cependant, tous les élèves étaient conscients des fournitures scolaires fournies par JOG, mais certains ne connaissaient pas toujours leur provenance.
17. Il est évident qu'un suivi serré des enfants des ménages, que ce soit par recensement ou par enquête statistique, risque d'entraîner une certaine fatigue, voire résistance, de la part de ceux-ci. Dans bien des cas, les répondants se plaignent du manque de résultats concrets après le passage d'autres enquêteurs. Une meilleure sensibilisation des ménages au sujet de l'envergure du Projet JOG est à entreprendre, surtout auprès des hameaux éloignés. Une raison de plus est que les membres du CGE et de l'APE sont généralement des gens recrutés dans les villages-site.